

Art. 2. Dit besluit wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.
Aalst, 27 april 2022.

De administrateur-generaal van de Vlaamse Milieumaatschappij,
B. DE POTTER

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2022/202428]

17. MÄRZ 2022 — Erlass der Regierung zur Bestellung von Inspektoren in Anwendung des Dekrets vom 31. März 2014 über die Kinderbetreuung

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Aufgrund des Dekrets vom 31. März 2014 über die Kinderbetreuung, Artikel 17 § 1 Absatz 1;
Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 24. März 2016 zur Bestellung von Inspektoren in Anwendung des Dekrets vom 31. März 2014 über die Kinderbetreuung;

Auf Vorschlag des für die Kinderbetreuung zuständigen Ministers;
Nach Beratung;

Beschließt:

Artikel 1 - Folgende Personen werden in Anwendung von Artikel 17 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 31. März 2014 über die Kinderbetreuung als Inspektoren bestellt:

1. Herr Michael Fryns;
2. Frau Sabrina Thielen;
3. Frau Jana Backes;
4. Frau Valérie Keutgen;
5. Frau Pia Vonhoff;
6. Frau Joyce Michels;
7. Frau Irma Ludes;
8. Frau Sylvia Winter;
9. Frau Jennifer Marbaise;
10. Frau Beatrix Keutgen.

Art. 2 - Die in Artikel 1 genannten Inspektoren verfügen über alle in Artikel 17 desselben Dekrets erwähnten Befugnisse.

Art. 3 - Der Erlass der Regierung vom 24. März 2016 zur Bestellung von Inspektoren in Anwendung des Dekrets vom 31. März 2014 über die Kinderbetreuung, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 11. Oktober 2019, wird aufgehoben.

Art. 4 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 5 - Der für die Kinderbetreuung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 17. März 2022

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft :
Der Ministerpräsident, Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH
Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung
L. KLINKENBERG

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2022/32093]

8 MARS 2022. — Arrêté ministériel décidant de réviser le plan de secteur de Mouscron-Comines (planche 36/2), d'adopter le projet de plan visant à inscrire, sur le territoire de la commune de Comines-Warneton (Ploegsteert), une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de son exploitation et une zone de dépendances d'extraction, en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction d'argile et une zone naturelle au titre de compensation planologique, de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et en fixant le projet de contenu

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 janvier 2022 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 2021 ;

Vu la Déclaration de politique régionale 2019-2024 approuvée par le Parlement wallon en sa séance du 13 septembre 2019 ;

Vu le Code du développement territorial (CoDT), l'article D.II.54 ;

Vu le schéma de développement du territoire adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Vu l'arrêté royal du 17 janvier 1979 établissant le plan de secteur de Mouscron-Comines et ses révisions ultérieures ;

Vu l'inventaire des ressources du sous-sol de la Région wallonne réalisé par le laboratoire d'analyses litho- et zoo-stratigraphiques de l'Université de Liège entre 1995 et 2001, dit « étude Poty », et actualisé en 2009 et 2010 ;

I. Exposé de la demande

Considérant que la S.A. « Briqueteries de Ploegsteert » a introduit auprès du Gouvernement wallon une demande de révision du plan de secteur de Mouscron-Comines portant sur l'inscription d'une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de son exploitation, sur le territoire de la commune de Comines-Warneton (Ploegsteert) ;

Considérant que la zone d'extraction sollicitée est attenante à l'exploitation actuelle, développée à l'est de la N58, et que son inscription au plan de secteur est nécessaire à l'octroi du permis unique, dont la demande est introduite conjointement, afin de permettre la poursuite de l'activité d'extraction existante ;

Considérant que la demande a fait l'objet d'une réunion d'information préalable (RIP) du public, conformément à l'article D.VIII.5, du CoDT, en date du 04 mars 2020 ;

Considérant qu'elle a ensuite été introduite auprès du Ministre de l'Aménagement du territoire, le 25 mai 2020, en application de l'article D.II.54 (procédure conjointe plan-permis) du CoDT, en étant accompagnée :

1. d'un dossier de base, tel que visé à l'article D.II.44, alinéa 1^{er}, 1° à 6°, du CoDT et comprenant :

- la justification de la révision du plan de secteur projetée au regard de l'article D.I.1 du CoDT ;

- le périmètre concerné ;

- la situation existante de fait et de droit ;

- un rapport justificatif des alternatives examinées et non retenues, compte tenu, notamment, des besoins auxquels répond la révision projetée, des disponibilités foncières en zones destinées à l'urbanisation et de leur accessibilité ;

- une proposition d'avant-projet établie au 1/10.000^e ;

2. des observations et suggestions sur le projet de révision qui ont été adressées dans les quinze jours de la réunion d'information préalable, comme le prévoit l'article D.VIII.5, § 6, du CoDT ;

3. de l'avis favorable du collège communal de Comines-Warneton, du 30 mars 2020, émis en lieu et place de l'avis du conseil communal ;

Considérant à cet égard que l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°5 du 18 mars 2020, permettait l'exercice par le collège communal des compétences attribuées au conseil communal par l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, aux fins d'assurer la continuité du service public malgré la pandémie de COVID-19, dans la mesure où l'urgence de son action et l'impérieuse nécessité étaient motivées ; que cet avis du collège communal a cependant ensuite été ratifié par le conseil communal, le 25 mai 2020.

Considérant que la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de Comines, consultée par le demandeur, le 4 février 2020, n'a pas émis d'avis dans le délai imparti, pourtant prolongé jusqu'au 18 mai 2020 par les mesures de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n°2 du 18 mars 2020 ; que cet avis doit dès lors être considéré comme étant favorable par défaut ;

Localisation et objet de la demande de révision du plan de secteur

Considérant que la S.A. « Briqueteries de Ploegsteert » est une société familiale établie à Comines (Ploegsteert) depuis 1927 où elle exploite des argilières pour l'approvisionnement de ses unités de production de matériaux de construction en terre cuite (briques de construction et de parement, planchers et linteaux) ; elle fait partie du groupe industriel « Ploegsteert », composé de sociétés actives dans les domaines de la fabrication de matériaux de construction en terre cuite et en béton (Préfixis, Douterloigne) ou de l'entretien et de la modernisation des outils de production (Ceratec et Ceratec Electronics) ; le groupe possède plusieurs unités de fabrication de produits en terre cuite dans l'usine du siège de Ploegsteert ainsi qu'une unité de production de briques de parement extrudées à Tournai (Barry) ;

Considérant que la demande de révision du plan de secteur de Mouscron-Comines telle qu'introduite vise des terrains situés sur le territoire de la commune de Comines-Warneton (Ploegsteert), entre les lieux-dits « Le Bizet » et « Le Touquet », au sud de la localité, dans le prolongement, vers le sud, du site d'extraction, actuellement exploité ;

Considérant que les terrains visés sont plus précisément localisés au sud de la fosse n°4, entre :

- la route de Frelinghien, à l'est ;

- l'arrière de la zone d'habitat bâtie de la rue du Touquet (partie de la N365), au sud-est ;

- la N58 et son périmètre de réservation, à l'ouest ;

- l'ancienne ligne de chemin de fer, sur l'assiette de laquelle est implantée la bande transporteuse de l'exploitation actuelle au nord-ouest ;

Considérant qu'il ressort du dossier de base que la demande de révision du plan de secteur de Mouscron-Comines porte sur l'inscription en zone d'extraction de quelque 22,8 ha de terrain repris, au plan de secteur en vigueur, en zone agricole (22,41 ha) et, dans une moindre mesure, en zone d'habitat (0,37 ha) ; l'ensemble de ces terrains étant affecté de manière effective à l'agriculture ;

Considérant que le périmètre de la demande est composé de 28 parcelles cadastrales, appartenant au groupe Ploegsteert en totalité, depuis le 30 août 2021 ;

Justification des besoins (en termes de localisation, de superficie et d'affectations)

Considérant que le dossier de base relève que l'extraction d'argile sur le site de Ploegsteert a commencé à la fin des années 1920, au lieu-dit « Le Bizet », par une exploitation située entre la Drève des Rabecques, le ruisseau du même nom et le chemin de la Blanche qui s'est déplacée vers l'est avec le temps, entraînant le réaménagement progressif des anciennes argilières en zones naturelles ;

Considérant que l'exploitation actuelle est autorisée par un permis d'extraction, délivré le 1^{er} mars 1999 pour une durée illimitée, qui couvre une surface totale de plus de 169 ha, en ce compris les parties depuis lors réaffectées en zones naturelles et d'espaces verts par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 mars et 4 octobre 2012 et celles exploitées à l'ouest de la N58 jusqu'en 2015 ; qu'elle se poursuit actuellement à l'est de la N58, dans l'angle formé par le chemin du Bon Coin et l'ancienne ligne de chemin de fer désaffectée ;

Considérant que les matières exploitées sont principalement des argiles grises et plastiques de type Yprésien mais aussi des limons gris et sableux de type Hesbayen, issus de la formation de la Lys (Pléistocène moyen à supérieur) ; que seules, les parties du gisement comportant un taux d'argile suffisant, soit plus de 30% de particules de moins de 10 µm, peuvent être exploitées par l'entreprise pour la fabrication des produits en terre cuite ;

Considérant que le dossier de base indique, en page 44, que l'argile extraite est quasi-exclusivement destinée à l'usine de Barry, seule, une petite fraction étant transportée à l'usine AFMA de Ploegsteert pour y être ajoutée dans la composition de certains types de blocs de terre cuite qui y sont produits ; qu'il s'agirait cependant d'une erreur, comme l'a relevée le Pôle « Aménagement du territoire » dans son avis du 28 août 2020 dont question infra ;

Considérant que l'argile extraite serait, selon ce qui figure en page 40, uniquement destinée aux unités de fabrication de produits en terre cuite AFMA et BRISTAL du siège de Ploegsteert, à raison d'environ 2/3 pour la première et 1/3 pour la seconde ;

Considérant que le rythme d'exploitation annuel de la société s'élève, selon le dossier, à environ 170.000 m³, ce qui représente une progression de l'argilière d'environ 2 hectares par an ;

Considérant qu'à ce rythme, la réserve de matières premières exploitables au sein du périmètre autorisé, estimée à 850.000 m³ par le dossier de base établi en février 2020, sera épuisée à l'horizon 2025 ;

Considérant qu'à cette échéance, l'exploitation d'une autre zone d'extraction sera dès lors nécessaire pour assurer le maintien de l'activité de l'entreprise ;

Considérant que le dossier fait état de la réalisation de campagnes de prospection géologique réalisées sur les terrains situés au sud de la fosse actuelle et qui ont permis de montrer la présence de réserves d'argile d'un volume total de 1.630.000 m³, de même épaisseur (+/- 8 m) et de qualité similaire à celle actuellement extraite ;

Considérant qu'il retient également que les terrains sont proches des installations industrielles de la briqueterie, qui pourront dès lors être approvisionnées au départ de la bande transporteuse établie sur l'assiette de l'ancienne ligne de chemin de fer passant dans le tunnel sous la N58 ;

Considérant que ces terrains sont constitués de parcelles qui sont pour leur totalité propriété du groupe « Ploegsteert » ; qu'elles sont cultivées par quatre agriculteurs auxquels ont été accordés des baux à titre précaire ;

Considérant que le dossier de base conclut que ces éléments favorables ont conduit la société « Briqueteries de Ploegsteert » à retenir ces terrains d'une superficie de 22,8 ha pour poursuivre l'exploitation des argiles et à solliciter leur inscription en zone d'extraction en lieu et place des zones agricoles et d'habitat dans lesquelles ils sont actuellement affectés ;

Considérant que le demandeur estime que la zone sollicitée permettra de poursuivre l'extraction pour au moins 10 ans ;

Considérant que la totalité des matières excavées est utilisée par l'entreprise ; qu'aucune partie de la zone d'extraction sollicitée ne sera grevée par le stockage de découvertures et de stériles et que l'entièreté de la superficie pourra en conséquence être exploitée ;

Considérant que le demandeur envisage le même procédé d'extraction et de transport de l'argile que celui qui est actuellement mis en œuvre ; que les équipements ou dépendances nécessaires consistent d'une part, en une excavatrice à godets coulisant sur un châssis mobile parallèle au talus de l'argilière et reliée à un groupe électrogène qui fonctionne selon la technique du rabotage et, d'autre part, en des bandes transporteuses constituées de parties mobiles et non couvertes, parallèles au front d'exploitation, qui sont installées au sein-même du périmètre d'extraction ainsi que de parties fixes et couvertes qui vont du site d'extraction vers l'usine ; que la bande transporteuse fixe existante, qui n'est pas comprise dans le périmètre sur lequel porte la demande de révision, servira à l'acheminement de l'argile vers l'unité de prétraitement de la terre à briques ;

Considérant que l'extraction s'effectuera en continu, du sud-ouest (N58) au nord-est (route de Frelinghien) ;

Considérant que le dossier de base propose, qu'après exploitation de l'argile, la nouvelle fosse d'extraction puisse constituer un maillon écologique supplémentaire entre les zones de réserves naturelles précédemment exploitées par les « Briqueteries de Ploegsteert », au nord-ouest (réserve naturelle ornithologique de Ploegsteert) et les « étangs de la Lys », qui résultent de l'exploitation par les firmes Delecourt et Wienerberger, à l'est ;

Rapport justificatif des alternatives examinées et non retenues par le demandeur

Considérant qu'il résulte du dossier de base que le demandeur a examiné la possibilité d'exploiter les terrains inscrits en zone de dépendances d'extraction au nord des chemins de la Blanche et du Bon Coin et qui n'ont pas encore fait l'objet d'une exploitation ; qu'en raison des inconvénients identifiés, cette option n'a pas été retenue :

- la qualité d'argile est différente de celle actuellement extraite et n'est pas constante ;
- la distance aux installations de transformation des « Briqueteries de Ploegsteert » est importante et nécessite un transport de la ressource extraite par camion, générant des nuisances liées au charroi ;
- plusieurs fermes sont concernées par ces terrains et l'impact sur l'activité agricole serait important ;
- de nombreuses expropriations, impliquant un grand nombre de propriétaires, seraient nécessaires, et les délais d'acquisition ne sont pas compatibles avec les nécessités d'approvisionnement en argile des unités de production ;

Considérant que le dossier de base ne comporte pas d'étude géotechnique relative à ce gisement ;

Considérant que le dossier de base n'indique pas que des variantes de délimitation du périmètre retenu pour l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction aient été examinées ;

Compensations proposées par le demandeur

Considérant que la zone d'extraction est une zone non destinée à l'urbanisation, au sens de l'article D.II.23, du CoDT ;

Considérant que l'inscription d'une nouvelle zone non destinée à l'urbanisation n'est pas soumise à la compensation prévue par l'article D.II.45, §3, du CoDT ;

Proposition d'avant-projet établie au 1/10.000^e

Considérant qu'une proposition d'avant-projet, traduite par une cartographie, est jointe au dossier de base ; qu'elle porte uniquement sur l'inscription, au sud de l'assiette de l'ancienne ligne de chemin de fer qui jouxte la partie de la zone de dépendances d'extraction actuellement exploitée (fosse n°4), d'une zone d'extraction de 22,8 ha à réaffecter en zone naturelle au terme de l'exploitation sur des terrains actuellement inscrits :

- En zone agricole, sur une superficie de 22,41 ha ;
- En zone d'habitat, sur 0,37 ha ;

Considérant que le périmètre retenu comporte 28 parcelles cadastrales et un terrain non cadastré, correspondant au chemin dit « Weymans Gilde straat » ; qu'il est délimité par l'assiette de la voie ferroviaire désaffectée, au nord-ouest et la route de Frelinghien, à l'est, et repose exclusivement sur des limites parcellaires au sud-est et à l'ouest ;

Considérant que la proposition d'avant-projet ne comporte pas de prescription supplémentaire ;

Réunion d'informations préalable

Considérant que la réunion d'information préalable organisée conjointement sur la demande de révision du plan de secteur et de demande de permis, comme le prévoit l'article D.II.54, §2, alinéa 6, 5°, du CoDT, a été organisée le mercredi 4 mars 2020 à la salle Horta, rue du Touquet 228, à 7783 Le Bizet, après avoir été annoncée par les voies et selon les formes prescrites par l'article D.VIII.5, du CoDT ;

Considérant qu'une telle réunion a pour objet de permettre au public d'émettre des observations sur le projet du demandeur, de mettre en évidence des points particuliers qui pourraient être abordés dans le rapport sur les incidences environnementales et de présenter des alternatives techniques pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur afin qu'il puisse également en être tenu compte lors de la réalisation de ce rapport ;

Considérant que le collège communal de Comines-Warneton a rédigé un procès-verbal détaillé de la réunion ;

Considérant que les remarques, commentaires ou questions formulées par les personnes présentes lors de la réunion d'information préalable ont principalement porté sur les points suivants :

- l'évacuation de l'eau pompée du site d'extraction et plus généralement la problématique de la gestion des eaux, une suggestion formulée par un intervenant étant de créer un déversement alternatif en direction de la Lys afin d'éviter son écoulement dans les prairies ;

- l'impact du projet sur le niveau de la nappe aquifère, l'assèchement des puits et la stabilité du bâti existant ;

- le niveau de bruit lié à l'extraction, notamment à la bande transporteuse ;

- le maintien de la zone (de dépendances) d'extraction dont la société n'envisage pas l'exploitation ;

- la situation future des chemins de promenades, dont le projet de RAVeL, pour la réalisation duquel il est suggéré par un intervenant de maintenir libre un demi-hectare de l'assiette de l'ancienne ligne SNCB ;

- la suppression éventuelle de voiries et passages et l'isolement qui en résulterait pour certains riverains de l'exploitation ;

- la distance de l'exploitation par rapport aux habitations ;

- la prolifération de la faune nuisible (rats) à proximité des habitations ;

Considérant qu'une seule contribution écrite a été adressée au collège communal dans le délai de quinze jours de la réunion ; son auteur suggère de dévier le chemin communal n°35 suivant le plan fourni, afin de maintenir une boucle dans le maillage des chemins de randonnée et éviter que les promeneurs ne soient tentés d'emprunter la bretelle d'accès à la N58 ;

Avis du conseil communal de Comines-Warneton et de la Commission Consultative communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité

Considérant que la demande de révision du plan de secteur a été soumise le 4 février 2020 au conseil communal et à la commission d'aménagement du territoire et de mobilité de Comines-Warneton ;

Considérant qu'en raison de la crise sanitaire liée au COVID-19, et des dispositions réglementaires auxquelles elle a donné lieu, notamment l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°5 du 18 mars 2020 précité, le collège communal a été amené à se prononcer sur la demande de révision en lieu et place du conseil communal ; que l'avis favorable qu'il a émis le 30 mars 2020 a néanmoins été ratifié par le conseil communal, le 25 mai 2020 ;

Considérant que la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) de Comines-Warneton n'a pas remis d'avis sur le dossier de révision du plan de secteur, que son avis est dès lors réputé favorable ;

II. Avis des instances consultées

Considérant qu'en application des dispositions de l'article D.II.48, §4, du CoDT, le dossier complet de demande de révision du plan de secteur de Mouscron-Comines a été soumis, pour avis, le 2 juillet 2020, aux pôles « Aménagement du territoire » et « Environnement », ainsi qu'au fonctionnaire délégué, dont les avis sont obligatoires, au regard du Code ; que le SPW Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement a été consulté complémentirement sur la demande, le même jour ;

Considérant que les avis doivent être transmis dans les soixante jours de l'envoi de la demande ; qu'ils devaient dès lors être remis au plus tard le 2 septembre 2020 à défaut de quoi, ils sont réputés favorables ;

Considérant que le Pôle « Environnement » a transmis, le 25 août 2020, l'avis favorable à la demande et à la poursuite de la procédure de révision, rendu le 24 août ;

Considérant que le Pôle constate toutefois que des terrains de grande superficie situés au nord de l'usine de transformation de l'argile et de la réserve naturelle ornithologique de Ploegsteert, déjà inscrits en zone de dépendances d'extraction au plan de secteur, n'ont pas encore été exploités ; qu'il s'interroge sur leur devenir et sur l'opportunité de les maintenir en zone de dépendances d'extraction et s'étonne que le dossier de base ne contienne aucune information à ce sujet ;

Considérant que le pôle « Environnement » relève par ailleurs que la justification du projet au regard de l'article D.I.1. du CoDT apportée par le dossier de base ne porte que sur l'emploi ;

Considérant que le Pôle demande enfin que le rapport sur les incidences environnementales porte une attention particulière aux éléments suivants :

- la qualité du gisement, au nord et l'opportunité, notamment au vu des contraintes soulevées par le dossier de base, de maintenir en tout ou en partie une zone de dépendances d'extraction sur les terrains non exploités encore disponibles ;

- la gestion des eaux d'exhaure et de ruissellement, et les impacts sur la nappe aquifère et les puits environnants ;

- l'impact sur la mobilité douce (projet de RAVeL, boucle de randonnée) et la possibilité de dévier le chemin n°35 ;

- l'impact sur les riverains immédiats (bruit, faune nuisible, puits artésiens) ;

- le périmètre ou dispositif d'isolement à établir en application des articles D.II.28 et 41, du CoDT, en particulier le long des limites avec la zone d'habitat ;

- l'impact sur les exploitations agricoles concernées et la perte de terres agricoles ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire », en date du 28 août 2020, a également rendu un avis favorable sur la demande et la poursuite de la procédure, qu'il a transmis le 31 août ; qu'il estime que le projet de révision est justifié et cohérent tant sur le plan technique, géologique que foncier et qu'il permet la poursuite d'une activité existante tout en limitant les nuisances ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire » rejoint néanmoins la position du pôle « Environnement » sur l'existence d'une zone de dépendances d'extraction encore non-exploitée au nord de l'exploitation actuelle et souhaite que l'opportunité d'un changement d'affectation ou de délimitation éventuel de cette zone soit examinée par le rapport sur les incidences environnementales, au regard des perspectives présentées ;

Considérant qu'il recommande que le RIE analyse, en outre :

- les nuisances pour les riverains directs (rue du Touquet et route de Frelinghien), notamment le bruit et les problèmes éventuels de stabilité des bâtiments liés aux argiles dans un contexte de variations de niveaux phréatiques, ces derniers devant faire l'objet d'une étude ciblée (géotechnique...) ;

- le dispositif d'isolement à prévoir en lien avec les nuisances sonores et la stabilité des bâtiments, de manière à maintenir une distance minimale de sécurité à l'arrière des habitations riveraines ;

- l'affectation la plus adéquate à donner aux reliquats de zone agricole résultant du changement d'affectation du périmètre de révision, de manière à garantir la cohérence du plan de secteur ;
- l'impact sur les exploitations agricoles concernées par le périmètre de révision ;
- la nécessité éventuelle de rétablir les cheminements vicinaux qui seraient supprimés et l'examen d'un tracé alternatif pour les rétablissements nécessaires ;

Considérant que le 31 août 2020, le fonctionnaire délégué a transmis un avis favorable à la demande de révision du plan de secteur, daté du même jour ; qu'il attire l'attention sur certains aspects de la situation existante qui caractérise les terrains visés : ils se situent à proximité de zones Natura 2000, le long d'un cours d'eau de 2^e catégorie et sont concernés par une zone d'aléa d'inondation faible ; le périmètre sollicité s'inscrit à l'arrière de la zone d'habitat de la rue du Touquet, à laquelle une attention particulière devra être apportée ;

Considérant que le fonctionnaire délégué fait, en outre, part de l'opportunité de réaffecter, en zone naturelle, la partie de la zone de dépendances d'extraction située au nord du site de transformation de l'argile et du chemin de la Rabecque, sur laquelle se sont formés des plans d'eau à l'issue de son exploitation et qui constitue d'ores et déjà la réserve naturelle ornithologique de Ploegsteert ;

Considérant qu'il recommande de maintenir une affectation en zone de dépendances d'extraction sur la partie de la zone située au sud du chemin de la Rabecque, de manière à permettre les développements ultérieurs de l'entreprise, dont, notamment, l'implantation d'un champ de panneaux photovoltaïques contribuant à son autonomie énergétique ;

Considérant que le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement a fait part de son avis le 17 septembre 2020, soit en dehors du délai légal prescrit ; qu'il est donc réputé favorable ;

III. Le projet de révision du plan de secteur

Considérant que la demande de révision du plan de secteur introduite par les « Briqueteries de Ploegsteert » porte sur l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction de 22,8 ha à Ploegsteert, au sud de l'exploitation actuelle délimitée par l'assiette de l'ancienne ligne de chemin de fer ;

Analyse de la situation existante de fait

Considérant que, sur le plan topographique, la révision sollicitée s'étend sur un terrain relativement plat, qui présente une très légère pente du nord-est au sud, vers la Lys et une altitude moyenne de 19m ;

Considérant qu'en termes paysagers :

- le périmètre sollicité s'inscrit dans l'ensemble paysager de la plaine et du bas-plateau limoneux hennuyers, plus précisément dans le territoire de la bordure de la plaine de la Lys (01010), enclavé entre la France et la région flamande et présentant un relief plat dominé par les terres agricoles ; les anciennes exploitations des « Briqueteries de Ploegsteert » ont fait place à plus de cent hectares de bassins d'argilières qui font à présent partie intégrante du paysage de la commune ;

- l'inventaire réalisé par l'asbl ADESA à la demande de la Région wallonne relève cinq périmètres d'intérêt paysager (PIP), ainsi que deux points de vues remarquables (PVR) dans un rayon de 1.500 mètres autour du périmètre de la demande, mais aucune de ces vues ne se dirige vers l'objet de la demande, qui n'est donc pas perceptible depuis celles-ci ;

- la future zone d'extraction est principalement visible à courte portée, depuis les voiries qui la bordent, à savoir la route de Frelinghien, le raccordement de la N58 et la rue du Touquet ; des vues ponctuelles sont également possibles depuis certaines habitations du hameau du Touquet ;

Considérant que les terrains visés par la demande de révision partielle du plan de secteur se composent principalement :

- De terres agricoles, essentiellement des champs affectés à la monoculture (maïs, froment d'hiver, betterave sucrière, pomme de terre), présentant un intérêt quasi nul en termes de biodiversité ; une flore banale est concentrée en bordure de culture, tandis que quelques prairies peuvent accueillir une flore plus diversifiée, sans pour autant présenter un intérêt particulier ;

- D'un boisement : quelques bandes boisées sont présentes au sein du périmètre constituant une zone de repos et de refuge pour l'avifaune ;

- De bords de chemins : un chemin agricole, bordé de part et d'autre par une végétation banale, est compris dans le périmètre de la demande ;

Considérant que les terrains ne sont pas repris à l'inventaire des sites de grand intérêt biologique (SGIB) mais qu'ils sont néanmoins proches des sites dits « Briqueteries de Ploegsteert », « Argilières Deconinck » et « Argilière de la Lys » qui y figurent ; que, selon les services du SPW ARNE, l'ensemble de la plaine agricole dans laquelle s'inscrit la demande est utilisée par l'avifaune qui ne fréquente pas nécessairement les plans d'eau et espaces associés à la réserve naturelle ornithologique de Ploegsteert ;

Considérant que, sur le plan pédologique, la demande vise principalement des sols limoneux à drainage modéré ou imparfait présentant de très bonnes aptitudes et potentialités agricoles et des sols argileux à drainage imparfait ; que la demande implique une perte définitive de superficies et de ressources agricoles ;

Considérant que l'analyse géologique spécifique du périmètre sollicité, réalisée sur base de trois forages effectués en 2019, montre la présence d'une couche de limons hesbayens d'une épaisseur moyenne de 2 mètres sous laquelle reposent des argiles yprésiennes, sur une épaisseur moyenne de 6 mètres, et révèle l'existence de deux horizons de composition différente :

- Un premier horizon, depuis la surface jusqu'à environ 7 m de profondeur, présentant une granulométrie limono-argileuse croissante ; un maximum de 60% des particules ont une taille inférieure à 10 µm, en moyenne 40% ont une granulométrie comprise entre 10 µm et 63 µm, alors que les particules de plus de 63 µm dépassent rarement 10% de la composition totale ;

- Un second horizon, à partir de 7-8 m, présentant une granulométrie sablo-limoneuse à sableuse correspondant à la jonction entre la base de l'étage hesbayen et la surface de l'étage Yprésien ; la teneur en particules d'une granulométrie comprise entre 63 µm et 250 µm varie de quelques pourcents à parfois plus de 30 % à 13 m de profondeur ; simultanément, la teneur en argile diminue de moitié ;

Considérant que le Service géologique de Wallonie confirme le fait que l'extension sollicitée est en adéquation avec la nature des limons argileux qu'il est envisagé d'exploiter et que leur épaisseur et leurs caractéristiques, du fait de leurs conditions de dépôt éoliennes, peuvent être considérées comme assez constantes à l'échelle du périmètre de la demande de révision ; qu'il souligne également l'intérêt de produire avec ces limons argileux des matériaux de construction potentiellement distribuables à l'échelle de la Belgique ;

Considérant qu'au regard de la succession des différentes strates lithostratigraphiques recensées à proximité du périmètre d'extraction sollicité et de leur faciès géologique, on retrouve dans ce secteur une succession d'aquifères superposés, séparés par des horizons peu perméables à imperméables, à savoir :

- l'aquifère contenu dans les dépôts limoneux et alluvionnaires quaternaires ;

- l'aquifère contenu dans les sables thanétiens ;
- l'aquifère contenu dans les craies crétacées ;
- l'aquifère contenu dans les calcaires carbonifères.

Considérant que le site appartient à la masse d'eau souterraine des « Sables du Thanétien des Flandres » (BERWE061) ; que l'argilière exploite les huit premiers mètres de limons laissant ainsi sous le fond de la fouille plus de 80 mètres de matériaux argileux peu perméables à imperméables ; que les aquifères sous-jacents aux horizons argileux pré-siens restent protégés des éventuelles atteintes provenant de la surface ;

Considérant qu'au sein de l'argilière, les forages hydrogéologiques de 2019 ont relevé un niveau piézométrique de 5,8m, oscillant de façon saisonnière, l'aquifère contenu dans les strates de dépôts limoneux et alluvionnaires quaternaires pouvant être rencontré par l'extraction de manière temporaire, en saison humide ; que selon le SPW ARNE, les opérations d'exhaure nécessaires pour maintenir le fond de fosse à sec ne devraient pas impacter les aquifères sous-jacents ;

Considérant qu'aucun captage n'est localisé dans le périmètre de la demande de révision ; qu'il existe plusieurs captages en eaux souterraines à proximité, mais aucun ne bénéficie d'une zone de prévention ;

Considérant que, selon le SPW ARNE, une influence des opérations de pompage pourrait éventuellement se marquer au niveau de puits de type traditionnel de faible profondeur implantés non loin de la future zone d'extraction ;

Considérant que le périmètre de demande de révision est localisé en rive gauche de la Lys, à 560 m de celle-ci ; que la Becque du Touquet, qui se jette dans la Lys, borde les limites extérieures est de la future zone d'extraction ;

Considérant que plusieurs cours d'eau non catégorisés traversent le périmètre, mais aucun d'entre eux n'est visible en surface ;

Considérant que les eaux d'exhaure et pluviales sont collectées pour être pompées et alimenter le réseau hydrographique de la Lys après décantation ;

Considérant qu'aucun équipement d'adduction, de collecte et de traitement des eaux usées n'est implanté sur ce site ;

Considérant que le site n'est pas soumis à un risque majeur :

- Il est localisé dans une zone potentiellement karstique, mais aucun site karstique, aucune faille, galerie ni écoulement souterrain n'a été inventorié dans les alentours du périmètre sollicité ;

- il ne présente pas de propension aux glissements spontanés de terrain ;

- il est repris en zone sismique de niveau 1 dans laquelle le risque sismique est jugé négligeable ;

- il est en tête de bassin versant et n'est pas à risque en terme d'inondation par ruissellement. Selon le SPW ARNE, le changement d'affectation prévu n'augmente pas les risques d'inondation vers l'aval ;

- aucun site industriel SEVESO n'est localisé à proximité ;

Considérant que le périmètre sollicité est situé entre 2 villages belges (Le Bizet à 2 km à l'est et Ploegsteert à 2.6 km au nord-est) et 3 villages français (Deülémont à 2.5 km au nord-est, Frelinghien à 800 m au sud et Houplines à 1.5 km au sud-ouest) ; qu'aucun élément bâti n'est construit sur ce périmètre, les éléments du cadre bâti les plus proches étant les habitations sises le long de la rue du Touquet et de la route de Frelinghien, principalement de type unifamilial à 4 façades ;

Considérant qu'aucun équipement socio-culturel n'est recensé au sein de la zone d'extraction sollicitée ni aux abords immédiats ; que deux écoles, un complexe sportif, une église catholique et une maison de retraite sont établis dans un rayon de 1.500 mètres ;

Considérant que les activités humaines exercées sur le site sont exclusivement agricoles ; que les terrains sont exploités par 4 agriculteurs ;

Considérant qu'en termes de mobilité et d'accessibilité,

- le périmètre de révision est ceinturé par 3 voiries :

- o la rue du Touquet, au sud, voirie régionale d'une bande de circulation par sens qui relie le Bizet au hameau du Touquet ;

- o la route de Frelinghien, à l'est, voirie communale reliant le hameau de Gheer au village français de Frelinghien ;

- o la N58, au sud-Ouest, voirie nationale reliant Ploegsteert et Armentières (France) à l'autoroute belge A19 au niveau de Wervik (17 km au nord) ;

- il n'est pas desservi par une ligne de chemin de fer en activité mais est longé, au nord, par l'assiette d'une ancienne ligne qui a été désaffectée ; cette section de la ligne est louée par les « Briqueteries de Ploegsteert » pour l'implantation de la bande transporteuse qui achemine les produits vers l'usine de traitement ;

- la gare en activité la plus proche est celles de Comines, située à 8 km au nord ;

- le site est accessible depuis la route de Frelinghien, à l'est du périmètre, mais également depuis un chemin agricole au départ de la rue du Touquet ; il est relié à l'usine de pré-traitement par un accès carrossable, aménagé dans un tunnel sous la N58, en parallèle à la bande transporteuse ;

- la rue du Touquet est desservie par les transports en commun et compte plusieurs arrêts de bus ;

- l'itinéraire RAVeL le plus proche se situe en bordure de la Lys ;

Considérant qu'aucune adduction publique ne traverse le périmètre de demande de révision ;

Considérant que le dossier de base ne fournit pas d'informations concernant l'ambiance sonore et olfactive actuelle du site objet de la demande et de ses alentours ;

Considérant que, s'agissant d'une roche meuble, l'exploitation de l'argile ne nécessite pas de tirs de mines et ne génère pas de poussières lors de son extraction, vu son taux d'humidité ;

Considérant qu'en ce qui concerne la gestion des déchets, le SPW ARNE confirme l'absence de stériles et de terres de découverte puisque tous les matériaux excavés sont utilisés ;

Analyse de la situation existante de droit

Considérant que l'analyse de la situation existante de droit met en évidence les éléments suivants :

- la quasi-totalité de la surface du périmètre de demande de révision est inscrite en zone agricole au plan de secteur de Mouscron-Comines établi par arrêté royal du 17 janvier 1979 tandis que le solde, au sud et sud-est du site, est inscrit en zone d'habitat ;

- le site est entouré par de la zone de dépendances d'extraction au nord, à l'est et à l'ouest, et par de la zone d'habitat au sud ; des reliquats de zones agricoles et un périmètre de réservation d'une voirie construite (N58) se trouvent également en bordure du périmètre ;

- le site appartient intégralement au sous-bassin hydrographique de l'Escaut-Lys, masse d'eau de surface « EL01R-Lys » ; il est bordé, à l'est, par un cours d'eau non navigable de seconde catégorie (la Becque du Touquet) ;

- l'extrémité est du périmètre est reprise en zone d'aléa d'inondation faible, compte tenu de la possibilité d'un débordement du réseau hydrographique présent à cet endroit ; aucun axe de ruissellement ne figure sur le site ;
 - les parcelles n'ont pas fait l'objet de remembrement ni d'aménagement foncier sur la base des lois du 25 juin 1956, du 22 juillet 1970 et du 12 juillet 1976 ;
 - les terrains ne font l'objet d'aucun permis ;
 - ils sont couverts par le plan communal de développement de la nature (PCDN) et le plan communal de développement rural (PCDR) dont s'est dotée la commune de Comines-Warneton ;
 - le chemin vicinal n°35, repris à l'atlas des voiries vicinales de 1841, traverse le site projeté ;
 - le site jouxte, à l'est, le site Natura 2000 dénommé « vallée de la Lys » (BE32001) qui se compose, en autres, des argilières de Ploegsteert et de Warneton, du bois de Ploegsteert et d'une portion importante de l'ancien canal à Comines-Warneton ; ce site Natura 2000 possède un intérêt majeur compte tenu, notamment, de la plus importante population de Triton crêté du Hainaut ;
 - la zone est proche du site dit « Briqueterie de Ploegsteert », reconnu comme zone humide d'intérêt biologique (ZHIB) par arrêté ministériel du 2 mars 1994 ;
 - les terrains sont localisés au sud d'une liaison écologique reprise dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mai 2019 adoptant les liaisons écologiques visées à l'article D.II.2, §2, alinéa 4, du CoDT ; cette liaison écologique est reprise en tant que « plaines alluviales » ;
 - le site classé le plus proche est l'ensemble formé par le mémorial de Ploegsteert et le bois de Ploegsteert à 3,5 km, au nord ;
 - l'entièreté du site est comprise en zone où l'existence de sites archéologiques est avérée, dans le zonage archéologique de la Wallonie ;
 - le bien le plus proche repris dans l'inventaire du patrimoine immobilier culturel de la Wallonie (IPIC) est une ferme située à 100m, à l'est du site ;
 - la banque de données de l'état des sols (BDES) ne recense aucune parcelle polluée sur le périmètre ;
 - les zones d'habitat intégrées dans le périmètre de la demande sont reprises en régime d'assainissement collectif au Plan d'Assainissement par Sous-Bassin hydrographique (P.A.S.H.) ;
 - le périmètre et ses abords sont repris dans la zone vulnérable aux nitrates dite du « Nord du Sillon Sambre et Meuse », requérant l'application de mesures culturelles particulières ;
- Considérant que les terrains visés par la demande de révision du plan de secteur sont proches de la frontière avec la France (moins de 500 mètres), au sud et sont distants de moins de 4 kms de la limite administrative avec la Flandre, au nord ;

Considérant que la situation existante de fait et de droit des terrains visés par la demande ne met pas en évidence de difficultés ne pouvant être atténuées par des mesures adéquates et conduisant à écarter cette demande ; que l'ensemble de ces éléments et les conclusions qui en sont tirées seront contre-expertisés par le rapport sur les incidences environnementales, à un stade ultérieur de la procédure ;

Considérant que les avis émis par les autorités communales et les instances et personnes consultées sur le dossier de base sont favorables à la demande de révision du plan de secteur, moyennant l'examen plus approfondi de certains éléments par le rapport sur les incidences environnementales ;

Nécessité de réviser le plan de secteur

Considérant que la demande de révision du plan de secteur de Mouscron-Comines porte sur l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation ;

Considérant qu'est d'ores et déjà inscrite au plan en vigueur, une vaste zone de dépendances d'extraction de l'ordre de 200 ha s'étendant de part et d'autre de la N58, entre le ruisseau « La Warnave », au nord, et les chemins de la Blanche et du Bon Coin, au sud ;

Considérant qu'aux termes de l'article D.II.33, du CoDT, l'exploitation des carrières et de leurs dépendances est permise sur des terrains affectés en zone de dépendances d'extraction ;

Considérant que la partie des terrains située à l'ouest de la N58 n'a encore fait l'objet d'aucune exploitation tandis que celle située à l'est de la voirie présente encore des superficies non exploitées très importantes ;

Considérant l'inventaire des ressources du sous-sol de la Région wallonne, réalisé par le laboratoire d'analyses litho- et zoo-stratigraphiques de l'Université de Liège en 1999-2000 à la demande de la Région wallonne, « dans le but d'établir les perspectives et les besoins à 30 ans des carrières en activité, examiner les carrières inactives et les gisements inscrits en zone d'extraction aux plans de secteur en vigueur, en vue de leur éventuelle révision et définir de nouveaux gisements potentiels afin d'assurer la protection des ressources du futur », et son actualisation, en 2010 ;

Considérant que cette étude a estimé que la zone de dépendances nord qui ne fait pas l'objet de permis renfermerait un volume de 5,5 millions de m³ d'argile sur une hauteur exploitable de 6m, soit une surface de 917.000 m², correspondant théoriquement à 25 années d'activité et qu'il convenait de préserver son affectation au plan de secteur ;

Considérant, comme mentionné précédemment, que le demandeur considère que ce gisement est d'une qualité moindre que celui actuellement exploité et qui se prolonge dans la zone d'extraction sollicitée, que la zone de dépendances d'extraction est distante de l'usine de traitement de l'argile et nécessiterait un transport par camions ;

Considérant que la composition chimique du gisement n'a pas été analysée précisément dans le cadre de l'inventaire des ressources du sous-sol établi à la demande la Région wallonne et que le dossier de base lié à la demande de révision du plan de secteur ne comporte pas d'analyse géotechnique de ce gisement ; qu'en l'état, il n'est pas possible de vérifier qu'il ne convient effectivement pas pour la fabrication des produits en terre cuite des « Briqueteries de Ploegsteert » ;

Considérant que, dans l'hypothèse où il serait exploitable par l'entreprise, il conviendrait également de s'assurer que l'acheminement des matériaux extraits vers l'usine peut s'envisager sans incidences environnementales notables ;

Considérant qu'il s'avère que les terrains n'appartiennent que pour une très minime partie (un peu plus d'un hectare sur plus de 200) au demandeur et que les délais nécessaires à leur acquisition et à l'obtention des permis ne permettraient plus une poursuite sans interruption de l'activité des unités de fabrication de l'usine de Ploegsteert ;

Considérant qu'il appartiendra au rapport sur les incidences de vérifier, par des analyses géophysiques basées sur un minimum de trois forages, la composition chimique et le caractère exploitable du gisement au nord des chemins de la Blanche et du Bon Coin et d'en tirer des conclusions tant sur l'opportunité de la révision du plan de secteur actuelle en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction que sur le maintien de la zone de dépendances d'extraction ou sa réaffectation, dans le cadre d'une procédure ultérieure de révision du plan, au regard de l'article D.I.1., du Code et des besoins de la collectivité qu'il énonce ; qu'il lui reviendra également d'envisager les modalités de transport de la ressource vers son lieu de traitement dans le cas où son exploitation se justifierait ; que toute autre alternative pertinente à la localisation de la zone d'extraction retenue devra également être examinée ;

Considérant que, compte tenu de l'urgence nécessaire à la poursuite des activités de l'entreprise, et dans l'attente des conclusions du RIE sur l'existence éventuelle d'alternatives plus pertinentes, il y a lieu de décider la révision du plan de secteur de Mouscron-Comines en vue de l'inscription de la nouvelle zone d'extraction sollicitée par les Briqueteries de Ploegsteert, entre l'assiette de l'ancienne ligne de fer, la route de Frelinghien, la rue du Touquet et la N58 ;

Considérant, en effet, que les terrains sont actuellement inscrits en zone agricole et en zone d'habitat au plan de secteur en vigueur et que le prescrit des articles D.II.24 et D.II.36 relatifs aux activités et constructions autorisées dans ces zones ne permettent pas l'exploitation de carrières ;

Procédure

Considérant, conformément aux articles D.II.48, §1^{er} et D.II.54, §1^{er}, 2^o, du CoDT, qu'une révision de plan de secteur visant l'inscription d'une zone d'extraction peut être menée par le Gouvernement wallon pour donner suite à la demande motivée adressée par une personne morale de droit privé et qu'une demande de permis unique au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, peut être menée conjointement à la procédure de révision du plan de secteur lorsque celle-ci est nécessaire à l'octroi du permis lié à la mise en œuvre de la zone d'extraction ou de dépendances d'extraction ;

Projet de révision de plan de secteur : affectations et périmètres retenus

Considérant que les équipements prévus au sein de la zone d'extraction sollicitée sont uniquement ceux indispensables à l'exploitation ; qu'ils seront d'une utilisation limitée à la durée de l'exploitation des terrains et sont amovibles ;

Considérant qu'une affectation en zone d'extraction de ces terrains est dès lors en adéquation avec le prescrit de l'article D.II.41 du Code ;

Considérant que la même disposition dispose également qu'au terme de l'exploitation, la zone d'extraction devient une autre zone non destinée à l'urbanisation, à l'exception de la zone de parc, et que son affectation précise est fixée par l'arrêté de révision du plan de secteur ;

Considérant que le demandeur propose, pour ces terrains, une destination en zone naturelle au terme de l'exploitation ; que cette affectation paraît *a priori* opportune au regard de la richesse biologique créée par les anciennes exploitations d'argilières à Ploegsteert et la grande proximité de parties du site Natura 2000 dite « vallée de la Lys » ; que la zone d'extraction, une fois exploitée, pourra aisément être réaménagée en zones humides et naturelles, en collaboration avec l'asbl réserve naturelle de Ploegsteert, comme le prévoit le dossier de base, et permettre ainsi un retour rapide de la faune et de la flore inféodées aux milieux humides ;

Considérant que le périmètre de la demande est composé de 28 parcelles cadastrales, pour lesquelles le permis unique sera sollicité dans le cadre de la procédure conjointe « plan-permis » ; qu'il en résulte que le périmètre de la demande de révision du plan de secteur s'appuie essentiellement sur des limites régies par le cadastre et n'englobe pas les parcelles cadastrées section D n°162K et section F n° 858D dont la société n'est pas propriétaire ;

Considérant que les limites des zones à inscrire au plan de secteur doivent être définies par rapport à des éléments fixes aisément repérables afin de ne pas être contestées à l'avenir ; qu'il y a dès lors lieu d'adapter le périmètre de la zone d'extraction telle que sollicitée dans le dossier de base ;

Considérant que la partie ouest du périmètre proposé par le demandeur est comprise, pour une très minime partie, dans le périmètre de réservation inscrit au plan de secteur, lors de son établissement, en janvier 1979, pour permettre la réalisation de la N58, en cours de construction à l'époque ;

Considérant que la voirie est réalisée et que les bretelles d'accès implantées à cet endroit n'empiètent pas sur les parcelles objet de la demande de révision ; que l'existence du périmètre de réservation ne constitue dès lors *a priori* pas une contrainte à l'exploitation de la future zone d'extraction ; qu'il reviendra au rapport sur les incidences environnementales de le confirmer et d'envisager la nécessité éventuelle d'un périmètre d'isolement en limite ouest de la nouvelle zone d'extraction ;

Considérant que la suppression d'un périmètre de réservation inscrit de part et d'autre d'une voirie régionale relevant du réseau des principales infrastructures de communication n'entre pas dans le cadre d'une révision de plan de secteur conjointe « plan-permis » et fera, le cas échéant, l'objet d'une procédure ultérieure distincte ;

Considérant qu'il convient, en conséquence, de redélimiter le périmètre de la zone d'extraction proposé par le demandeur de manière à l'étendre :

- à l'ouest, jusqu'à la bretelle d'accès à la N58,
- à l'est, jusqu'à l'angle formé par la route de Frelinghien et l'ancienne ligne de chemin de fer SNCB,
- et, au sud, jusqu'à une parallèle à 50 mètres de la bordure nord la rue du Touquet jusqu'au chemin n°35 et ensuite aux fonds des jardins des maisons sises le long de cette rue jusqu'à la route de Frelinghien,

Considérant que dans cette configuration, la zone d'extraction retenue par le présent projet de révision du plan de secteur couvre une superficie de 23,5 hectares ;

Considérant que l'inscription de la zone d'extraction projetée selon cette configuration laisse subsister des reliquats de zones agricoles ; qu'il appartiendra au rapport des incidences environnementales d'examiner l'intérêt que présentent encore ces terrains pour l'agriculture et de se prononcer sur leur maintien dans cette affectation ;

Considérant que le périmètre sollicité par le demandeur en vue de l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction maintient également en zone agricole l'assiette de l'ancienne ligne de chemin de fer désaffectée sur laquelle est établie la bande transporteuse utilisée tant pour l'exploitation actuelle que pour la future ; qu'un tel équipement ne répond pas au prescrit de l'article D.II.36 du CoDT, relatif à la zone agricole et qu'une zone agricole linéaire d'aussi faible largeur ne peut par ailleurs plus répondre aux destinations que lui assigne le Code ;

Considérant, eu égard à la nature de l'installation qu'elle supporte, qu'une affectation de cette bande de terrain en zone de dépendances d'extraction, jusqu'à son point d'entrée sur le site de l'usine, est davantage appropriée ;

Considérant que l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction sur l'assiette de l'ancienne ligne SNCB ne fait pas obstacle à l'implantation éventuelle d'un itinéraire RAVeL, les tracés de voiries n'étant pas subordonnés aux prescriptions relatives au zonage ; que le RIE examinera également la faisabilité de la coexistence éventuelle d'un itinéraire RAVeL sur cette assiette ;

Considérant que l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction, d'une superficie d'un peu plus de 2,1 ha, intégrant l'actuelle bande transporteuse, est dès lors reprise par le présent projet de révision du plan de secteur ;

Considérant que le choix des affectations et de leurs délimitations, tel que retenu par le projet de révision, devra être analysé par l'auteur du rapport sur les incidences environnementales auquel ce projet sera soumis ; que des variantes d'affectation et de délimitation devront être examinées et des propositions alternatives, formulées, si elles s'avèrent plus pertinentes ;

Considérant que l'exploitation est prévue en continu et ne prévoit pas de phasage ;

Principes applicables à la révision du plan de secteur – propositions de compensations retenues par le projet de révision

Considérant que la zone d'extraction, telle que définie par l'article D.II.41 du Code est classée dans les zones non destinées à l'urbanisation, au sens de l'article D.II.23 tandis que la zone de dépendances d'extraction, qui relève de l'article D.II.33, est, quant à elle, reprise en tant que zone destinée à l'urbanisation ;

Considérant que les principes applicables aux révisions du plan de secteur visés à l'article D.II.45, §§1^{er}, 2 et 3, du CoDT, ne concernent que l'inscription de nouvelles zones destinées à l'urbanisation en lieu et place de zones non destinées à l'urbanisation, en l'espèce, l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction sur des terrains actuellement inscrits en zone agricole, comme la retient le projet de révision du plan de secteur, tel que reconfiguré ;

Considérant que, bien que cette condition ne s'impose pas pour l'inscription d'une telle zone, la zone de dépendances d'extraction projetée est attenante à une zone existante destinée à l'urbanisation, en l'occurrence la zone de dépendances d'extraction actuellement exploitée, qui la jouxte, au nord ; que le principe d'aménagement énoncé à l'article D.II.45, §1^{er}, du CoDT est respecté ;

Considérant que la zone de dépendances d'extraction projetée ne se situe pas en bordure de route et que son inscription au plan de secteur ne prendra dès lors pas la forme d'une urbanisation en ruban le long d'une voirie ; qu'elle respecte ainsi la condition énoncée à l'article D.II.45, §2, du CoDT ;

Considérant que l'article D.II.45, §3, du Code, dispose que l'inscription de toute nouvelle zone destinée à l'urbanisation et susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement en lieu et place d'une zone non destinée à l'urbanisation, est compensée par la modification équivalente d'une zone existante destinée à l'urbanisation ou d'une zone d'aménagement communal concerté en zone non destinée à l'urbanisation ou par toute compensation alternative définie par le Gouvernement tant en termes opérationnel, environnemental ou énergétique qu'en termes de mobilité, en tenant compte, notamment, de l'impact de la zone destinée à l'urbanisation sur le voisinage ;

Considérant que l'inscription en zone de dépendances d'extraction, de terrains de faible largeur et d'une superficie de quelque 2,1 ha, sur lesquels est implantée la bande transporteuse de l'exploitation, implique dès lors une compensation, au sens de l'article D.II.45, §3, du Code ;

Proposition de compensations

Considérant que l'article D.II.45, §3, précité, stipule également qu'il revient au Gouvernement de choisir le type de compensation – planologique ou alternative – qu'il retient, ou la combinaison des deux dans la proportion qu'il détermine, sans que l'un ne prévale sur l'autre ;

Considérant que l'inscription de la zone de dépendances d'extraction projetée au plan de secteur est compensée par l'inscription, en zone naturelle, de terrains d'une profondeur de quelque 75 mètres situés dans le prolongement, vers l'est, de la zone naturelle inscrite au plan de secteur par arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012 sur les anciennes exploitations d'argiles sises à proximité immédiate de l'usine ;

Considérant que la compensation planologique est d'une surface d'environ 2,40 ha ; qu'il s'agit de terrains actuellement inscrits en zone de dépendances d'extraction mais ayant été exploités ; qu'ils sont repris dans le périmètre de la réserve naturelle et ornithologique de Ploegsteert (RNOP) mais ne sont intégrés ni au site Natura 2000 dit « vallée de la Lys » (BE 3200) ni à la zone d'humide d'intérêt biologique ; que leur inscription, en zone naturelle au plan de secteur, accroîtra, sur le plan juridique, la protection dont doit bénéficier ce milieu en vue du développement de sa valeur biologique ;

Considérant que cette proposition de compensation planologique permet également de rencontrer, en partie, les attentes exprimées par le fonctionnaire délégué dans son avis du 31 août 2020 précité et qu'elle respecte la condition énoncée à l'article D.II.45, §3, du CoDT ; qu'il appartiendra au RIE d'en vérifier la pertinence et de proposer des alternatives éventuelles ;

Justification de la révision projetée du plan de secteur au regard de l'article D.I.1 du CoDT

Considérant que l'inscription d'une zone d'extraction et d'une zone de dépendances d'extraction au plan de secteur est motivée essentiellement par des raisons économiques et sociales ; que la révision du plan de secteur de Mouscron-Comines a pour objet de permettre la poursuite de l'exploitation de l'argile nécessaire à l'approvisionnement des unités de fabrication des produits en terre cuite du site de Ploegsteert de la société « Briqueteries de Ploegsteert » s.a. (notamment BRISTAL et AFMA) ;

Considérant que les produits en terre cuite à base d'argile entrent pour une part importante dans le secteur de la construction qui représente 12,5 % de l'économie wallonne et 5,7% de l'emploi salarié ;

Considérant qu'ils entrent notamment dans la construction de logements ; que les perspectives démographiques établies par l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique montrent une croissance du nombre de ménages, et donc du besoin en logements, à l'horizon 2035, d'autant que le parc actuel de logements en Wallonie est majoritairement ancien et que les objectifs de neutralité carbone en 2050 vont amener à rénover intensivement et à densifier l'urbanisation ;

Considérant que la construction et la rénovation tiendront une place importante dans les politiques de relance de l'économie wallonne à l'issue de la crise sanitaire survenue en 2020 ;

Considérant que, selon les informations qu'elle a communiquées, la société « Briqueteries de Ploegsteert » représente actuellement 18% du marché belge de la brique de maçonnerie ;

Considérant que les produits s'adressent essentiellement au marché belge ; qu'ils sont distribués dans un rayon rapproché de 200 km autour de Ploegsteert et vendus, à raison de 73% en Flandre, 7% en Wallonie, 5% à Bruxelles, et pour le solde, à l'exportation (chiffres 2021) ;

Considérant que la société « Briqueteries de Ploegsteert » fait partie d'un groupe belge employant 650 personnes, dont le siège social est implanté en Wallonie ;

Considérant qu'il ressort du dossier de base que les « Briqueteries de Ploegsteert » occupent 134 personnes sur le site même de Ploegsteert, 27 sur celui de Barry et 38 sur celui de Zonnebeke ; que la révision du plan de secteur est nécessaire à permettre le maintien du rythme de production des unités de fabrication de produits en terre cuite sur le site de Ploegsteert et des emplois qui y sont liés ;

Considérant qu'il s'agit en grande partie d'emplois locaux, 70% des ouvriers et 40% des employés étant domiciliés dans la commune de Comines-Warnezon ; que l'entreprise est dès lors un des employeurs les plus importants de l'entité ;

Considérant que le dossier de base n'a pas quantifié les emplois indirects générés par l'entreprise, mais ces emplois concernent de nombreux sous-traitants, en particulier dans le secteur des fournitures de biens et services divers (transport des produits finis, etc.), et d'autres unités du groupe (entretien des outils de production (CERATEC)) ;

Considérant que, si les activités extractives sont inhérentes à cette partie de la Wallonie, le projet de révision entraînera une perte définitive de superficies présentant de très bonnes aptitudes et de ressources agricoles ; qu'il impactera l'activité économique de quatre exploitants agricoles pour lesquels des alternatives devront être examinées ;

Considérant que si le projet de révision aura une incidence significative sur le milieu, il permettra également, à terme, de rencontrer des objectifs de préservation de la biodiversité, en particulier de l'avifaune, dès lors qu'il prévoit :

- une affectation finale de la zone d'extraction en zone naturelle après exploitation, afin qu'un maillon écologique supplémentaire puisse être créé entre différentes parties du site Natura 2000 de la « vallée de la Lys », notamment celle au nord-ouest gérée dans le cadre de la réserve naturelle ornithologique de Ploegsteert (RNOP) et celle à l'est, créée à l'issue de l'exploitation des sociétés Delecourt/Wieneberger ;

- l'extension, sur environ 2,40 ha, vers l'est, de la zone naturelle inscrite sur les terrains constituant la RNOP, au titre de compensation planologique à l'inscription de la zone de dépendances d'extraction projetée ;

Considérant que la réserve naturelle ornithologique de Ploegsteert (RNOP), gérée à l'initiative de la société des « Briqueteries de Ploegsteert » depuis 1976, occupe plus de 100 hectares de marais et plans d'eau, de roselières et d'autres milieux sur les argilières antérieurement exploitées ; que ce site, qui n'abrite pas moins de 220 espèces d'oiseaux, est classé, pour partie, en zone humide d'intérêt biologique (ZHIB) depuis 1994 et désigné site Natura 2000 depuis 2016 ;

Considérant que le demandeur prévoit que le réaménagement de l'argilière, une fois exploitée, sera réalisé en collaboration avec l'asbl réserve naturelle de Ploegsteert, de manière à créer un espace favorisant la biodiversité ;

Considérant que l'exploitation permise par la révision du plan de secteur sera peu perceptible à moyenne et longue portée et qu'elle ne se situe ni dans un périmètre d'intérêt paysager, ni dans le champ de vue d'un élément classé du patrimoine culturel immobilier ;

Considérant que les argiles nécessaires à la production de matériaux de construction sont extraites à proximité immédiate de l'usine où elles sont traitées et mises en œuvre ; qu'il en sera de même au-delà de 2025 avec la mise en œuvre de la zone d'extraction projetée ;

Considérant que le transport des matières extraites continuera à s'effectuer exclusivement au moyen de bandes transporteuses, permettant ainsi d'éviter quelque 14.000 trajets de camions par an ; que l'inscription de la zone d'extraction projetée n'accroîtra pas le charroi routier et ne constituera dès lors pas une contrainte à la mobilité des personnes et au transport des marchandises ;

Considérant que les matériaux produits au départ des argiles extraites sont d'une durée de vie longue et peuvent être recyclés à des fins diverses : les gravats de céramique broyés servent d'intrants dans le processus de production de la société ou peuvent être utilisés sur les terrains de sport. Ils peuvent également être ajoutés sans traitement préalable comme agrégat dans le béton et comme stabilisation pour les travaux routiers ; qu'ils contribuent ainsi à l'économie circulaire et à la gestion parcimonieuse des ressources du sous-sol ;

Considérant qu'il ressort des informations fournies que la consommation d'énergie pour l'extraction de l'argile et son transport vers l'usine est relativement faible ; que l'entreprise produit 50% de ses besoins en électricité pour la production, notamment grâce à des centrales de cogénération et des panneaux solaires, ce qui se traduit aussi par une diminution importante de ses émissions de CO₂ ;

Considérant que l'entreprise entend poursuivre ses efforts dans ce cadre et souhaite réaffecter le site de la fosse 3 (environ 11 hectares), dont l'exploitation vient d'être achevée, pour y installer un champ de panneaux solaires photovoltaïques ;

Considérant que le projet n'engendrera aucune augmentation des besoins énergétiques de l'entreprise, aucune nouvelle émission de gaz à effets de serre, aucun déchet d'extraction et qu'il n'utilisera ni ne consommera de produits dangereux ou toxiques, à l'exception du mazout pour le groupe électrogène ;

Considérant que, pour ces motifs, le présent projet de révision du plan de secteur rencontre de façon équilibrée les besoins de la collectivité, tels qu'énoncés par l'article D.I.1 du Code ; qu'il se fonde sur une spécificité de la Wallonie picarde liée à la richesse en argile du sous-sol et à la fabrication de produits en terre cuite qu'elle a permise depuis plus d'un siècle ; que le maintien de l'activité et des emplois que permettra ce projet contribuera aussi à assurer tant la cohésion sociale, par la distribution de salaires que le droit au logement, par les effets de l'activité sur le secteur de la construction ;

Conformité de la révision projetée du plan de secteur au schéma de développement du territoire

Considérant que le schéma de développement du territoire en vigueur retient que l'exploitation du sous-sol présente un intérêt économique important pour la Wallonie et encourage l'utilisation de matériaux régionaux dans le secteur de la construction ;

Considérant que les principes de mise en œuvre définis par le schéma de développement du territoire en vigueur en matière d'exploitation des ressources du sous-sol prescrivent de faire précéder l'inscription d'une zone d'extraction au plan de secteur d'une étude relative à la nature, au volume et à la rareté du gisement, ainsi qu'aux besoins à moyen terme de la collectivité ; que ces derniers doivent être évalués par rapport à une durée de trente ans ;

Considérant que la demande d'inscription d'une zone d'extraction entre l'assiette de l'ancienne ligne SNCB et la rue du Touquet a été précédée d'une étude géophysique relative à la composition chimique et au volume présentés par les ressources du sous-sol ;

Considérant qu'au regard du rythme d'extraction, le demandeur estime que l'extension sollicitée permettra l'exploitation du gisement d'argiles durant une dizaine d'années ; qu'au-delà de ce terme, il prévoit que la part du recyclage et la valorisation de matières secondaires devraient permettre de réduire les volumes d'argiles naturelles dans la constitution des produits fabriqués ; qu'il devrait en résulter une diminution des volumes à extraire et des superficies en zones de dépendances d'extraction ou d'extraction nécessaires ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales auquel sera soumis le présent projet de révision du plan de secteur aura entre autres pour mission, d'évaluer l'exploitabilité du gisement d'argiles que recèle la zone de dépendances d'extraction déjà inscrite au plan de secteur au nord des chemins de la Blanche et du Bon Coin ; que les conclusions qu'il aura à tirer quant au maintien de la zone ou à sa réaffectation, en tout ou en partie, ne se limiteront pas aux besoins de l'entreprise, mais devront être mises en perspective avec les besoins de la collectivité pour ces matériaux à 30 ans ;

Considérant que le SDT prescrit une exploitation parcimonieuse des ressources du sous-sol, sans gaspillage, et par une valorisation adéquate ; qu'il revient au permis unique d'arrêter les mesures garantissant cette exploitation optimale du gisement ;

Evaluation des incidences du projet de plan

Considérant, en synthèse, que le projet de plan retenu par le présent arrêté porte sur l'inscription :

- d'une zone d'extraction et son affectation en zone naturelle au terme de l'exploitation ;
- d'une zone de dépendances d'extraction ;
- d'une zone naturelle, au titre de compensation planologique à l'inscription de la zone de dépendances d'extraction projetée ;

Considérant que le projet de plan ainsi configuré est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement en raison des caractéristiques du plan de secteur, des incidences et des zones susceptibles d'être touchées ;

Considérant dès lors qu'une évaluation des incidences sur l'environnement est requise, pour laquelle un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan doit être rédigé ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan analysera les impacts, tant positifs que négatifs, de l'inscription de chacune des composantes du projet de plan au plan de secteur de Mouscron-Comines ;

Considérant qu'il convient de déterminer les informations que ce rapport doit contenir ;

Considérant que l'article D.VIII.33, §3, du CoDT, fixe le contenu minimum du rapport sur les incidences environnementales ; que l'ampleur et la précision des informations à fournir doivent être déterminées de manière à prendre en compte les spécificités du projet de plan ;

• **Ampleur des informations à fournir**

Considérant qu'aucune composante du projet de plan n'est dispensée du rapport sur les incidences environnementales ;

Considérant qu'il appartiendra à l'auteur du rapport sur les incidences environnementales de vérifier l'ensemble des données socio-économiques et techniques avancées dans le présent projet de révision du plan de secteur, y compris celles tirées du dossier de base présenté par le demandeur ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales suivra le principe d'une démarche « en entonnoir », c'est-à-dire que, suivant la nature des aspects abordés, l'analyse des composantes du projet de plan se fera depuis l'échelle la plus large jusqu'à l'échelle locale du périmètre des zones à réviser ;

Considérant que l'analyse des besoins justifiant l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction au plan de secteur de Mouscron-Comines devra être circonscrite au marché de l'argile, de ses co-produits et de ses substituts, en tant que matériau destiné à la production de briques. Elle devra positionner et évaluer la demande dans le contexte de la Belgique, de la Région wallonne et des régions ou pays voisins.

Considérant qu'il conviendra d'évaluer la superficie qui devrait être dédiée à la zone d'extraction, au regard de l'offre actuelle du plan de secteur pour les activités envisagées (et celle éventuellement en cours d'instruction), des besoins de l'activité ainsi que des projets de réaménagement ;

Considérant que cette évaluation impliquera – notamment – une vérification du caractère exploitable du gisement au nord des chemins de la Blanche et du Bon Coin ; qu'il s'agira d'en tirer des conclusions tant sur l'opportunité de la révision du plan de secteur actuelle pour l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction que sur le maintien de la zone de dépendances d'extraction ou sa réaffectation, dans le cadre d'une éventuelle procédure ultérieure de révision du plan, au regard de l'article D.I.1., du Code et des besoins de la collectivité qu'il énonce ;

Considérant que les alternatives envisagées pour les différentes composantes du projet de plan, conformément à l'article D.VIII.33, §3, alinéa 1^{er}, 10°, du CoDT, porteront tant sur la localisation que sur la délimitation, l'affectation ou les périmètres de protection et prescriptions supplémentaires éventuels en surimpression à retenir lors de l'adoption définitive de la révision du plan ;

Considérant que le RIE identifiera les incidences non négligeables du projet de révision sur l'environnement du territoire français et sur celui de la Communauté flamande ;

• **Précision des informations à fournir.**

Considérant que le rapport tiendra compte :

- des spécificités économiques, techniques et environnementales du projet ;
- des avis émis sur le dossier de base et/ou le contenu du rapport ;
- des observations formulées par le public lors de la réunion d'information préalable.

Considérant qu'il ressort de l'analyse de la demande, des observations et suggestions du public et des avis transmis que le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan doit réserver une attention plus particulière à l'analyse de :

- l'impact sur les riverains (bruit, faune nuisible, puits artésiens, situation d'isolement de certaines habitations...) et le périmètre ou dispositif d'isolement à établir en application des articles D.II.28 et 41 du CoDT, en particulier le long des limites avec la zone d'habitat ;

- la qualité du gisement dans la zone de dépendances d'extraction inscrite au nord des chemins de la Blanche et du Bon Coin et l'opportunité, notamment au vu des contraintes soulevées par le dossier de base et des besoins de la collectivité, de maintenir en tout ou en partie une zone de dépendances d'extraction sur les terrains non exploités encore disponibles ;

- l'eau : notamment :

WW les impacts du projet sur la nappe aquifère, les puits artésiens et le bâti environnants ;

WW la gestion des eaux d'exhaure et de ruissellement ;

WW les risques d'inondation ;

- l'impact sur la mobilité douce (projet de RAVeL, boucle de randonnée), la nécessité éventuelle de rétablir les cheminements vicinaux supprimés et la possibilité de dévier le chemin n°35 ;

- la nécessité d'un périmètre d'isolement en bordure de la N58 et de ses dispositifs ;

- l'impact sur l'activité et la ressource agricoles, l'identification des possibilités de relocalisation des surfaces agricoles perdues et les mesures d'accompagnement pouvant être mises en place à l'égard des exploitants agricoles concernés, l'intérêt pour l'agriculture de maintenir de la zone agricole en dehors du périmètre de la zone d'extraction ;

- la proximité de zones présentant un grand intérêt biologique (Natura 2000, RNOP, ZHIB, ...) et les incidences significatives du projet de plan sur les habitats et espèces protégées présents dans ces zones ; l'intérêt, sur le plan biologique, de la proposition de compensation planologique et de l'option de réaffectation à terme de la zone d'extraction ;

Considérant que l'opportunité d'inscrire une nouvelle zone d'extraction en bordure de rues habitées devra être validée au regard, notamment, de ses impacts sur la stabilité des constructions, à identifier sur base d'une étude spécifique appropriée (géotechnique, notamment) de la nappe phréatique et de ses variations de niveaux ;

Considérant que l'évaluation du caractère exploitable du gisement au nord des chemins de la Blanche et du Bon Coin impliquera – notamment – que des analyses géophysiques basées sur un minimum de trois forages soient réalisées ;

Considérant que les conclusions du RIE sur le caractère exploitable de la zone de dépendances d'extraction actuellement inscrite au plan de secteur au nord des chemins de la Blanche et du Bon Coin se fonderont également sur les possibilités de transport de la ressource vers son lieu de traitement, compte tenu des hypothèses qui auront été retenues pour celui-ci ;

Considérant que la gestion des nuisances liées au bruit, aux vibrations, voire aux poussières pour peu qu'il y en ait, est principalement du ressort des permis liés à l'exploitation de la carrière et des conditions qu'ils sous-tendent ; qu'il convient néanmoins de prendre ces aspects en compte dans le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan afin d'en vérifier la faisabilité ;

Considérant que les terrains visés par le projet de révision de plan de secteur sont situés à proximité immédiate du site Natura 2000 BE32001 « vallée de la Lys » dont fait partie la réserve naturelle ornithologique de Ploegsteert (RNOP) ; que s'ils ne font pas l'objet d'un statut juridique particulier en matière de conservation de la nature ou d'une désignation en tant que site Natura 2000, la plaine agricole dans laquelle ils s'inscrivent est utilisée par l'avifaune qui ne fréquente pas nécessairement les plans d'eau et espaces associés à la RNOP ;

Considérant qu'il y a lieu de réaliser une évaluation spécifique des incidences du projet de plan sur les espèces protégées et les habitats d'intérêt communautaire dans et hors site Natura 2000 ; que cette évaluation répondra au contenu-type fixé par le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ; qu'elle sera conforme aux exigences issues de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature (évaluation dite « appropriée ») ; que si cette évaluation devait mettre en évidence un risque d'effet significatif pour une espèce protégée, il y aurait lieu de vérifier que les conditions d'octroi de la dérogation en application de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 sont susceptibles d'être rencontrées en l'espèce ;

Considérant que l'évaluation des incidences réalisée devra également comporter les éléments requis pour la demande de permis (article D.II.54, §2, alinéa 2, du CoDT) ;

• Propositions de consultations

Considérant que le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que le projet de plan doivent être soumis à l'avis du pôle « Aménagement du Territoire » et du pôle « Environnement », en application de l'article D.VIII.33, §4, du CoDT ;

Considérant que, s'agissant d'une procédure visée à l'article D.II.54 du CoDT, il s'impose que les avis du fonctionnaire délégué et du fonctionnaire technique soient également sollicités à ce stade de la procédure ;

Considérant, en outre, qu'une attention particulière doit être réservée à l'analyse des incidences du projet de plan sur la faune et la flore sauvages, sur l'agriculture, les liaisons écologiques, les eaux de surface et les eaux souterraines, ainsi que sur le choix des affectations à fixer pour la zone d'extraction au terme de son exploitation ; qu'il est dès lors utile de soumettre le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales à l'avis du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;

Considérant que le site est localisé à moins d'un kilomètre de la frontière française et à proximité de la Région flamande ; que le projet de révision du plan de secteur est susceptible d'avoir des incidences transfrontalières non négligeables sur ces territoires ; qu'il est donc pertinent d'interroger les autorités compétentes de la Région flamande et de la France, en application de l'article D.VIII.33, §4, alinéa 4, du CoDT ;

IV. En conclusion

Considérant que la présente révision du plan de secteur de Mouscron-Comines a pour objectif de permettre la poursuite de l'exploitation d'argiles nécessaires au fonctionnement de l'usine de fabrication de produits en terre cuite de la société « Briqueteries de Ploegsteert » ;

Considérant que, pour les motifs évoqués ci-avant, et sous réserve des conclusions du rapport sur les incidences environnementales auquel il sera soumis, le présent projet est le plus apte à satisfaire cet objectif tout en permettant de rencontrer les besoins de la collectivité énoncés à l'article D.I.1, du CoDT, en particulier, les besoins d'ordres sociaux, économiques et environnementaux ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de décider la révision du plan de secteur de Mouscron-Comines, d'adopter le projet de plan en vue de l'inscription :

- d'une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation sur des terrains sis à Comines-Warneton (Ploegsteert) entre l'assiette de l'ancienne ligne SNCB, la rue du Touquet, la route de Frelinghien et la N58 ;

- d'une zone de dépendances d'extraction dans le prolongement de celle existante, au nord de l'ancienne assiette du chemin de fer, sur les terrains sur lesquels est implantée la bande transporteuse de l'exploitation ;

- et d'une zone naturelle, sur des terrains inclus dans la réserve naturelle et ornithologique de Ploegsteert, en compensation à l'inscription de la zone de dépendances d'extraction projetée ;

- et de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales de ce dernier ;

Considérant que le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales annexé au présent arrêté explicite la portée de l'article D.VIII.33, §2, du CoDT en déterminant l'ampleur et la précision des informations qu'il doit comporter au regard des spécificités du projet de plan,

Arrête :

Article 1^{er}. Il y a lieu de réviser le plan de secteur de Mouscron-Comines (planche 36/2) en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction de l'entreprise S.A. Briqueteries de Ploegsteert, sur le territoire de la commune de Comines-Warneton (Ploegsteert).

Art. 2. Le projet de révision du plan de secteur de Mouscron-Comines relatif à l'inscription, à Ploegsteert, sur le territoire de la commune de Comines-Warneton :

✓ d'une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de l'exploitation ;

✓ d'une zone de dépendances d'extraction ;

✓ d'une zone naturelle au titre de compensation planologique ;

est adopté conformément au plan ci-annexé.

Art. 3. Il y a lieu de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan.

Le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan, ci-annexé, est adopté.

Art. 4. Le Directeur général du « SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Énergie » est chargé de l'exécution du présent arrêté et de soumettre le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que le projet de plan pour avis au Pôle « Environnement », au Pôle « Aménagement du Territoire », au SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, au fonctionnaire délégué, au fonctionnaire technique, ainsi qu'aux autorités compétentes de la Région flamande et de la France.

Namur, le 8 mars 2022.

Annexe à l'arrêté ministériel du 8 mars 2022 décidant de réviser le plan de secteur de Mouscron-Comines (planche 36/2), d'adopter le projet de plan visant à inscrire, sur le territoire de la commune de Comines-Warneton (Ploegsteert), une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de son exploitation et une zone de dépendances d'extraction, en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction d'argile et une zone naturelle au titre de compensation planologique, de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et en fixant le projet de contenu

PROJET DE CONTENU DE RAPPORT SUR LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES

Le projet de révision de la planche 36/2 du plan de secteur de Mouscron-Comines porte sur l'inscription, sur le territoire de Comines-Warneton (Ploegsteert) :

- d'une zone d'extraction d'une superficie de 23,5 ha, devenant une zone naturelle au terme de son exploitation, sur des terrains sis à Comines-Warneton (Ploegsteert) entre l'assiette de l'ancienne ligne SNCB, la rue du Touquet, la route de Frelinghien et la N58 ;
- d'une zone de dépendances d'extraction d'une superficie de 2,13 ha, dans le prolongement de celle existante, sur les terrains sur lesquels est implantée la bande transporteuse de l'exploitation ;

L'inscription de la zone de dépendances d'extraction est assortie de la compensation planologique suivante, provisoirement retenue :

- l'inscription d'une zone naturelle attenante à la zone naturelle actuelle et la prolongeant à l'est, sur des terrains inclus dans la réserve naturelle et ornithologique de Ploegsteert ;

Le rapport sur les incidences environnementales (RIE) porte sur ce projet de révision de plan de secteur, tel qu'adopté par l'autorité, qu'il s'agit de valider (ou non), et non sur la demande de révision du plan de secteur telle qu'étayée par le dossier de base présenté par le demandeur. Toute confusion entre les deux documents doit être évitée.

A. Ampleur

Aucune composante du projet de plan n'est dispensée du rapport sur les incidences environnementales (RIE).

Il appartiendra à l'auteur du rapport sur les incidences environnementales de vérifier l'ensemble des données socio-économiques et techniques avancées dans le présent projet de révision du plan de secteur, y compris celles tirées du dossier de base présenté par le demandeur.

Le rapport sur les incidences environnementales suivra le principe d'une démarche « en entonnoir », c'est-à-dire que, suivant la nature des aspects abordés, l'analyse des composantes du projet de plan se fera depuis l'échelle la plus large jusqu'à l'échelle locale du périmètre des zones à réviser.

L'analyse des besoins justifiant l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction au plan de secteur de Mouscron-Comines devra être circonscrite au marché de l'argile, de ses co-produits et de ses substituts, en tant que matériau destiné à la production de briques. Elle devra positionner et évaluer la demande dans le contexte de la Belgique, de la Région wallonne et des régions ou pays voisins.

Il conviendra d'évaluer la superficie qui devrait être dédiée à la zone d'extraction, au regard de l'offre actuelle du plan de secteur pour les activités envisagées (et celle éventuellement en cours d'instruction), des besoins de l'activité ainsi que des projets de réaménagement.

Cette évaluation impliquera – notamment – une vérification du caractère exploitable du gisement au nord des chemins de la Blanche et du Bon Coin. Il s'agira d'en tirer des conclusions tant sur l'opportunité de la révision du plan de secteur actuelle pour l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction que sur le maintien de la zone de dépendances d'extraction ou sa réaffectation, dans le cadre d'une éventuelle procédure ultérieure de révision du plan, au regard de l'article D.I.1., du Code et des besoins de la collectivité qu'il énonce.

Les alternatives envisagées pour les différentes composantes du projet de plan, conformément à l'article D.VIII.33, §3, alinéa 1er, 10°, du CoDT, porteront tant sur la localisation que sur la délimitation, l'affectation ou les périmètres de protection et prescriptions supplémentaires éventuels en surimpression à retenir lors de l'adoption définitive de la révision du plan.

Le RIE identifiera les incidences non négligeables du projet de révision sur l'environnement du territoire français et sur celui de la Communauté flamande.

B. Degré de précision des informations

Le contenu du rapport sur les incidences environnementales de plan retenu ci-après constitue un document-type dont les éléments sont *a priori* considérés comme suffisants au regard des articles D.VIII.29 à 37 du Code du développement territorial (CoDT). Il ne dispense pour autant pas l'auteur du rapport de se conformer aux dispositions de l'article D.VIII.33, §3, du CoDT qu'il reste tenu de rencontrer. Le respect de l'article D.I.1 du CoDT par l'aménagement retenu fera, à cet égard, l'objet d'une motivation tout particulièrement soignée.

L'auteur du rapport sur les incidences environnementales tiendra compte :

- des spécificités économiques, techniques et environnementales du projet ;
- des avis émis sur le dossier de base et/ou le contenu du rapport ;
- des observations formulées par le public lors de la réunion d'information préalable.

Sans préjudice de la qualité et du soin à apporter à l'ensemble du rapport sur les incidences environnementales, il ressort de l'analyse de la demande, des observations et suggestions du public et des avis transmis que le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan doit réserver une attention particulière à l'analyse de :

- l'impact sur les riverains (bruit, faune nuisible, puits artésiens, situation d'isolement de certaines habitations...) et le périmètre ou dispositif d'isolement à établir en application des articles D.II.28 et 41 du CoDT, en particulier le long des limites avec la zone d'habitat ;

- la qualité du gisement dans la zone de dépendances d'extraction inscrite au nord des chemins de la Blanche et du Bon Coin et l'opportunité, notamment au vu des contraintes soulevées par le dossier de base et des besoins de la collectivité, de maintenir en tout ou en partie une zone de dépendances d'extraction sur les terrains non exploités encore disponibles ;
- l'eau : notamment :
 - o les impacts du projet sur la nappe aquifère, les puits artésiens et le bâti environnants ;
 - o la gestion des eaux d'exhaure et de ruissellement ;
 - o les risques d'inondation ;
- l'impact sur la mobilité douce (projet de RAVeL, boucle de randonnée), la nécessité éventuelle de rétablir les cheminements vicinaux supprimés et la possibilité de dévier le chemin n°35 ;
- la nécessité d'un périmètre d'isolement en bordure de la N58 et de ses dispositifs ;
- l'impact sur l'activité et la ressource agricoles, l'identification des possibilités de relocalisation des surfaces agricoles perdues et les mesures d'accompagnement pouvant être mises en place à l'égard des exploitants agricoles concernés, l'intérêt pour l'agriculture de maintenir de la zone agricole en dehors du périmètre de la zone d'extraction ;
- la proximité de zones présentant un grand intérêt biologique (Natura 2000, RNOP, ZHIB, ...) et les incidences du projet de plan sur les habitats et espèces protégées qui sont présentes dans ces zones, l'intérêt de la proposition de compensation planologique et de l'option de réaffectation à terme de la zone d'extraction.

Cette liste n'est pas exhaustive.

L'opportunité d'inscrire une nouvelle zone d'extraction en bordure de rues habitées devra être validée au regard, notamment, de ses impacts sur la stabilité des constructions, à identifier sur base d'une étude spécifique appropriée (géotechnique, notamment) de la nappe phréatique et de ses variations de niveaux.

L'évaluation du caractère exploitable du gisement au nord des chemins de la Blanche et du Bon Coin impliquera – notamment - que des analyses géophysiques basées sur un minimum de trois forages soient réalisées.

Les conclusions du RIE sur le caractère exploitable de la zone de dépendances d'extraction actuellement inscrite au plan de secteur au nord des chemins de la Blanche et du Bon Coin se fonderont également sur les possibilités de transport de la ressource vers son lieu de traitement, compte tenu des hypothèses qui auront été retenues pour celui-ci.

Même si la gestion des nuisances liées au bruit, aux vibrations, voire aux poussières pour peu qu'il y en ait, est principalement du ressort des permis liés à l'exploitation de la carrière et des conditions qu'ils sous-tendent, il conviendra néanmoins de prendre ces aspects en compte dans la partie du rapport sur les incidences environnementales relative au projet de plan afin d'en vérifier la faisabilité.

Les terrains visés par le projet de révision du plan de secteur sont situés à proximité immédiate du site Natura 2000 BE32001 « vallée de la Lys » dont fait partie la réserve naturelle ornithologique de Ploegsteert (RNOP). Même s'ils ne font pas l'objet d'un statut juridique particulier en matière de conservation de la nature ou d'une désignation en tant que site Natura 2000, la plaine agricole dans laquelle ils s'inscrivent est utilisée par l'avifaune qui ne fréquente pas nécessairement les plans d'eau et espaces associés à la RNOP.

Dès lors, il y a lieu de réaliser une évaluation spécifique des incidences du projet de plan sur les espèces protégées et les habitats d'intérêt communautaire dans et hors site Natura 2000. Cette évaluation répondra au contenu-type fixé par le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et sera conforme aux exigences issues de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature (évaluation dite « appropriée »). Si cette évaluation devait mettre en évidence un risque d'effet significatif pour une espèce protégée, il y aura lieu de vérifier que les conditions d'octroi de la dérogation en application de la loi sur la conservation de la nature du 12 juillet 1973 sont susceptibles d'être rencontrées en l'espèce.

L'évaluation des incidences réalisée devra également comporter les éléments requis pour la demande de permis (article D.II.54, §2, alinéa 2, du CoDT).

PHASE I

Introduction

L'introduction a pour but de replacer le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public.

1. **Rappel de la procédure de révision d'un plan de secteur** - articles D.II.48 à 50 (procédure) et livre VIII (participation du public et évaluation des incidences), du CoDT.
2. **Présentation du projet de plan** adopté par le Gouvernement wallon y compris les mesures d'atténuation relatives à la mise en œuvre du projet (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 1^o).
3. **Acteurs de la révision du plan de secteur**
 - 3.1. **Décideur** : *Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.*
 - 3.2. **Initiateur de la demande** : *promoteur du projet, société ou personne physique exploitant le site carrier. Organigramme de la société (notamment quand il y a plusieurs filiales, ou plusieurs sociétés dans un groupe). Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.*
 - 3.3. **Auteur du rapport sur les incidences environnementales** : *bureau d'étude agréé : préciser les catégories et la durée des agréments, les différentes personnes qui ont collaboré au rapport en spécifiant leurs compétences. Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.*
4. **Contraintes potentielles relevées par l'arrêté adoptant le projet de plan**

Il s'agit des contraintes relevées par l'arrêté adoptant le projet de plan sur la base de l'analyse de la situation de droit et de fait, ainsi que sur la base des différents avis réceptionnés à ce stade de la procédure (conseil communal, commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité, fonctionnaire délégué, pôle « Aménagement du territoire », pôle « Environnement », et autres personnes ou instances que le Gouvernement a jugé utile de consulter).

Chapitre I. Description du projet de plan

1. Objet de la révision de plan de secteur (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 1^o)

Localisation et superficie de la (des) zone(s) de dépendances d'extraction et/ou d'extraction (ou autres zones et/ou périmètre(s) de protection et prescriptions supplémentaires prévu(s) à l'article D.II.21, du CoDT) inscrite(s)/supprimé(s) au projet de plan.

- 1.1. Localisation exacte :** province, commune(s), lieu-dit, rue, n° de planche IGN, coordonnées Lambert et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000^{ème} et 1/10 000^{ème}) + orthophotoplan au 1/10 000^e;
- 1.2. Parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur** reportées sur fond IGN au 1/10 000^e et 1/25 000^e, préciser la superficie totale propriété du demandeur, copie des accords de mise à disposition des terrains, etc. ;
- 1.3. Affectations au plan de secteur actuelles et projetées** (cartes 1/10 000^e et 1/25 000^e), préciser les superficies des zones dont l'affectation change. Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (cf. article D.II.21, §3, du CoDT).
- 1.4. Description géologique du gisement visé par la révision du plan de secteur :**
 - situation régionale (bassin ou massif structural) ;
 - gisement (lithologie, âge, formation, membre, puissance totale et puissance valorisée, structure des couches (pendage et direction), nature et épaisseur de la couverture, etc. ;
 - contraintes géotechniques (karst, accidents tectoniques (fractures et failles), hydrogéologie, anciens travaux miniers ;
 - réserves de gisement (détailler les méthodes de calcul) : décrire les réserves disponibles au sein de la future zone d'extraction, délais d'épuisement au rythme actuel d'exploitation et en cas d'augmentation.Joindre un extrait de la carte géologique la plus récente avec au moins :
 - une coupe géologique au droit de la future exploitation ;
 - les résultats de forages et / ou de prospection géophysique, les résultats d'analyses physico-chimiques ou tout autre élément relatif à la qualité du gisement à exploiter.
- 1.5. Projet d'exploitation envisagé :**
 - production (détailler les produits de la carrière et préciser les quantités (en tonnes ou mètres cubes), une éventuelle croissance prévue, préciser les valorisations actuelles et/ou projetées (nouveaux produits) y compris pour les stériles (expliquer les utilisations, les applications, les volumes stockés) ;
 - techniques d'extraction et de traitement de la roche (flow-sheet de l'exploitation) ;
 - phasage de l'occupation (en ce compris la gestion des stériles, des eaux d'exhaure, les dépendances et le réaménagement), en spécifiant ce qui nécessite de la zone de dépendances d'extraction ou de la zone d'extraction ;
 - infrastructures projetées (dans le périmètre du projet et en-dehors) ;
 - accessibilité du site, gestion de la mobilité et transport des produits.

2. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (art. D.VIII.33, §3 al. 1^{er}, 1^o)

Le rapport sur les incidences environnementales mettra en évidence et analysera les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon tels qu'ils figurent dans l'arrêté adoptant le projet de plan. Il ne s'agit pas d'un recopiage, ni d'une interprétation.

Il précisera les arguments qui justifient la nécessité de réviser le plan de secteur pour mettre en œuvre le projet sous-tendu par la révision.

3. Analyse critique de la compatibilité des objectifs du projet de plan au regard des plans et programmes pertinents (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 1^o)

Cette analyse doit comporter, entre autres, la vérification de la compatibilité des objectifs du projet de plan avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation, à savoir le CoDT, ainsi que les différents plans et programmes (tels que le schéma de développement du territoire (SDT), le plan d'environnement pour le développement durable, etc.).

Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs du projet de plan au regard de ces documents.

Chapitre II. Justification socio-économique de l'inscription de zones de dépendances d'extraction et de zones d'extraction au plan de secteur

Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone de dépendances d'extraction et en zone d'extraction au plan de secteur au sein d'un territoire pertinent (à identifier) permettent de répondre à la demande et à identifier les aspects pertinents de la situation socio-économique (les principales incidences socio-économiques de la révision du plan de secteur) ainsi que son évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.I.1 et D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 2^o).

1. Evaluation du besoin

1.1. Caractéristiques du produit : *spécificités, valeur ajoutée et usages du produit, identification des produits concurrents ou de substitution et des avantages et inconvénients comparatifs du produit considéré par rapport aux produits concurrents, type de transport utilisé et part des transports dans le coût du produit.*

1.2. Évaluation de la demande : *il s'agit ici d'évaluer les perspectives de production de l'exploitant en fonction des perspectives du marché du matériau extrait.*

1.2.1. Marché global du matériau, situation actuelle et perspectives de développement :

- Evaluer les débouchés actuels (effectifs et potentiels) du matériau extrait en fonction de ses divers usages (préciser le cas échéant l'intérêt patrimonial de la roche extraite) et de l'échelle du marché (l'aire de chalandise), du local à l'international. Citer et localiser sur une carte les principales entreprises actuellement clientes (effectives et potentielles) et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site. Cartographier et caractériser l'aire de chalandise.
- Evolution du marché dans les 30 prochaines années : on prendra notamment en considération l'évolution des usages du produit, le développement des produits de substitution et l'évolution prévisible des coûts de transport.
- Analyser d'autres pistes de valorisation et d'utilisation du gisement.

1.2.2. Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur) :

- Identification de la concurrence tant régionale qu'internationale extrayant le même matériau et s'adressant à la même aire de chalandise (localiser chacun des sites concurrents sur une carte).
- Estimation de la part relative de l'entreprise dans le marché défini ci-dessus.
- Perspectives de croissance de l'entreprise en fonction de l'évolution du marché et des perspectives de production des entreprises concurrentes (prendre également

en considération les autres demandes de révision de plan de secteur).

1.2.3. Conclusion

- sur les perspectives de production de l'entreprise à 30 ans ;
- sur les besoins planologiques qui en découlent, tant en zone de dépendances d'extraction qu'en zone d'extraction.

1.3. **Évaluation des potentialités du plan de secteur**

Il s'agira ici d'évaluer les potentialités qu'offre le plan de secteur en vigueur pour répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande évaluée au point 1.2.3.

Cette évaluation se fera en deux temps :

- dans un premier temps, on examinera la zone de dépendances d'extraction actuellement exploitée (et la possibilité de désaffecter certaines parties de la zone de dépendances d'extraction existante) ;
- dans un second temps, on examinera les zones de dépendances d'extraction et d'extraction correspondant à un gisement de même nature, inscrites au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise déterminée précédemment, ne correspondant pas aux perspectives de développement des entreprises concurrentes identifiées au point 1.2.2.

Pour chacun de ces sites, qui seront localisés sur une carte, il y aura lieu de préciser les caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

Il y aura également lieu de vérifier l'accessibilité du site et la présence des infrastructures nécessaires, la possibilité d'exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines) ainsi que la localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

1.4. **Conclusion sur l'évaluation des besoins**

Il s'agit ici de conclure sur la nécessité d'étendre ou de créer une zone de dépendances d'extraction et/ou d'une zone d'extraction au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise identifiée. Les besoins en zone de dépendances d'extraction seront distingués des besoins en zone d'extraction.

2. **Incidences socio-économiques**

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect actuel et créé, les retombées financières générées (taxes, redevances, etc.) sur l'activité économique nationale et régionale, la valeur ajoutée produite, l'impact sur les activités économiques existantes, etc.

Ce point estimera aussi les incidences socio-économiques, à court, moyen et long terme, des autres activités qui pourraient se développer sur ce site, indépendamment du projet du demandeur, selon le prescrit des articles D.II.28 et 33.

3. Evolution probable de la situation économique si le plan n'est pas mis en œuvre

Il s'agit de préciser l'évolution probable des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable si le plan n'est pas mis en œuvre.

Chapitre III. Justification de la localisation du projet de plan. Identification et analyse des variantes de localisation

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise de justifier ou non la localisation du projet de plan :

- *au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire ;*
- *en fonction des critères de localisation identifiés au point 1.3 du chapitre II ;*
- *et, s'il échet, de présenter des alternatives possibles de localisation au sein de ce territoire (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 10^o).*

1. Transcription spatiale des grandes options régionales

Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation, notamment le SDT.

2. Explication des principaux critères de localisation répondant aux objectifs du projet de plan tels qu'identifiés et explicités au point 2 du chapitre I

L'on examinera en tous cas les éléments suivants :

- 2.1. Caractéristiques du gisement :** qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.
- 2.2. Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.**
- 2.3. Accessibilité et gestion de la mobilité.**
- 2.4. Présence d'infrastructures nécessaires.**
- 2.5. Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol** (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines).

3. Justification de la localisation du projet de plan et de la pertinence du choix des zones à inscrire

Il s'agit ici de vérifier que la localisation du projet de plan et le choix des zones (zone de dépendances d'extraction et/ou zone d'extraction) n'entrent pas en contradiction avec les options régionales identifiées au point 1, respectent les critères de localisation explicités au point 2 et tiennent compte des caractéristiques du projet du demandeur, des nécessités de l'exploitation du gisement et des potentialités du site, en particulier au terme de l'exploitation.

4. Recherche et présentation d'alternatives de localisation au projet de plan

Il s'agit ici de rechercher des alternatives de localisation au projet de plan en appliquant au territoire de l'aire de chalandise les critères de localisation dégagés au point 2 en tenant compte des options régionales identifiées au point 1.

Ces variantes de localisation seront brièvement présentées.

5. Sélection d'alternatives de localisation

Il s'agit ici de comparer le projet de plan et les variantes de localisation au regard :

- des options régionales,
 - des critères de localisation,
 - des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise,
 - des coûts de mise en œuvre à charge de la collectivité,
- et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation.

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que le projet de plan, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative.

Chapitre IV. Examen des compensations
(art. D.VIII.33, §3, al.1^{er}, 9^o et D.II.45, §3, du CoDT)

Ce chapitre vise à vérifier l'application du principe repris à l'article D.II.45, §3 et l'opportunité de choisir l'une ou l'autre forme de compensation.

(VIII.33, §3, al. 1^{er}, 9^o).

En ce qui concerne les compensations planologiques, il lui revient :

- de justifier leur localisation et leur délimitation au regard des besoins économiques, sociaux, environnementaux et patrimoniaux ainsi que de la situation existante de fait et de droit
- de vérifier leur cohérence en fonction de la géologie locale, des caractéristiques des sites et des affectations des zones voisines ;
- au besoin, de suggérer des alternatives ;

PHASE II

Chapitre V. Identification et analyse des contraintes et potentialités des composantes du projet de plan et des variantes de localisation

1. Description du cadre réglementaire

1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires :

1.1.1. Niveau régional : *plan de secteur, guide régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, Plans d'assainissement (PASH), etc.*

1.1.2. Niveau communal : *schéma de développement communal, guide communal d'urbanisme, schéma d'orientation local, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, etc.*

1.2. Biens soumis à une réglementation particulière :

1.2.1. Faune et flore : *statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (Décret du 06/12/2001) et espèces d'intérêt communautaire, etc.*

1.2.2. Activités humaines : *statut juridique des voiries et voies de communication, chemins, sentiers, réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO, etc. (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 4^o).*

1.2.3. Sol : *données éventuelles relatives aux terrains concernés dans la banque de données de l'état des sols visée aux articles 11 et 12 du décret relatif à la gestion des sols ou à défaut les meilleures données disponibles auprès du Service public de Wallonie ou d'autres organismes (SPAQUE – Walsols, etc.).*

1.2.4. Eau : *schéma régional des ressources en eau, captages, zones de prévention et de surveillance des captages, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH), cours d'eau non navigables (catégories), zones vulnérables, waterings, etc.*

1.2.5. Activités économiques : *périmètres de remembrement légal des biens ruraux, périmètres de reconnaissance économique, zones franches urbaines et rurales.*

1.2.6. Mobilité : *plans communaux et inter-communaux de mobilité.*

1.2.7. Risques naturels : *zones d'aléa d'inondation, axes de ruissellement, plan de gestion des risques d'inondation (PGRI), karst, etc.*

1.3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils : *(permis d'urbanisation existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique, etc.).*

- 1.4. **Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel :** *périmètres de remembrement ruraux ou urbain, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées, sites à réaménager, sites de réhabilitation paysagère et environnementale, etc.*
 - 1.5. **Sites patrimoniaux et archéologiques :** *monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, sites et ensembles architecturaux classés, zones de protection de classement, carte archéologique, biens repris à l'inventaire du patrimoine régional, patrimoine monumental de Belgique, biens repris à l'inventaire communal, listes de sauvegarde, patrimoine exceptionnel, patrimoine mondial, liste des arbres et haies remarquables, etc.*
 - 1.6. **Ressources environnementales :** *cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères, liaisons écologiques, en particulier régionales, etc.*
 - 1.7. **Situation réglementaire de l'exploitation :** *permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis, etc.*
2. **Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné et évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre** (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 2^o et 3^o)

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par l'auteur d'étude.

2.1. Caractéristiques humaines :

- 2.1.1. **Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux :** *structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées, ...), sites archéologiques, carte des densités et pôles de développement, présence de biens immobiliers sur le site, etc.*
- 2.1.2. **Infrastructures, accessibilité et équipements publics aériens et souterrains :** *les voiries (réseau, gabarit, capacité, situation actuelle du trafic sur les voies d'accès), les voies ferrées (lignes, point d'arrêt, fréquence), les voies lentes, TEC, les voies navigables (gabarits, quais aménagés), les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les impétrants, les canalisations souterraines (y compris la collecte et le traitement des eaux usées), etc. + cartographie et évolution des capacités.*
- 2.1.3. **Activités humaines :** *(nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture et la sylviculture (superficie, exploitants, productions, situation des exploitants), les activités économiques mixtes et/ou industrielles sensibles (SEVESO), les activités touristiques, les équipements socio-culturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines, etc.*

- 2.1.4. Activités passées et pollutions :** *gîtes de minières exploitées, décharge communale, déchets industriels, etc.*

2.2. Caractéristiques environnementales :

- 2.2.1. Géologie :** *étude géologique approfondie au sein de la zone occupée actuellement par l'exploitation – en particulier si le gisement n'est pas valorisable – et/ou dans la zone demandée. Joindre les résultats des forages et/ou des prospections géophysiques, caractéristiques physiques et chimiques de la roche, résultats d'analyses physico-chimiques ou tout autre élément relatif à la qualité du gisement à exploiter... Insister sur la qualité et/ou la quantité de roche à exploiter, décrire les accidents tectoniques connus ou les cavités souterraines présentes.*
- 2.2.2. Pédologie :** *caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique, etc.*
- 2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie :** *bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale, etc.*
- 2.2.4. Topographie et paysages :** *géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies, atlas du paysage de Wallonie, etc.*
- 2.2.5. Air et climat – ambiance sonore et olfactive – qualité de l'air et poussières :** *données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières, etc.*
- 2.2.6. Bruits et vibrations :** *sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures, etc.*
- 2.2.7. Faune et flore :** *inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et/ou de milieux protégés, liaisons écologiques, en particulier régionales, etc.*
- 2.2.8. Risques naturels et contraintes géotechniques :** *inondations, axe de ruissellement, phénomènes karstiques, risques miniers, éboulements, glissements de terrain, risques sismiques, etc.*

2.3. Evolution probable des caractéristiques environnementales si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 2^o)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable en cas d'absence de révision du plan de secteur.

3. **Le cas échéant, les incidences non négligeables probables spécifiques lorsqu'est prévue l'inscription d'une zone dans laquelle pourrait s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement (au sens de la directive 96/82 CE) ou lorsqu'est prévue l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que des zones ou des infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements** (art. D.VIII.33, §3, al. 1^{er}, 4^o)

4. **Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites**

La conclusion décrit dans quelle mesure chaque thématique de la situation existante constitue, ou non, un atout, une faiblesse, une opportunité ou une menace (tableau AFOM) en cas de mise en œuvre de la révision du plan de secteur. Les éléments qui n'ont pas de relation avec le projet de plan ne sont pas développés.

Chapitre VI. Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet de plan sur l'homme et l'environnement

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs) des composantes du projet de plan sur l'homme et l'environnement (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 6^o)

Les effets doivent être distingués selon qu'il s'agit d'inscrire une zone de dépendances d'extraction ou une zone d'extraction, en tenant compte de toutes les destinations possibles de ces zones.

Lorsque la mise en œuvre de la (des) zone(s) de dépendances d'extraction et/ou d'extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Cette analyse des effets doit être menée en distinguant les effets sur les sites du projet de plan et de la/des variante(s) de localisation (définie(s) au point 4 du chapitre III) ainsi que sur leurs zones voisines respectives.

1. Effets sur la qualité de vie (santé, sécurité, hygiène, ...)

- 1.1. Cadre bâti :*** relation du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants.
- 1.2. Effets sur les biens matériels et le patrimoine culturel :*** monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries (servitudes publiques et chemins vicinaux), canalisations souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone, ...), lignes électriques, etc.
- 1.3. Charroi :*** direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire (origine-destination), charge utile, véhicules fournisseurs, visiteurs, personnels, véhicules liés à l'aménagement du site, transports exceptionnels, effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité, transport par rail, transport fluvial, charroi agricole, les modes actifs, etc.
- 1.4. Tirs de mines :*** vibrations au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site, etc.
- 1.5. Bruit :*** au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches.
- 1.6. Air et climat :*** poussières - installation de jauges Owen, formation de brouillards, odeurs, etc.

1.7. Topographie et paysages : pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse.

2. Effets sur les activités humaines : activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières, etc. (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 7^o).

3. Effets sur le sol et le sous-sol : karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques, pollution, etc.

4. Effets sur l'hydrogéologie et l'hydrologie

4.1. Modification du régime hydrogéologique : rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique, valorisation des eaux d'exhaure, etc.

4.2. Modification du régime hydrologique : débit et charge des cours d'eau, inondations à la suite du rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides, etc.

4.3. Mobilisation des ressources en eau potabilisable.

5. Effets sur la faune, la flore, la biodiversité

Pendant et après la mise en œuvre du projet de plan, altérations et pertes d'habitats faunistiques et d'écosystèmes, effets potentiels sur les espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire, périmètres Natura 2000, liaisons écologiques, en particulier régionales, etc. (législation sur la conservation de la nature et directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE).

Une évaluation spécifique des incidences du projet de plan doit être réalisée sur les habitats naturels d'intérêt communautaire et sur les espèces protégées au sens de la Loi sur la conservation de la nature et leurs habitats présents sur le site.

6. Interaction entre ces divers facteurs

7. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 5^o)

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet de plan.

Chapitre VII. Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les incidences négatives et pour renforcer ou augmenter les incidences positives de la mise en œuvre du projet de plan ou des variantes de localisation

1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 10^o)

Les variantes de délimitation sont des variations du contour des zones.

Il s'agit de vérifier l'adéquation des contours de sorte que les limites correspondent à des limites géographiques « de fait », soit des limites visibles sur le terrain : bord de route, lisières, cours d'eau, haie vive, alignement d'arbres, talus importants, etc. : des limites visibles sur la carte IGN (idem – le fait qu'elles soient reportées sur la carte atteste de leur importance pour les haies, cours d'eau, etc.) ; des alignements droits entre 2 points visibles sur la carte IGN ; une courbe de niveau de la carte IGN ou une parallèle à X mètres d'une limite visible ; des limites cadastrales.

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

- une précision des affectations des zones ;
- un phasage de l'occupation ;
- des équipements techniques ou des aménagements particuliers.

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont de :

- répondre aux objectifs du projet ;
- répondre au prescrit du CoDT (article D.I.1) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation ;
- utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les incidences négatives et favoriser les incidences positives sur le plan social, économique et environnemental.

Compte tenu des caractéristiques des lieux, il convient de vérifier si l'obligation d'inclure en bordure intérieure de l'ensemble formé par les zones de dépendances d'extraction et d'extraction un périmètre ou dispositif d'isolement suffisant pourra être remplie.

2. Mesures à mettre en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 8^o)

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les incidences négatives sur l'environnement et renforcer ou augmenter les incidences positives.

Si de telles mesures sont présentes dans le projet de plan, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

2.1. Ajustement du zonage réglementaire (y compris les périmètres de protection prévus à l'article D.II.21, du CoDT).

2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires

Les prescriptions supplémentaires éventuelles sont les suivantes (article D.II.21, §3, du CoDT) :

- 1° la précision ou la spécialisation de l'affectation des zones ;
 - 2° le phasage de leur occupation ;
 - 3° la réversibilité des affectations ;
 - 4° l'obligation d'élaborer un schéma d'orientation local préalablement à leur mise en œuvre.
- Les prescriptions supplémentaires ne peuvent déroger aux définitions des zones.

2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers

2.4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles

3. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 5^o)

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement « pertinents » pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences non négligeables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres de l'Union européenne.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telle que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

4. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 2^o)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre VI, point 7) si le projet de plan n'est pas mis en œuvre.

Chapitre VIII. Examen des compensations

Seuls doivent être analysés les éléments des chapitres précédents jugés pertinents.

Les incidences négatives et positives doivent être identifiées.

L'auteur d'étude peut préconiser des mesures d'atténuation ou une variante de délimitation.

Chapitre IX. Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du projet de plan

1. Justification et comparaison du projet de plan et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 10^o)

La justification s'effectue sur base de l'article D.I.1, du CoDT et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : incidences (tant positives que négatives) sur l'environnement, mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative non négligeable du projet de plan sur l'environnement, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de plan.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 12^o)

Il s'agit de **lister les incidences non négligeables**, de **proposer des indicateurs de suivi de ces incidences**, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.

Chapitre X. Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées

1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 11^o)

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

2. Limites du rapport (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 11^o)

L'auteur du rapport précise les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures évaluations environnementales.

Bibliographie

Lexique

Annexes

(en ce y compris copie des études réalisées et/ou utilisées dans l'élaboration du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan

Résumé non technique (art. D.VIII.33, al. 1^{er}, 13^o)

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et le traduire dans un langage non technique de façon à le rendre compréhensible pour un public non averti. Il doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les incidences positives, négatives et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentés sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 mars 2022 décidant :

- de réviser le plan de secteur de Mouscron-Comines (planche 36/2) ;
- d'adopter le projet de plan visant à inscrire, sur le territoire de la commune de Comines-Warneton (Ploegsteert), une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de son exploitation et une zone de dépendances d'extraction, en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction d'argile et une zone naturelle au titre de compensation planologique ;
- de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et en fixant le projet de contenu.

Namur, le 8 mars 2022.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE
TERRITOIRE LOGEMENT PATRIMOINE ENERGIE
DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'URBANISME
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL



PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR DE MOUSCRON - COMINES

visant à inscrire, sur le territoire de Comines-Warminon (Ploegsteert), une zone d'extraction devenant une zone naturelle au terme de son exploitation et une zone de dépendances d'extraction, en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction d'argile, ainsi qu'une zone naturelle au titre de compensation planologique

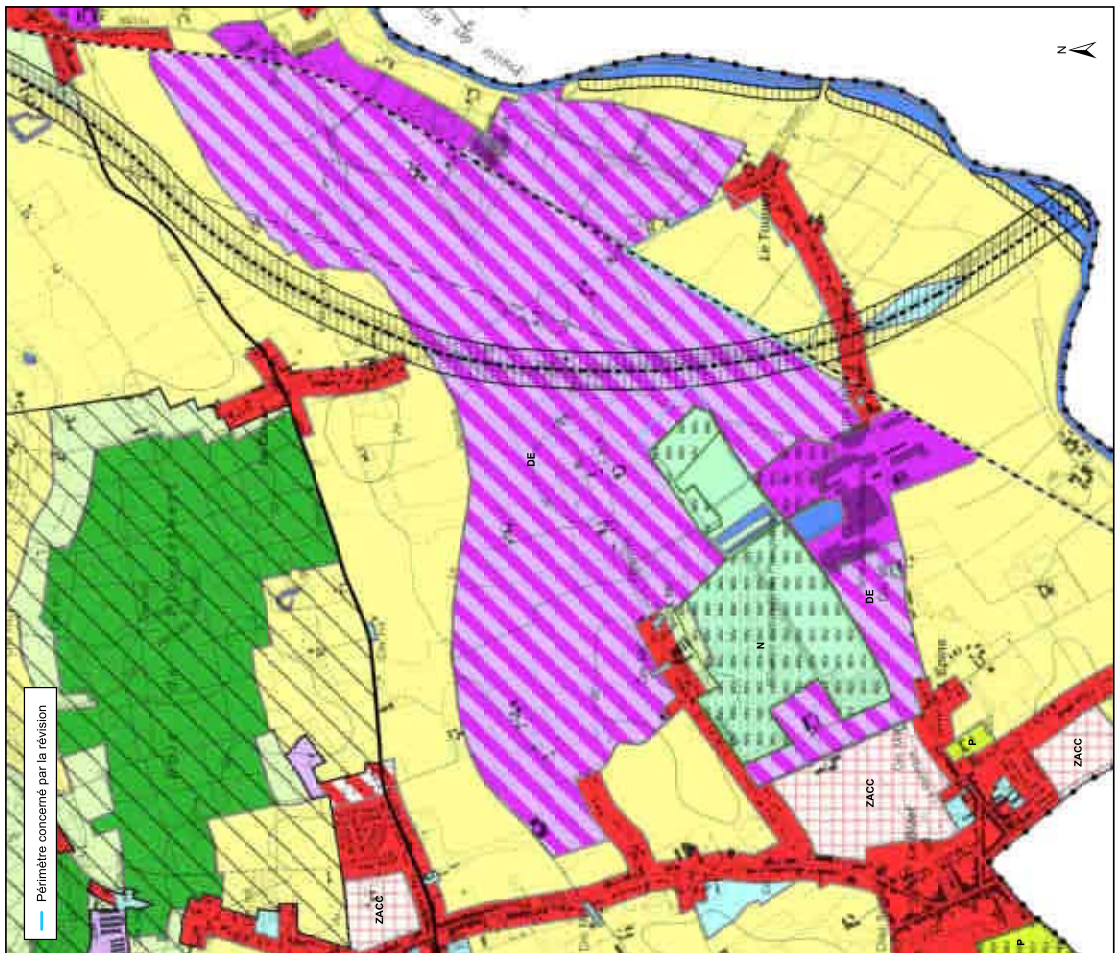
Vu pour être annexé à notre arrêté du
Le Ministre de l'Aménagement du territoire

WILLY BORSUS

PLAN DE SECTEUR

adapté sur base des dispositions du CoDT; ce plan n'a pas de valeur réglementaire et est présenté pour information.

— Périmètre concerné par la révision



PROJET DE REVISION DU PLAN DE SECTEUR



La carte originale est établie à l'échelle 1/10.000

Planche IGN : 36/2

0 100 200 300 400 500 1 000 1 500 2 000 Mètres

Carte réalisée par SPW / TLPE / DATU / DDT (JCL-CB-CD-RG) le 22/02/2022 D5000/29S/REV7

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/32093]

8 MAART 2022. — Ministerieel besluit tot wijziging van de herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen (blad 36/2), tot aanneming van het ontwerp-plan waarmee beoogd wordt, op het grondgebied van de gemeente Komen-Waasten (Ploegsteert), een ontginningsgebied op te nemen dat natuurgebied zal worden na afloop van bedrijvigheid, en een gebied van aanhorigheden bij ontginningsactiviteiten, om klei verder te kunnen uitbaten en een natuurgebied aan te leggen als planologische compensatie, om een milieueffectenverslag over het ontwerp-plan te laten uitwerken en door de ontwerp-inhoud ervan vast te stellen

De Minister van Ruimtelijke Ordening,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 januari 2022 tot vastlegging van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 oktober 2021;

Gelet op de gewestelijke beleidsverklaring 2019-2024, goedgekeurd door het Waals Parlement op diens zitting van 13 september 2019;

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, artikel D.II.54;

Gelet op het ruimtelijk ontwikkelingsplan aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 1979 tot opstelling van het gewestplan van Moeskroen-Komen en de latere herzieningen ervan;

Gelet op de inventaris van de ondergrondse rijkdommen, uitgevoerd door het "Laboratoire d'Analyses Litho- et Zoostratigraphiques" van de Universiteit Luik in 1995 en 2001, genaamd "onderzoek Poty" en bijgewerkt in 2009 en 2010;

I. Uiteenzetting van de aanvraag

Overwegende dat NV « Briqueteries de Ploegsteert » bij de Waalse Regering een aanvraag tot herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen heeft ingediend met betrekking tot de opneming van een ontginningsgebied, dat een natuurgebied zal worden na afloop van de bedrijvigheid, op het grondgebied van de gemeente Komen-Waasten (Ploegsteert);

Overwegende dat het aangevraagde ontginningsgebied aansluit op de huidige uitbating, die tot stand is gekomen aan de oostkant van de N58, en dat de opneming ervan op het gewestplan nodig is voor de toekenning van de globale vergunning, waarvan de aanvraag samen wordt ingediend, om het voorzetten van de bestaande ontginningsactiviteit mogelijk te maken ;

Overwegende dat de aanvraag, overeenkomstig artikel D.VIII.5 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling (hierna : het Wetboek) het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorafgaande informatievergadering voor het publiek, op 4 maart 2020 ;

Overwegende dat deze aanvraag vervolgens is ingediend bij de Minister van Ruimtelijke Ontwikkeling op 25 mei 2020, overeenkomstig artikel D.II.54 (gezamenlijke procedure gewestplan/vergunning) van het Wetboek, samen met :

1. een basisdossier, zoals beoogd in artikel D.II.44, lid 1, 1° tot 6°, van het Wetboek, en bevattende :
 - de verantwoording van de overwogen herziening van het gewestplan ten opzichte van artikel D.I.1 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;
 - de betrokken omtrek;
 - de bestaande feitelijke en wettelijke situatie;
 - een verslag ter verantwoording van de onderzochte en niet in aanmerking genomen alternatieve projecten, rekening houdend met name met de behoeften waarop de overwogen herziening van het plan moet inspelen, de beschikbaarheid inzake grond in de bebouwingsgebieden en de bereikbaarheid van de gekozen locaties;
 - een voorontwerp-voorstel op schaal 1/10 000° ;
2. bemerkingen en suggesties over de ontwerp-herziening, binnen de vijftien dagen na de voorafgaandelijke informatievergadering ingediend, zoals bepaald in artikel D.VIII.5, § 6, van het Wetboek ;
3. het gunstig advies van het gemeentecollege van Komen-Waasten van 30 maart 2020, uitgebracht in plaats van het advies van de gemeenteraad ;

Overwegende, in dat opzicht, dat het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 5 van 18 maart 2020 de uitoefening van de bevoegdheden van de gemeenteraad, hem toegewezen bij artikel L1122-30 van het Wetboek van Plaatselijke Democratie en Decentralisatie, door het gemeentecollege mogelijk had gemaakt met het oog op de continuïteit in de dienstverlening ondanks de COVID-19 pandemie, voor zover het dringend karakter van zijn optreden en de dwingende noodzaak gerechtvaardigd zijn; dat dit advies daarna wel bevestigd werd door de gemeenteraad, op 25 mei 2020.

Overwegende dat de gemeentelijke adviescommissie inzake ruimtelijke ordening en mobiliteit van Komen, door de aanvrager geraadpleegd op 4 februari 2020, geen advies binnen de toebedeelde tijd heeft uitgebracht, hoewel die termijn werd verlengd tot 18 mei 2020 bij de maatregelen van het besluit van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 ; dat dit advies bijgevolg dient te worden beschouwd als gunstig bij ontstentenis ;

Ligging en doel van de aanvraag tot de herziening van het gewestplan

Overwegende dat NV « Briqueteries de Ploegsteert » een familiebedrijf is, dat sinds 1927 te Komen (Ploegsteert) gevestigd is, waar zij kleigroeven uitbaat zodat haar productie-eenheden toegeleverd worden met bouwmaterialen uit gebakken aarde (bouwstenen, gevelstenen, vloeren, lintelen) ; ze maakt deel uit van de industriegroep « Ploegsteert », bestaande uit bedrijven die actief zijn in de vervaardiging van bouwmaterialen uit gebakken aarde en beton (Préfixis, Douterloigne) of in het onderhoud en de modernisering van productiemiddelen (Ceratec en Ceratec Electronics) ; de groep bezit meerdere eenheden waar producten in gebakken aarde worden vervaardigd in de fabriek van de zetel van Ploegsteert, evenals een productie-eenheid voor geëxtrudeerde gevelstenen te Doornik (Barry) ;

Overwegende dat de aanvraag tot herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen, zoals ingediend, gronden beoogt, gelegen op het grondgebied van de gemeente Komen – Waasten (Ploegsteert), tussen de gehuchten « Le Bizet » en « Le Touquet », bezuiden de localiteit, in het zuidwaartse verlengde van de ontginningslocatie die heden wordt uitgebaat ;

Overwegende dat de beoogde gronden meer bepaald gelegen zijn bezuiden ontginningsput 4, tussen :

- oostelijk : de « route de Frelinghien » ;
- zuid-oostelijk : de achterkant van het bebouwd woongebied in de « Rue du Touquet » (onderdeel N365) ;
- westelijk : de N58 en de reserveringsomtrek daarvoor ;
- noordwestelijk : de voormalige spoorlijn, met in de bedding daarvan de transportband van de huidige uitbating ;

Overwegende dat uit het basisdossier blijkt dat de aanvraag tot herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen betrekking heeft op de opneming, als ontginningsgebied, van om en bij de 22,8 ha grond dat, op het geldend gewestplan, opgenomen is als landbouwgrond (22,41 ha) en, in mindere mate, als woongebied (0,37 ha) ; waarbij deze gronden, als geheel, daadwerkelijk voor landbouw is bestemd ;

Overwegende dat de omtrek in de aanvraag bestaat uit 28 kadastrale percelen, allen toebehorend aan de groep Ploegsteert sinds 30 augustus 2021 ;

Verantwoording van de behoeften (in termen van ligging, oppervlakte en bestemmingen)

Overwegende dat het basisdossier erop wijst dat klei-ontginning op de locatie Ploegsteert rond het einde van de jaren 1920, in het gehucht « Le Bizet », begon, met name met een ontginning tussen de Drève des Rabecques, de beek met dezelfde naam en de « chemin de la Blanche » en verplaatste zich mettertijd oostwaarts, waarbij de voormalige kleigroeven geleidelijk omgevormd werden tot natuurgebied ;

Overwegende dat de huidige ontginning gemachtigd is met een ontginningsvergunning die voor onbepaalde duur is verstrekt op 1 maart 1999, bestrijkende een oppervlakte van in totaal 169 ha, met inbegrip van de stukken die sindsdien weer natuur- en groengebied zijn geworden bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 maart en 4 oktober 2012 en de stukken die tot in 2015 uitgebaat werden ten westen van de N58 ; dat de ontginning heden verder uitgevoerd wordt ten oosten van de N58, in de hoek gevormd door de « chemin du Bon Coin » en de voormalige, geschrapte spoorlijn ;

Overwegende dat de ontgonnen stoffen hoofdzakelijk grijze, plastische klei van het type Ieperiaan, maar ook grijs, zandhoudend leem van het type Haspengouws, uit de vorming van de Leie (midden tot laat pleistoceen) ; dat enkel de delen van de afzetting met een voldoende kleigehalte, namelijk meer dan 30% deeltjes van minder dan 10 µm door de onderneming verwerkt kunnen worden om producten uit gebakken aarde te vervaardigen ;

Overwegende dat er in het basisdossier, op blz. 44, te lezen staat dat de ontgonnen klei bijna uitsluitend bestemd is voor d fabriek in Barry, waarbij slechts een fractie vervoerd wordt naar de AFMA-fabriek in Ploegsteert om toegevoegd te worden tot sommige types van blokken uit gebakken aarde, die daar worden vervaardigd ; dat het hier om een vergissing zou gaan, zoals opgemerkt door de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening in zijn advies van 28 augustus 2020, waarvan hieronder sprake ;

Overwegende dat de ontgonnen klei, volgens hetgeen op blz. 40 te lezen staat, enkel bestemd is voor de productie-eenheden die producten in gebakken aarde AFMA en BRISTAL vervaardigen, van de zetel van Ploegsteert, tegen ongeveer 2/3 voor eerstgenoemde en 1/3 voor laatstgenoemde ;

Overwegende dat het jaarlijks exploitatieritme van het bedrijf, aldus het dossier, ongeveer 170.000 m3 bedraagt, wat goed is voor een jaarlijkse progressie van 2 hectare in het ontginningsfront ;

Overwegende dat de voorraad aan ontginbare grondstoffen in de vergunde omtrek tegen dat ritme, met een raming van 850.000 m3 in het basisdossier als vastgesteld in februari 2020, tegen 2025 uitgeput zal zijn ;

Overwegende dat de uitbating van een ander ontginningsgebied in het vervaljaar nodig zal zijn om ervoor te zorgen, dat de bedrijfsactiviteit behouden wordt ;

Overwegende dat er in het dossier sprake is van de uitvoering van geologische prospectiecampaagnes op de gronden, gelegen bezuiden de huidige ontginningsput, waaruit blijkt dat er een kleivoorraad aanwezig is met een totaalvolume van 1.630.000 m3, met dezelfde dikte (+/- 8m), waarvan de kwaliteit te vergelijken is met de kwaliteit van wat nu ontgonnen wordt ;

Overwegende dat in het dossier ook staat dat de gronden zich dichtbij de industriële installaties van de steenbakkerij bevinden, waardoor een bevoorradings mogelijk zal zijn vanuit de transportband, gevestigd op de bedding van de voormalige spoorlijn die via de tunnel onder de N58 door gaat ;

Overwegende dat deze gronden samengesteld zijn uit percelen die in hun geheel eigendom zijn van de groep « Ploegsteert » ; dat ze door vier landbouwers worden bewerkt, welke ze gekregen hebben via huur ter bede ;

Overwegende dat het basisdossier besluit dat deze gunstige gegevens de vennootschap « Briqueteries de Ploegsteert » ertoe geleid hebben deze gronden, 22,8 ha groot, in aanmerking te nemen voor de verderzetting van de klei-uitbating en hun opneming aan te vragen als ontginningsgebied in plaats van hun huidige bestemming als landbouw- en woongebied ;

Overwegende dat de aanvrager acht dat het aangevraagde gebied de ontginning voor minstens tien jaar mogelijk zal maken ;

Overwegende da talle uitgegraven materialen door het bedrijf worden gebruikt ; dat geen enkel stuk van het ontginningsgebied zal worden gebruikt om afgegraven aarde en steriele stoffen op te slaan en dat het areaal als geheel dus in bedrijf zal worden genomen ;

Overwegende dat de aanvrager overweegt, hetzelfde ontginnings- en vervoersprocédé voor de klei te gebruiken als wat nu gangbaar is ; dat de nodige uitrustingen of aanhorigheden enerzijds bestaan uit enerzijds een via een aggregaat aangedreven graafwielbagger dat beweegt op een, evenwijdig met het talud geplaatst, mobiel frame, en uit anderzijds transportbanden, die samengesteld zijn uit mobiele niet-overdekte elementen welke evenwijdig lopen met het exploitatiefront, gevestigd binnen in de ontginningsomtrek zelf, evenals uit vaste en overdekte delen, die van de ontginningslocatie naar de fabriek lopen ; dat de bestaande vaste transportband, die niet vervat is in de omtrek waarop de herzieningsaanvraag betrekking heeft, dienstig zal zijn om de klei naar de voorbehandelingsfase van baksteenmaterie te vervoeren ;

Overwegende dat de ontginning continu zal verlopen, in de richting zuid-west (N58) noord-oost (route de Frelinghien) ;

Overwegende dat het basisdossier voorstelt dat de nieuwe ontginningsput na afloop van de klei-ontginningsfase, een bijkomende ecologische schakel zal vormen tussen de voorheen door de « Briqueteries de Ploegsteert » ontgonnen natuurreservaatgebieden, in het noord-westen (ornithologisch natuurreservaat van Ploegsteert) en de « Etangs de la Lys », die voortvloeien uit de uitbating door de firma's Delcourt en Wienerberger, in het oosten ;

Verantwoordingsverslag voor de onderzochte, en door de aanvrager niet in aanmerking genomen alternatieven

Overwegende dat uit het basisdossier blijkt dat de aanvrager de mogelijkheid heeft onderzocht om de gronden, opgenomen als het nog onontgonnen gebied van aanhorigheden bij ontginningen, benoender de « chemin de la Blanche » en de « chemin du Bon Coin », te ontginnen ; dat deze optie, wegens de aangehaalde nadelen, niet in aanmerking is genomen :

- de kleikwaliteit verschilt van de heden ontgonnen klei en is niet constant ;

- de afstand tot de verwerkingsinstallaties « Briqueteries de Ploegsteert » is aanzienlijk en vergt een vervoer van de grondstof met de vrachtwagen, wat bron van verkeershinder zal zijn ;
- deze gronden belangen meerdere hoeves aan en de impact op de landbouwactiviteit zou aanzienlijk zijn ;
- talrijke onteigeningen met een groot aantal eigenaren zouden nodig zijn, en de termijnen voor de verwerving zijn onverenigbaar met de noden inzake de toevoer van klei naar de productie-eenheden ;

Overwegende dat het basisdossier geen geotechnisch onderzoek met betrekking tot deze afzetting bevat ;

Overwegende dat het basisdossier er niet op duidt dat de varianten voor de afbakening van de omtrek, gekozen voor de opnemings van een nieuw ontginningsgebied, onderzocht zouden zijn ;

Compensaties voorgesteld door de aanvrager

Overwegende dat het ontginningsgebied een niet-bebouwingsgebied is in de zin van artikel D.II.23 van het Wetboek ;

Overwegende dat de opnemings van een nieuw niet-bebouwingsgebied niet onderworpen is aan de compensatie bepaald bij artikel D.II.45, § 3, van het Wetboek ;

Voorstel van voorontwerp, vastgesteld op 1/10.000^e

Overwegende dat een voorstel van voorontwerp, waarvoor een kaartdocument is opgesteld, bij het basisdossier is gevoegd ; dat dit enkel betrekking heeft op de opnemings, bezuiden de bedding van de voormalige spoorlijn gelegen naast het deel van het gebied van aanhorigheden bij ontginnings, heden in uitbating (put nr. 4), van een ontginningsgebied, 22.8 ha groot, te herbestemmen als natuurgebied na afloop van de ontginning op gronden, heden opgenomen als :

- Landbouwgebied, 22.41 ha groot ;
- Woongebied, 0.37 ha groot ;

Overwegende dat de gekozen omtrek 28 kadastrale percelen en een niet-gekadastraerd perceel bevat, die overeenstemmen met de Weygmans Gilde straat ; dat deze afgebakend is door de bedding van de afgedankte spoorlijn in het noord-westen en de « route de Frelinghien » in het oosten en uitsluitend berust op perceelsgrenzen in het zuid-oosten en in het westen ;

Overwegende dat het voorstel tot voorontwerp geen bijkomend voorschrift bevat ;

Voorafgaandelijke informatievergadering

Overwegende dat de voorafgaandelijke informatievergadering, die tegelijk gehouden werd voor de aanvraag tot herziening van het gewestplan en de vergunningsaanvraag, zoals bepaald in artikel D.II.54, § 2, lid 6, 5^o, van het Wetboek, gehouden werd op woensdag 4 maart 2020 in zaal Horta, rue du Touquet 228 te 7783 Le Bizet, na de aankondiging bij de middelen en in de vormen bepaald bij artikel D.VIII.5 van het Wetboek ;

Overwegende dat een dergelijke vergadering ertoe strekt, het publiek de kans te bieden bemerkingen te uiten over het project van de aanvrager, de nadruk te leggen op bijzondere punten waaraan het milieueffectenverslag aandacht moet schenken en technische alternatieven voor te leggen die redelijkerwijs overwogen zouden kunnen worden door de aanvrager zodat hij er eveneens rekening mee kan houden bij de opstelling van dat verslag ;

Overwegende dat het gemeentecollege van Komen-Waasten de vergadering omstandig genotuleerd heeft ;

Overwegende dat de opmerkingen, het commentaar of de vragen die de aanwezigen hadden tijdens de voorafgaandelijke informatievergadering voornamelijk verband hielden met volgende punten :

- de afvoer van het water, opgepompt uit de ontginningslocatie, en meer in het algemeen de problematiek van de waterhuishouding, waarbij in een tussenkomst geopperd werd om een alternatieve lozing richting de Leie aan te leggen, zodat het water niet naar de weiden afloopt ;
- de impact van het project op de grondwaterlaag, het opdrogen van de putten en de stabiliteit van de bestaande gebouwen ;
- het geluidsniveau vanuit de ontginning, met name van de transportband ;
- de instandhouding van het gebied (van aanhorigheden) van ontginnings, waarvoor het bedrijf geen uitbating overweegt ;
- de toekomstige ligging van de wandelpaden, waaronder het RAVeL-project, waarvoor in een tussenkomst geopperd wordt een halve hectare in de bedding van de voormalige NMBS-spoorlijn vrij te houden ;
- de eventuele schrapping van wegen en doorgangen en de geïsoleerdheid die daaruit zou voortvloeien voor sommige omwonenden van de uitbating ;
- de afstand tussen de uitbating en de woningen ;
- de woekering van schadelijke fauna (ratten) in de nabijheid van de woningen ;

Overwegende dat er één enkele schriftelijke bijdrage gericht is aan het gemeentecollege, binnen een termijn van vijftien dagen na de vergadering ; dat de steller ervan oppert om gemeenteweg nr 35 om te leiden volgens bijgevoegd plan, zodat een lus in stand wordt gehouden in de vermazing van de wandelwegen en te voorkomen dat wandelaars in de verleiding komen om over de inrit naar de N58 te lopen ;

Advies van de gemeenteraad van Komen-Waasten en van de Adviesverlenende Commissie inzake ruimtelijke ordening en mobiliteit

Overwegende dat de aanvraag tot herziening van het gewestplan op 4 februari 2020 voorgelegd werd aan de gemeenteraad en aan de commissie ruimtelijke ordening en mobiliteit van Komen-Waasten ;

Overwegende dat het gemeentecollege, wegens de gezondheidscrisis in verband met COVID-19 et des reglementaire bepalingen waartoe dit aanleiding heeft gegeven, met name voornoemd besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 5 van 18 maart 2020, ertoe genoopt was zich uit te spreken over de herzieningsaanvraag in de plaats van de gemeenteraad ; dat het gunstig advies, uitgebracht op 30 maart 2020, wel door de gemeenteraad is bevestigd, op 25 mei 2020 ;

Overwegende dat de adviesverlenende gemeentelijke commissie ruimtelijke ordening en mobiliteit van Komen-Waasten geen advies heeft verstrekt met betrekking tot het herzieningsdossier van het gewestplan, dat haar advies bijgevolg gunstig wordt geacht ;

II. Advies van de geraadpleegde instanties

Overwegende dat het volledig aanvraagdossier voor de herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen, overeenkomstig de bepalingen van artikel D.II.48, § 4, van het Wetboek, op 2 juli 2020 ter advies is voorgelegd aan de Beleidsgroepen Ruimtelijke Ordening en Leefmilieu, en aan de gemachtigd ambtenaar, wier adviezen verplichte adviezen zijn, gelet op het Wetboek ; dat de Waalse overheidslid Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu aanvullend is geraadpleegd over deze aanvraag, dezelfde dag ;

Overwegende dat de adviezen overgemaakt dienen te worden binnen de zestig dagen na het versturen van de aanvraag ; dat het verstrekken ervan bijgevolg uiterlijk op 2 september 2020 plaats diende te vinden, zoniet zouden ze gunstig geacht worden ;

Overwegende dat de Beleidsgroep Leefmilieu op 25 augustus 2020 het op 24 augustus 2020 uitgebracht gunstig advies op de aanvraag en op de voortzetting van de herzieningsprocedure heeft overgemaakt ;

Overwegende dat de Beleidsgroep evenwel vaststelt dat de uitgestrekte gronden gelegen aan de noordkant van de verwerkingsfabriek voor klei en van het ornithologisch natuurreservaat van Ploegsteert, reeds opgenomen als gebied van aanhorigheden van ontginningen op het gewestplan, nog niet zijn uitgebaat ; dat de groep vragen heeft bij wat er daarvan zal worden en op de gelegenheid om ze te behouden als gebied van aanhorigheden van ontginningen en zich erover verwondert dat het basisdossier geen enkele informatie daarover bevat ;

Overwegende dat de Beleidsgroep Leefmilieu overigens opmerkt dat de verantwoording van het project ten opzichte van artikel D.I.1 van het Wetboek in het basisdossier enkel de werkgelegenheid betreft ;

Overwegende dat de groep ten slotte vraagt dat het milieueffectenverslag in het bijzonder ingaat op volgende gegevens :

- de kwaliteit van de afzetting in het noorden en de gelegenheid, met name gelet op de dwingende factoren vastgesteld in het basisdossier, om een gebied van aanhorigheden van ontginningen op nog niet uitgebate, nog beschikbare gronden geheel of ten dele te behouden ;

- de waterhuishouding voor opgepompt en regenwater, en de impacten op de grondwaterlaag en de omliggende putten ;

- de impact op de zachte mobiliteit (RAVeL-project, wandellus) en de mogelijkheid om weg nr 35 om te leiden ;

- de impact op de rechtstreekse omwonenden (geluid, schadelijke fauna, grondwaterputten) ;

- de afzonderingsomtrek of -marge die vastgesteld dient te worden overeenkomstig de artikelen D.II.28 en 41 van het Wetboek, in het bijzonder langs de grenzen met het woongebied ;

- de impact op de betrokken landbouwbedrijven en het verlies van landbouwgronden ;

Overwegende dat de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening op 28 augustus 2020 eveneens een, op 31 augustus overgemaakt, gunstig advies heeft uitgebracht op de aanvraag en de voortzetting van de procedure ; dat de groep acht dat het herzieningsontwerp zowel technisch, geologisch als grondgerelateerd verantwoord is en samenhang vertoont op en dat het de voortzetting van een bestaande activiteit mogelijk maakt met, tegelijk, een beperking van de hinder ;

Overwegende dat de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening toch het standpunt van de Beleidsgroep Leefmilieu bijtreedt inzake het bestaan van een nog onontgonnen gebied van aanhorigheden van ontginningen benoorden de huidige uitbating en wenst dat de gelegenheid tot eventuele verandering van bestemming of afbakening van genoemd gebied onderzocht wordt ten opzichte van de leefmilieu-impact, ten opzichte van de voorgelegde perspectieven ;

Overwegende dat de groep aanbeveelt dat in het MER daarnaast worden onderzocht :

- de hinder voor de rechtstreekse omwonenden (« rue du Touquet » en « route de Frelinghien »), met name de geluidshinder en de eventuele stabiliteitsproblemen in de gebouwen wegens de klei in een context van schommelingen in de waterlagen, waarvoor een gericht (geotechnisch...) onderzoek moet worden opgesteld ;

- de afzonderingsmarge die moet worden bepaald in verband met de geluidshinder en de stabiliteit van de gebouwen, zodat er een minimale veiligheidsafstand in stand gehouden worden aan de achterkant van de woningen van omwonenden ;

- de meest gepaste bestemming voor de restgronden in het landbouwgebied wegens de bestemmingsomvorming in de herzieningsomtrek, zodat de samenhang in het gewestplan gewaarborgd wordt ;

- de impact op de landbouwgronden betrokken bij de herzieningsomtrek ;

- de eventuele noodzaak tot herstel van de buurtwegen die zouden worden opgeheven, en het onderzoek naar een alternatief tracé voor het noodzakelijke herstellen ervan ;

Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar op 31 augustus 2020 een gunstig advies op de aanvraag tot herziening van het gewestplan, gedagtekend op dezelfde dag, heeft overgemaakt ; dat hij de aandacht vestigt op bepaalde aspecten van de bestaande toestand die de beoogde gronden kenmerkt : zij bevinden zich in de nabijheid van Natura 2000-gebieden, langs een waterloop van tweede categorie en vallen onder gebied met een lage overstromingsgevaar-indicator ; de aangevraagde omtrek wordt opgenomen aan de achterkant van het woongebied aan de « rue du Touquet », die een bijzondere attentiez al vergen ;

Overwegende dat de gemachtigd ambtenaar daarnaast melding maakt van de gelegenheid tot het herbepalen van het deel van het gebied van aanhorigheden van ontginningen gelegen aan de noordkant van de verwerkingslocatie voor klei en de « chemin de la Rabecque », als natuurgebied, daar op die plek reeds waterplassen zijn ontstaan na afloop van de uitbating en nu reeds het ornithologisch natuurreservaat Ploegsteert vormen ;

Overwegende dat hij de aanbeveling uit dat een bestemming behouden wordt als gebied van aanhorigheden bij ontginningen op het deel van het gebied gelegen bezuiden de « chemin de la Rabecque », zodat latere ontwikkelingen van het bedrijf mogelijk worden, waaronder met name de vestiging van een zonneveld voor energiezelfvoorziening ;

Overwegende dat de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu zijn advies heeft medegedeeld op 17 september 2020, namelijk na afloop van de wettelijk opgelegde termijn ; dat diens advies dus gunstig wordt geacht ;

III. De ontwerp-herziening van het gewestplan

Overwegende dat de aanvraag tot herziening van het gewestplan, ingediend door de « Briqueteries de Ploegsteert » betrekking heeft op een nieuw ontginningsgebied, 22,8 ha groot, te Ploegsteert, bezuiden de huidige uitbating afgebakend door de bedding van de voormalige spoorlijn ;

Analyse van de bestaande feitelijke toestand

Overwegende dat de aangevraagde herziening, op topografisch vlak, zich over een relatief vlakke grond uitstrekt, waarin een zeer zachte helling van het noord-oosten naar het zuiden, naar de Leie, neigt, met een gemiddelde hoogte van 19m ;

Overwegende dat, in termes van landschapsaspecten,

- de aangevraagde omtrek opgenomen wordt in het landschap gevormd door de vlakte en de laagvlakte met Henegouws leem, meer bepaald in het gebied aan de rand van de Leievlakte (01010), ingesloten tussen Frankrijk en het Vlaams Gewest, met een vlak reliëf voornamelijk bestaande uit landbouwgronden ; de voormalige bedrijven « Briqueteries de Ploegsteert » hebben plaats gemaakt voor meer dan honderd hectare klei-ontsluitingen die nu onlosmakelijk deel uitmaken van het landschap in de gemeente ;

- de inventaris opgemaakt door vzw ADESA, op aanvraag van het Waalse Gewest, vijf omtrekken vaststelt met een waardevol landschap, evenals twee waardevolle vergezichten in een straal van 1.500 meter om de omtrek in de aanvraag heen, maar geen enkel van die uitkijpunten is gericht op het voorwerp van de aanvraag, dat vanuit die uitkijpunten niet waar te nemen valt ;

- het toekomstig ontginningsgebied hoofdzakelijk zichtbaar is vanuit een kort bereik, vanaf de wegen aan de rand van het gebied, namelijk de route de Frelinghien, de aansluiting met de N58 en de rue du Touquet ; vanuit sommige woningen in het gehucht van Touquet is een uitkijk op genoemd gebied eveneens mogelijk ;

Overwegende dat de gronden beoogd in de aanvraag tot gedeeltelijke herziening van het gewestplan voornamelijk bestaan uit :

- Landbouwgronden, hoofdzakelijk velden met monocultuur (maïs, winterarwe, suikerbieten, aardappelen), waarvan het belang inzake biodiversiteit omzeggens nihil is ; de akkerranden worden gekenmerkt door een dichte begroeiing met banale flora terwijl er enkele weiden voor een meer gediversifieerde flora kunnen zorgen, zonder dat ook van een bijzondere waarde sprake kan zijn ;

- Een bebost gebied : enkele beboste stroken vallen waar te nemen in de omtrek gevormd door een rust- en vluchtgebied voor avifauna ;

- Wegkanten : een landbouwweg, met aan weerskanten daarvan banale begroeiing, is vervat in de omtrek waarop de aanvraag betrekking heeft ;

Overwegende dat de gronden niet opgenomen zijn in de inventaris van biologisch hoogst waardevolle locaties, maar dat ze niettemin dichtbij de daarin opgenomen locaties « Briqueteries de Ploegsteert », « Argilières Deconinck » en « Argilière de la Lys » gelegen zijn ; dat de landbouwvlakte als geheel, waarin de aanvraag is opgenomen, volgens de landbouwdiensten van de Waalse overheid, gebruikt worden door avifauna die niet noodzakelijk neerstrijkt op de watervlakken en ruimtes betrokken bij het ornithologisch natuurreservaat van Ploegsteert ;

Overwegende dat de aanvraag, op pedologisch vlak, hoofdzakelijk leemgronden betreft waarvan de drainage gematigd of onvolkomen is, met hoge landbouwgeschiktheid- en potentieel en kleigronden met een onvolkomen drainage ; dat de aanvraag een definitief verlies inhoudt aan landbouwarealen en landbouwbronnen ;

Overwegende dat de specifieke geologische analyse van de aangevraagde omtrek, in 2019 uitgevoerd via drie boringen, op de aanwezigheid wijst van een laag Henegouwd leem, met een gemiddelde dikte van 2 meter waaronder Ieperiaanse klei over gemiddeld zes meter diepte aangetroffen wordt, en het bestaan blootlegt van twee verschillend samengestelde horizonten ;

- Een eerste horizont vanaf de dagzoom tot ongeveer 7m diepte, met een gestaag opgaande leem-klei granulometrie ; een maximum van 60% deeltjes hebben een omvang kleiner dan 10 µm, gemiddeld 40% hebben een granulometrie vervat tussen 10 µm en 63 µm, terwijl de deeltjes groter dan 63 µm zelden meer dan 10% uitmaken van de totale samenstelling ;

- Een tweede horizont, vanaf 7-8m, met een zand-leem tot zand granulometrie die overeenstemt met de overgang van de basis van de Haspengouwse laag naar het oppervlak van de Ieperiaanse laag ; het deeltjesgehalte van een granulometrie vervat tussen 63 µm en 250 µm schommelt met enkele percenten tot soms meer dan 30% op een diepte van 13m ; tegelijk vermindert het kleigehalte met de helft ;

Overwegende dat de geologische dienst van Wallonië het feit bevestigt dat de aangevraagde uitbreiding is overeenstemming is met de aard van kleileem waarvan de uitbating overwogen wordt en dat de dikte en hun kenmerken wegens de voorwaarden waarin ze door de werking van wind werden afgezet als tamelijk constant kunnen worden bevestigd op schaal van de omtrek van de herzieningsaanvraag ; dat de dienst eveneens wijst op het belang om, met deze kleileembestanden, bouwmaterialen te vervaardigen waarvan de distributie over geheel België potentieel mogelijk is ;

Overwegende dat er ten opzichte van de opeenvolging van verschillende lithostratigrafische lagen, geregistreerd in de nabijheid van de aangevraagde ontginningsomtrek en hun geologische facies, in deze ruimte een opeenvolging van opgestapelde aquiferen aangetroffen worden, waarvan de horizonten schommelen van weinig doorlaatbaar tot ondoorlaatbaar, namelijk :

- de aquifer vervat in de kwartaire leem- en alluviale afzettingen ;
- de aquifer vervat in de thanetiaanse zanden ;
- de aquifer vervat in de krijtlagen uit het Krijt ;
- de aquifer vervat in kalksteen uit het Carboon.

Overwegende dat de locatie deel uitmaakt van een ondergronds waterlichaam met als naam « Sables du Thanétien des Flandres (BERWE061) » ; dat de klei-ontginning de eerste acht meter leem uitbaat, waarbij aan de onderkant van de opgraving meer dan 80 meter aan weinig doorlatende tot ondoorlatende kleihoudende materialen onaangetaast blijven ; dat de onderliggende aquifers met kleihoudende Ieperiaanse horizonten beschermd blijven van eventuele aantastingen vanuit de oppervlakte ;

Overwegende dat de hydrogeologische boringen in 2019 in de klei-uitbating een piëzometrische diepte van 5.8 m hebben aangetoond met seizoensgebonden schommelingen, waarbij de ontginning tijdelijk, in een vochtig seizoen, kan botsen op de aquifer vervat in de lagen van leem- en alluviale afzettingen uit het Kwartair ; dat de oppompverrichtingen die nodig zijn om de delvingsput droog te houden volgens de diensten Leefmilieu (ARNE) van de Waalse overheid geen effect zouden moeten sorteren op de onderliggende aquifers ;

Overwegende dat er in de omtrek van de herzieningsaanvraag geen enkele waterwinning gesitueerd is ; dat er meerdere winningen aan grondwater in de nabijheid bestaan, maar dat geen enkel als preventiegebied gelabeld is ;

Overwegende dat het oppompen van water volgens de diensten Leefmilieu (ARNE) van de Waalse overheid eventueel een invloed zou kunnen uitoefenen op traditionele ondiepe waterputten die niet ver van het toekomstige ontginningsgebied gelegen zijn ;

Overwegende dat de omtrek van de herzieningsaanvraag op de linker Leie oever gelegen is, namelijk op 560 m daarvan ; dat de Becque du Touquet beek, die in de Leie uitmondt, gelegen is aan de oostelijke buitenrand van genoemd gebied ;

Overwegende dat verschillende niet gecategoriseerde waterlopen de omtrek doorkruisen, maar dat geen enkele daarvan aan de oppervlakte zichtbaar is ;

Overwegende dat het opgepompt water en het regenwater ingezameld worden om na bezinking opgepompt te worden en het stroomgebied van de Leie aan te vullen ;

Overwegende dat er op deze locatie geen enkele uitrusting voor toevoer, inzameling en verwerking van watertoevoer gevestigd is ;

Overwegende dat de locatie niet onderhevig is aan hoog risico ;

- Zij bevindt zich in potentieel karstgebied, zonder dat enige karstgevoelige locatie, enige breuk, enige gaanderij noch ondergrondse waterafloop geïnventariseerd werd in de omgeving van de aangevraagde omtrek ;

- de locatie vertoont geen enkele neiging tot spontane grondverschuivingen ;

- wat seïsmisch risico betreft, bevindt zij zich in niveau 1, met een seïsmisch risico gelabeld als verwaarloosbaar ;

- zij bevindt zich op de hoogte van een verzamelbekken dat geen risico vertoont van overstromingen door aflopend water ; Volgens de diensten Leefmilieu (ARNE) van de Waalse overheid betekent de omvorming van gebiedsbestemming geen hoger risico op stroomafwaartse overstromingen ;

- in de nabije omgeving wordt geen enkel industriegebied met SEVESO-risico als gevestigd gemeld ;

Overwegende dat de aangevraagde omtrek gelegen is tussen twee Belgische dorpen (Le Bizet op 2 km in het oosten en Ploegsteert op 2.6 km in het noordoosten) en drie Franse dorpen (Deülémont op 2.5 in het noordoosten, Frelinghien op 800 m in het zuiden en Houplines op 1.5 km in het zuidwesten) ; dat er in deze omtrek geen enkele bebouwing op te merken valt, met als meest nabije bebouwde elementen de woningen gelegen langs de rue du Touquet en de route de Frelinghien, typische vrijstaande eengezinswoningen ;

Overwegende dat er geen enkele sociaal-culturele uitrusting waar te nemen valt binnen in het aangevraagde ontginningsgebied, noch in de onmiddellijke nabijheid daarvan ; dat er in een straal van 1.500 meter twee scholen, een sportcomplex, een katholieke kerk en een rusthuis gevestigd zijn ;

Overwegende dat de menselijke activiteit, uitgeoefend op de locatie, uitsluitend van landbouwaard is ; dat de gronden door 4 landbouwers worden bewerkt ;

Overwegende dat, in termen van mobiliteit en bereikbaarheid,

- de herzieningsomtrek omgeven wordt door drie wegen :

O de rue du Touquet in het zuiden, een gewestband met één strook in elke rijrichting om Le Bizet te verbinden met het gehucht Le Touquet ;

O de route de Frelinghien, in het oosten, een gemeentelijke weg die het gehucht Gheer verbindt met het Franse dorp Frelinghien ;

O de N58, in het zuid-westen, een rijksweg die Ploegsteert en Armentières (Frankrijk) verbindt met de Belgische autoweg A19 ter hoogte van Wervik (17 km in het noorden) ;

- dat zij niet bediend wordt door een actieve spoorlijn, maar in het noorden begrensd wordt door de bedding van een afgedankte, voormalige lijn ; dat dit spoorvak gehuurd wordt door de « Briqueteries de Ploegsteert » om er zijn transportband aan te leggen waarmee de producten naar de verwerkingsfabriek worden vervoerd ;

- het actieve station in de dichtste buurt is station Komen, op 8 km in het noorden ;

- de locatie is bereikbaar vanaf de route de Frelinghien in het oosten van de omtrek, maar eveneens vanaf een landbouwweg vanuit de rue du Touquet ; zij is met de voorbehandelingsfabriek verbonden via een berijdbare toegang die in een tunnel onder de N58 is aangelegd en evenwijdig met de transportband loopt ;

- de rue du Touquet wordt bediend door het openbaar vervoer met meerdere bushaltes ;

- de meest nabije RAVeL-fietsroute bevindt zich langs de Leie ;

Overwegende dat de omtrek van de herzieningsaanvraag door geen enkele publieke watertoevoeruitrusting doorkruist wordt ;

Overwegende dat het basisdossier geen informatie verstrekt over de huidige geluids- en geuromgeving van de locatie en omgeving ervan als in de aanvraag ;

Overwegende dat de klei-uitbating, als zachte steensoort, geen mijnschoten vereist en geen stof veroorzaakt bij ontginning, gelet op zijn vochtigheidsgehalte ;

Overwegende dat de diensten Leefmilieu (ARNE) van de Waalse overheid, betreffende het afvalstoffenbeheer, de afwezigheid bevestigt van steriele gesteenten en afgegraven grond daar alle opgegraven materiaal wordt gebruikt ;

Analyse van de bestaande rechtstoestand

Overwegende dat de analyse van de bestaande toestand de volgende gegevens duidelijk maakt:

- bijna het gehele areaal van de omtrek van de herzieningsaanvraag is als landbouwgebied opgenomen in het gewestplan van Moeskroen-Komen, vastgesteld bij koninklijk besluit van 17 januari 1979, terwijl het saldo, in het zuiden en zuidoosten van de locatie, opgenomen is als woongebied ;

- de locatie is omgeven door het gebied van aanhorigheden bij ontginningen in het noorden, oosten en westen en door het woongebied in het zuiden ; er bevinden zich aan de rand van de omtrek eveneens restgebieden van landbouwgebieden en een reserveringsomtrek van een aangelegde weg (N58) ;

- de locatie valt geheel onder het onderstroomgebied van Schelde en Leie, een oppervlaktewaterlichaam « EL01R-Lys » ; in het oosten ligt er aan de rand daarvan een niet-bevaarbare waterweg van tweede categorie (la Becque du Touquet) ;

- het oostelijk uiteinde van de omtrek is opgenomen als laag risicogebied voor overstromingen, rekening houdend met de mogelijkheid dat het op die plaats aanwezig hydrografisch net overstroomt ; op de locatie is er geen enkele as voor het afvloeien van water opgenomen ;

- de percelen werden niet opgenomen in het kader van een ruilverkaveling of een landinrichting op grond van de wetten van 25 juni 1956, van 22 juli 1970 en 12 juli 1976 ;

- de gronden maken het voorwerp van geen enkele vergunning uit ;

- ze worden gedekt door het gemeentelijk plan voor natuurontwikkeling en gemeentelijk plan voor landelijke ontwikkeling die de gemeente Komen-Waasten zichzelf opgelegd heeft ;

- buurtweg nr 35, opgenomen in de atlas der buurtwegen uit 1841, doorkruist de overwogen locatie ;

- de locatie ligt in het oosten naast de Natura 2000-locatie genaamd « Vallée de la Lys » (BE32001), bestaande uit onder andere kleigebied van Ploegsteert en Waasten, het Ploegsteertbos en een aanzienlijk stuk van het voormalig kanaal te Komen – Waasten ; deze Natura 2000-locatie is zeer waardevol rekening houdend met, met name, de omvangrijkste bevolking van kamsalamanders in Henegouwen ;

- het gebied ligt dicht bij de locatie met als naam « Briqueterie de Ploegsteert », bij ministerieel besluit van 2 maart 1994 erkend als biologisch waardevol vochtig gebied ;

- de gronden liggen bezuiden een ecologische verbinding opgenomen in het besluit van de Waalse Regering van 9 mei 2019 tot aanneming van de ecologische verbindingen bedoeld in de artikelen D.II.2, § 2, lid 4, van het Wetboek ; deze ecologische verbinding is opgenomen als « alluviale vlaktes » ;

- de dichtstbij gelegen geklasseerde site is het geheel gevormd door het Ploegsteert Memorial en het Ploegsteertbos op 3.5 km in het noorden ;

- de gehele locatie is in de archeologische zonerings van Wallonië opgenomen als gebied met het aangetoond bestaan van archeologische sites ;

- het dichtstbij gelegen goed dat opgenomen is in de inventaris voor Waals cultureel onroerend erfgoed is een hoeve, gelegen op 100m ten oosten van de locatie ;

- de gegevensbank over de staat van de bodems meldt geen enkel verontreinigd perceel op de omtrek ;

- de woongebieden opgenomen in de aanvraagomtrek zijn in het saneringsplan per onderstroomgebied opgenomen als collectief saneringsstelsel ; ;

- de omtrek en dichte omgeving ervan is opgenomen in nitraatgevoelig gebied genaamd « Nord du Sillon Sambre et Meuse » waarvoor de toepassing van bijzondere teeltmaatregelen wordt vereist ;

Overwegende dat de gronden beoogd bij de herzieningsaanvraag van het gewestplan in het zuiden dichtbij de Franse grens liggen (minder dan 500 m) en in het noorden minder dan vier km van de administratieve grens met Vlaanderen verwijderd zijn ;

Overwegende dat de bestaande feitelijke en rechtstoestand van de gronden beoogd bij de aanvraag niet wijst op moeilijkheden die niet afgezwakt zouden kunnen door gepaste maatregelen en die zouden leiden tot het afwijzen van deze aanvraag ; dat deze gegevens in hun geheel en de daaruit getrokken conclusies het voorwerp zullen uitmaken van een tegenexpertise in het milieueffectenverslag in een later stadium van de procedure ;

Overwegende dat de adviezen uitgebracht door de gemeentelijke overheden en de instanties en personen, geraadpleegd inzake het basisdossier, zich uitspreken voor de aanvraag tot herziening van het gewestplan mits het grondig bestuurders van sommige gegevens in het milieueffectenverslag ;

Noodzaak om het gewestplan te herzien

Overwegende dat de herzieningsaanvraag van het gewestplan Moeskroen-Komen verband houdt met de opnemings van een nieuw ontginningsgebied dat op het einde van de uitbating een natuurgebied moet worden ;

Overwegende dat er nu reeds op het geldend plan is opgenomen, een ruim gebied van aanhorigheden van ontginningen, om en bij de 200 ha groot, dat zich aan weerskanten van de N58 uitstrekt, tussen de beek « De Warnave » in het noorden en de wegen « chemin de la Blanche » en « chemin du Bon Coin » in het zuiden ;

Overwegende dat de uitbating van de steengroeven en hun aanhorigheden luidens artikel D.II.33 van het Wetboek vergund wordt op gronden bestemd als gebied van aanhorigheden van ontginningen ;

Overwegende dat het deel van de gronden gelegen in het westen van de N58 nog niet ontgonnen is terwyl het deel gelegen aan de oostkant van de aanwezige weg nog zeer aanzienlijke oppervlaktes vertoont die nog niet zijn ontgonnen ;

Gelet op de inventaris van de ondergrondse rijkdommen van het Waals Gewest, uitgevoerd door het laboratorium voor en litho- en zoo-stratigrafisch onderzoek van de Universiteit Luik, in 1999-2000 op verzoek van het Waals Gewest, « met als doel het opstellen van perspectieven en behoeften van de in bedrijf zijnde groeven op dertig jaar, de inactieve groeven en de afzettingen opgenomen als ontginningsgebied op de geldende gewestplannen te bestuderen met het oog op hun eventuele herziening en nieuwe potentiële afzettingen te omschrijven om de bescherming van de rijkdommen van de toekomst te waarborgen », en gelet op de bijgewerkte versie uit 2010 ;

Overwegende dat dit onderzoek heeft geacht dat het noordelijk gebied van aanhorigheden, die niet het voorwerp van een vergunning uitmaakt, een volume inhoud van 5.5 miljoen m³ klei over een ontginbare diepte van 6m, wat goed is voor een areaal van 917.000 m³, theoretisch overeenstemmend met 25 jaar activiteit en dat de bestemming ervan op het gewestplan gevrijwaard diende te worden ;

Overwegende dat, als voorheen gemeld, de aanvrager acht dat deze afzetting minder kwaliteit bezit dan wat nu wordt uitgebaat en dat zij verlengd wordt in het aangevraagde ontginningsgebied, dat het gebied van aanhorigheden van ontginningen van de kleiverwerkingsfabriek verwijderd is en dat vrachtwagenvervoer nodig zou zijn ;

Overwegende dat de chemische samenstelling van de afzetting niet nauwkeurig is onderzocht in het kader van de inventaris van de ondergrondse rijkdommen, vastgesteld op verzoek van het Waals Gewest, en dat het basisdossier dat verband houdt met de aanvraag tot herziening van het gewestplan geen geotechnische analyse van deze afzetting bevat ; dat het in de huidige staat onmogelijk is na te gaan of zijn niet geschikt is voor de vervaardiging van producten uit gebakken aarde van de « Briqueteries de Ploegsteert » ;

Overwegende dat er, in de veronderstelling dat de afzetting uitgebaat zou kunnen worden door het bedrijf, ook dient te worden bekeken hoe de ontgonnen materialen naar de fabriek kunnen worden vervoerd zonder aanmerkelijke milieu-impact ;

Overwegende dat blijkt dat de gronden enkel voor een zeer klein deel (iets meer dan één hectare over meer dan 200) eigendom van de aanvrager zijn en dat de termijnen nodig voor verwerving ervan en het verkrijgen van de vergunningen geen ononderbroken verderzetting van de activiteit van de bedrijfseenheden van de fabriek van Ploegsteert mogelijk zouden maken ;

Overwegende dat het effectenverslag zal dienen via geofysische analyses, gegrond op minstens drie boringen, de chemische samenstelling en de ontginbaarheid van de afzetting benoorden de « chemin de la Blanche » en de « chemin du Bon Coin » na te gaan en dat de conclusies getrokken zullen moeten worden zowel voor de gelegenheid om het huidige gewestplan te herzien met het oog op de opnemings van een nieuw ontginningsgebied als voor de instandhouding van het gebied van aanhorigheden van ontginningen of de herbestemming ervan in het kader van een latere procedure tot herziening van het plan ten opzichte van artikel D.I.1 van het Wetboek en de waarin verwoorde noden van de gemeenschap ; dat daarin ook zal dienen te worden bekeken welke vervoersmogelijkheden voor de materie naar de verwerking overwogen zullen worden bij een verantwoorde ontginning van de afzetting ; dat ieder ander relevant alternatief voor de ligging van het gekozen ontginningsgebied eveneens onderzocht zal dienen te worden ;

Overwegende dat, rekening houdend met de dringende noodzaak om de activiteiten van de onderneming voor te zetten, en in afwachting van de conclusies van het MER over het eventueel voorhanden zijn van relevantere alternatieven, beslist moet worden tot de herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen met het oog op de opnemings van het nieuwe ontginningsgebied aangevraagd door de « Briqueteries de Ploegsteert » tussen de bedding van de voormalige spoorlijn, de route de Frelinghien, de rue du Touquet en de N58 ;

Overwegende dat de gronden op het geldend gewestplan heden immers opgenomen zijn als landbouw- en woongebied en dat het bepaalde van de artikelen D.II.24 en D.II.36 betreffende de in deze gebieden vergunde activiteiten en bouwwerken de uitbating van groeven niet mogelijk maken ;

Procedure.

Overwegende dat een herziening van het gewestplan tot opnemings van een ontginningsgebied overeenkomstig de artikelen D.II.48, § 1, en D.II.54, § 1, 2^o, van het Wetboek, door de Waalse Regering mag worden gevoerd om gevolg te geven aan de gemotiveerde aanvraag, gericht door een privaatrechtelijke rechtspersoon, en dat een aanvraag voor een bedrijfsvergunning in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning tegelijk met de procedure voor de herziening van het gewestplan mag worden gevoerd wanneer dit noodzakelijk is voor het toekennen van de vergunning verband houdend met de ontsluiting van het ontginningsgebied of van het gebied van aanhorigheden van ontginningen ;

Ontwerp-herziening van het gewestplan : gekozen bestemmingen en omtrekken

Overwegende dat de uitrustingen, voorzien in het aangevraagde ontginningsgebied, enkel de uitrustingen zijn die voor de uitbating onontbeerlijk zijn, dat het gebruik ervan beperkt wordt tot de duur van de uitbating van de gronden en wegneembaar zijn ;

Overwegende dat een bestemming van deze gronden als ontginningsgebied bijgevolg overeenstemt met het bepaalde van artikel D.II.41 van het Wetboek ;

Overwegende dat dezelfde bepaling eveneens voorschrijft dat het ontginningsgebied na afloop van de ontginning een ander niet-bebouwingsgebied wordt, met uitzondering van het parkgebied, en dat de nauwkeurige bestemming ervan wordt vastgesteld bij het herzieningsbesluit van het gewestplan;

Overwegende dat de aanvrager voor sommige gronden, na afloop van de uitbating, een bestemming voorstelt als natuurgebied; dat deze bestemming a priori geschikt lijkt gelet op de biologische rijkdom ontstaan in de voormalige kleigroeven van Ploegsteert en op de nabijheid van delen van de Natura 2000-locatie "Vallée de la Lys"; dat het ontginningsgebied eenmaal de uitbating afgelopen, in samenwerking met de vzw natuurreservaat Ploegsteert, weer omgevormd kan worden tot vochtige en natuurgebieden, zoals voorzien in het basisdossier, vlot zal kunnen terugkeren naar een fauna en een flora die afhankelijk zijn van vochtige gebieden;

Overwegende dat de omtrek van de aanvraag bestaat uit 28 kadastrale percelen waarvoor de bedrijfsvergunning in het kader van de samengevoegde procedure "gewestplan + vergunning" aangevraagd zal worden; dat daaruit voortvloeit dat de omtrek van de herzieningsaanvraag van het gewestplan hoofdzakelijk berust op de grenzen vallend onder het kadaster en niet de percelen vervat gekadastraerd sectie D nr 162 K en sectie F nr 858 D, waarvan de vennootschap niet de eigenaar is;

Overwegende dat de grenzen van de gebieden, op te nemen in het gewestplan, omschreven dienen te worden met behulp van vaste, makkelijk te vinden elementen zodat er in de toekomst geen betwisting ontstaat; dat de omtrek van het ontginningsgebied, als aangevraagd in het basisdossier, bijgevolg aangepast dient te worden;

Overwegende dat het westelijk deel van de door de aanvrager voorgestelde omtrek voor een zeer klein deel vervat is in de reserveringsomtrek opgenomen op het gewestplan als in januari 1979 opgesteld, om de aanleg van de N58 mogelijk te maken, daar de aanleg ervan toen gaande was;

Overwegende dat de weg is uitgevoerd en dat de inritten, gevestigd op die plaats, geen ruimte innemen op de percelen die het voorwerp van de herzieningsaanvraag zijn; dat het bestaan van de reserveringsomtrek bijgevolg a priori geen dwingende factor zijn voor de uitbating van het toekomstig ontginningsgebied; dat het milieueffectenverslag dit zal dienen te bevestigen en in zal moeten gaan op de noodzaak om eventueel in een afzonderingsomtrek aan de westrand van het nieuwe ontginningsgebied te voorzien;

Overwegende dat de schrapping van een reserveringsomtrek, opgenomen aan weerskanten van een gewestweg vallend onder het net van de hoofdverkeersinfrastructuur, niet onder het kader van een samengevoegde herziening gewestplan + vergunning valt en in voorkomend geval het voorwerp zal uitmaken van een afzonderlijke latere procedure;

Overwegende dat de omtrek van het ontginningsgebied, voorgesteld door de aanvrager voor de uitbreiding ervan, opnieuw afgebakend moet worden:

- in het westen, tot aan de inrit van de N58;
- in het oosten, tot aan de hoek gevormd door de route de Frelinghien en de voormalige NMBBS-spoorlijn;
- et, in het zuiden, tot aan een evenwijdige op 50 m van de noordrand van de rue du Touquet tot weg nr 35 en vervolgens tot de achtertuinen van de huizen gelegen langs deze straat tot aan de route de Frelinghien;

Overwegende dat het ontginningsgebied, gekozen bij dit ontwerp tot herziening van het gewestplan, in deze configuratie, een oppervlakte van 23,5 ha beslaat;

Overwegende dat de opneming van het ontginningsgebied, als overwogen in deze configuratie, voor gebiedsrafels van landbouwgebied zorgt; dat het milieueffectenverslag zal dienen na te gaan welk belang deze gronden nog voor de landbouw hebben en zich zal moeten uitspreken over de instandhouding van deze bestemming;

Overwegende dat de omtrek, aangevraagd door de aanvrager met het oog op de opneming van een nieuw ontginningsgebied, eveneens de bedding van de voormalige en afgedankte spoorlijn die dienst doet voor de vervoersband van de huidige én de toekomstige uitbating, behoudt; dat een dergelijke uitrusting niet beantwoordt aan het bepaalde van artikel D.II.36 van het Wetboek, betreffende landbouwgebied, en dat een lineair landbouwgebied met zo weinig breedte overigens aan de bestemmingen die het Wetboek oplegt niet kan voldoen;

Overwegende dat, ten opzichte van de aard van de installatie die erop gevestigd is, een bestemming van deze grondstrook als gebied van aanhorigheden van ontginningen tot op het punt waar het toekomt op de locatie van de fabriek, eerder geschikt is;

Overwegende dat de opneming van een gebied van aanhorigheden van ontginningen op de bedding van de voormalige NMBBS-spoorlijn de eventuele aanleg van een RAVeL-pas niet verhindert, daar de wegtracés niet ondergeschikt zijn gesteld aan de voorschriften van de zoning; dat het MER eveneens de haalbaarheid van het eventueel samengaan van een RAVeL-weg met deze bedding zal onderzoeken;

Overwegende dat de opneming van een gebied van aanhorigheden van ontginningen, iets meer dan 2.1 ha groot, met integratie van de huidige transportband, bijgevolg opgenomen is in dit ontwerp van herziening van het gewestplan;

Overwegende dat de keuze voor de bestemmingen en hun afbakeningen, zoals in aanmerking genomen in het de ontwerp-herziening, door de opsteller van het milieueffectenverslag, waaraan dit ontwerp zal worden onderworpen, onderzocht zal dienen te worden; dat de varianten inzake bestemming en afbakening behandeld zullen dienen te worden en dat alternatieve voorstellen, indien zij relevanter blijken, zullen moeten worden geformuleerd;

Overwegende dat de uitbating als doorlopend wordt voorzien en geen fasering voorziet;

Beginselen die van toepassing zijn op de herziening van het gewestplan – voorstellen van compensaties, in aanmerking genomen in de ontwerp-herziening

Overwegende dat het ontginningsgebied, als omschreven in artikel D.II.41 van het Wetboek, geklasseerd staat onder de niet-bebouwingsgebieden in de zin van artikel D.II.23, terwijl het gebied van aanhorigheden van ontginningen, vallend onder artikel D.II.33, dan weer opgenomen is als bebouwingsgebied;

Overwegende dat de beginselen, van toepassing op de herzieningen van het gewestplan als bedoeld in artikel D.II.45, §§ 1, 2 en 3, van het Wetboek, enkel betrekking hebben op de opneming van nieuwe bebouwingsgebieden in de plaats van niet-bebouwingsgebieden, in huidig geval, de opneming van een gebied van aanhorigheden van ontginningen op gronden die heden opgenomen zijn als landbouwgebied, zoals in aanmerking genomen in de ontwerp-herziening van het gewestplan zoals geherconfigureerd;

Overwegende dat het gebied van aanhorigheden van ontginningen, hoewel deze voorwaarde niet opgelegd wordt voor de opneming van een dergelijk gebied, aangrenzend is aan een bestaand bebouwingsgebied, in huidig geval het in het nooden aangrenzend gebied van aanhorigheden van ontginningen dat heden uitgebaat wordt; dat het inrichtingsbeginsel verwoord in artikel D.II.45, § 1, van het Wetboek, wordt nageleefd;

Overwegende dat het overwogen gebied van aanhorigheden van ontginningen niet aan de kant van een weg gelegen is en dat de opneming ervan op het gewestplan dus niet volgens de lintbebouwing zal gaan; dat daarmee dus de voorwaarde verwoord in artikel D.II.45, § 2, van het Wetboek vervuld wordt;

Overwegende dat artikel D.II.45, § 3, van het Wetboek bepaalt dat de opnemings van een nieuw bebouwingsgebied, met mogelijke niet te verwaarlozen effecten op het leefmilieu in de plaats van een niet-bebouwingsgebied, gecompenseerd wordt door de gelijkwaardige omvorming van een bestaand bebouwingsgebied of een gemeentelijk overleggebied tot een niet-bebouwingsgebied of door enige alternatieve compensatie, vastgelegd door de Regering zowel op operationeel, leefmilieu of energievak als in termen van mobiliteit, rekening houdend met name met de impact van het bebouwingsgebied op de buurt;

Overwegende dat de opnemings van smalle stroken grond, samen om en bij de 2.1 ha groot, waarop de transportband van het bedrijf gevestigd wordt, als gebied van aanhorigheden van ontginningen, bijgevolg een compensatie inhoudt in de zin van artikel D.II.45, § 3, van het Wetboek;

Voorstel tot compensaties

Overwegende dat artikel D.II.45, § 3, als voornoemd, eveneens bepaalt dat het de opdracht is van de Regering het type compensatie te kiezen die zij vastlegt, namelijk planologische of alternatieve compensatie, of de combinatie van beide in de door haar vastgestelde verhouding zonder dat één van beiden de bovenhand neemt;

Overwegende dat de opnemings van het gebied van aanhorigheden van ontginningen, als overwogen op het gewestplan, gecompenseerd wordt door de opnemings als natuurgebied van gronden met een diepte van om en bij de 75 m in het oostelijk verlengde van het natuurgebied opgenomen op het gewestplan bij besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012 op de voormalige kleigroeven in de onmiddellijke nabijheid van de fabriek;

Overwegende dat de planologische compensatie ongeveer 2.40 ha groot is; dat het gronden betreft, heden opgenomen als gebied van aanhorigheden van ontginningen die in uitbating zijn geweest; dat ze opgenomen zijn in de omtrek van het natuur- en vogelreservaat Ploegsteert (RNOP), maar niet opgenomen zijn in de Natura2000-locatie "Vallée de la Lys" (BE 3200) of in het biologisch waardevol vochtig gebied; dat hun opnemings, als natuurgebied, op het gewestplan, op juridisch vlak, het beschermingsstatuut dat dit milieu moet krijgen met het oog op de ontwikkeling van zijn biologische waarde nog zal versterken;

Overwegende dat dit voorstel tot planologische compensatie eveneens gedeeltelijk in kan spelen op de verwachtingen uitgedrukt door de gemachtigd ambtenaar in zijn voornoemd advies van 31 augustus 2020 et dat genoemd voorstel de voorwaarde in acht neemt, verwoord in artikel D.II.45, § 3, van het Wetboek; dat in het MER zal dienen te worden nagegaan of dit relevant is en eventuele alternatieven zullen moeten worden voorgesteld;

Verantwoording van de overwogen herziening van het gewestplan ten opzichte van artikel D.I.1 van het Wetboek

Overwegende dat de opnemings van een ontginningsgebied en van een gebied van aanhorigheden van ontginningen op het gewestplan hoofdzakelijk gemotiveerd wordt door economische en maatschappelijke redenen; dat de herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen ertoe strekt de nodige uitbating van klei voort te kunnen zetten voor het toeleveren van de vervaardigingsseenheden van producten in gebakken aarde van de locatie van Ploegsteert van de firma "Briqueteries de Ploegsteert" nv (met name BRISTAL en AFMA) ;

Overwegende dat de producten in gebakken aarde op basis van klei voor een groot deel in de bouwsector ingang vinden, dewelke toch goed is voor 12.5% van de Waalse economie en 5.7% van de loontrekkenden;

Overwegende dat deze producten met name onderdeel is van de woningbouw; dat de demografische perspectieven van het "Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique" op een groei van het aantal gezinnen wijzen, en dus op de behoefte aan woningen tegen 2035, te meer daar het huidige woningpark in Wallonië grotendeels verouderd is en dat de doelstellingen inzake koolstofneutrale bouw in 2050 voor massale renovaties en dichtere bebouwingen zullen zorgen;

Overwegende dat bouw en renovatie een belangrijke plaats zullen innemen in het relancebeleid voor de Waalse economie na afloop van de gezondheidscrisis die zich in 2020 heeft voorgedaan;

Overwegende dat de firma "Briqueteries de Ploegsteert", volgens de informatie die zij heeft medegedeeld, heden goed is voor 18% van de Belgische baksteenmarkt;

Overwegende dat de producten essentieel gericht zijn op de Belgische markt; dat hun verdeling plaatsvindt in een korte straal van 200 km rond Ploegsteert en dus tegen 73% in Vlaanderen, 7% in Wallonië en 5% in Brussel verkocht worden, met het saldo voor de uitvoer (cijfers 2021);

Overwegende dat de firma "Briqueteries de Ploegsteert" deel uitmaakt van een Belgische groep die werk biedt aan 650 personen, met maatschappelijke zetel gevestigd in Wallonië;

Overwegende dat uit het basisdossier blijkt dat de "Briqueteries de Ploegsteert" 134 personen tewerkstelt op de locatie van Ploegsteert zelf, 27 in Barry en 38 in Zonnebeke; dat de herziening van het gewestplan nodig is om het productieritme aan te kunnen houden in de verwerkingseenheden van producten in gebakken aarde op de locatie van Ploegsteert en de desbetreffende werkgelegenheid te kunnen behouden;

Overwegende dat het grotendeels om lokale werkgelegenheid gaat, met 70% arbeiders en 40% bedienden die hun woonplaats hebben in de gemeente Komen-Waasten; dat het bedrijf dus één van de grootste werkgevers uit de gemeente is;

Overwegende dat het basisdossier kwantitatief niet dieper is ingegaan op de onrechtstreekse werkgelegenheid teweeggebracht door het bedrijf, maar dat tal van onderaannemers betrokken zijn, meer bepaald in de levering van goederen en diensten allerhande (vervoer van afgewerkte producten enz.) en in andere eenheden van de roep (ondergrond van de productiemiddelen (CERATEC));

Overwegende dat, als de ontginningsactiviteit inherent is voor dit deel van Wallonië, de ontwerp-herziening zal leiden tot een definitief areaalverlies van zeer geschikte landbouwgronden; dat dit gevolgen zal hebben voor de bedrijvigheid van vier landbouwers, voor wie alternatieven onderzocht zullen dienen te worden;

Overwegende dat de ontwerp-herziening, als deze een significant effect zal hebben op het milieu, op termijn eveneens aan doelen zal kunnen voldoen inzake de instandhouding van biodiversiteit, in het bijzonder de avifauna, daar het ontwerp voorziet in:

- een uiteindelijke bestemming van het ontginningsgebied als natuurgebied na uitbating ervan zodat er een bijkomende ecologische schakel ontstaat tussen verschillende delen van de Natura 2000-locatie "Vallée de la Lys", met name het noordwestelijk deel beheerd in het kader van het vogelreservaat van Ploegsteert (RNOP) en het oostelijk deel opgericht na afloop van de uitbating door de firma's Delecourt/Wieneberger;

- de uitbreiding over ongeveer 2.40 ha naar het oosten van het natuurgebied opgenomen op de gronden die het RNOP vormen als planologische compensatie voor de opnemings van het ontwerp-gebied van aanhorigheden van ontginningen;

Overwegende dat het vogelreservaat van Ploegsteert (RNOP), sinds 1976 beheerd op initiatief van de firma "Briqueteries de Ploegsteert" meer dan 100 hectare beslaat aan meersen en watervlakken, rietvelden en andere milieus op de voorheen uitgebate kleigroeven; dat er op die locatie waar niet minder dan 220 vogelsoorten toeven gedeeltelijk sinds 1994 gelabeld is als biologisch waardevol vochtig gebied en sinds 2016 als Natura 2000-locatie is aangewezen;

Overwegende dat de aanvrager voorziet dat de herinrichting van de kleigroeve, als de uitbating afgelopen zal zijn, zal worden uitgevoerd in samenwerking met de vzw natuurreservaat Ploegsteert, zodat er een ruimte ontstaat dat de biodiversiteit genegen is;

Overwegende dat de uitbating, mogelijk gemaakt door de herziening van het gewestplan, weinig zichtbaar zal zijn vanop middellange en lange afstand en dat zij zich niet bevindt in een landschappelijk waardevolle omtrek of in het gezichtsveld van een op de beschermingslijst opgenomen onderdeel van het onroerend erfgoed;

Overwegende dat de klei nodig voor de vervaardiging van bouwmaterialen in de onmiddellijke nabijheid van de verwerkings- en uitvoeringsfabriek worden ontgonnen; dat dit zelfs na 2025 zo zal blijven, met de uitvoering van het overwogen ontginningsgebied;

Overwegende dat het vervoer van de ontgonnen materie verder via de transportband zal blijven verlopen, waardoor voorkomen wordt dat er jaarlijks om en bij de 14.000 vrachtwagentrajecten worden afgelegd; dat de opneming van het overwogen ontginningsgebied niet voor meer vrachtverkeer op de weg zal zorgen en geen druk zal zetten op de personenmobiliteit en het goederenvervoer;

Overwegende dat de materialen, vervaardigd uit ontgonnen klei, een lange levensduur hebben en gerecycled kunnen worden voor verscheiden doelen: vernalen gruis uit ceramiek dient als productie-onderdeel in het productieproces van de firma en kan ook op sportvelden worden gebruikt. Dit kan ook zonder voorafgaandelijke verwerking als aggregaat toegevoegd worden aan beton, en als stabilisatiemiddel voor wegenverkeer; zo wordt bijgedragen tot de circulaire economie en het spaarzaam gebruik van rijkdommen uit de ondergrond;

Overwegende dat uit de verstrekte informatie blijkt dat het energieverbruik voor klei-ontginning en vervoer ervan naar de fabriek relatief klein is; dat de onderneming zelf voorziet in 50% van zijn elektriciteitsbehoefte voor de productie, met name via de warmte-kracht-koppeling en zonnepanelen, wat ook een aanzienlijke verlaging van de CO₂-emissies tot gevolg heeft;

Overwegende dat de onderneming zicht in dat kader blijvend inzet en de locatie van de recent gesloten put 3 (ongeveer 11 ha) wenst te herbestemmen om er een zonneveld aan te leggen;

Overwegende dat het project geen verhoging van de energiebehoefte van de onderneming zal veroorzaken, noch enige nieuwe broeikasgasemissies, voor geen enkel ontginningsafval zal zorgen en dat er geen gevaarlijke of toxische stoffen zullen worden gebruikt, uitgezonderd stookolie voor de elektrogroep;

Overwegende dat huidige ontwerp-herziening van het gewestplan, om deze redenen, op evenwichtige wijze tegemoetkomt aan de noden van de gemeenschap zoals verwoord in artikel D.I.1 van het Wetboek; dat zij berust op een specifiek kenmerk van Picardisch Wallonië verband houdend met de kleirijkdom in de ondergrond en met de meer dan één eeuw oude vervaardiging van producten in gebakken aarde; dat de instandhouding van de activiteit en de werkgelegenheid er ook voor zal zorgen dat dit project zal zorgen voor zowel maatschappelijke cohesie via verloning als voor recht op wonen via de gevolgen van de activiteit voor de bouwsector;

Overeenstemming van de overwogen herziening van het gewestplan met het structuurplan

Overwegende dat het geldend structuurplan aanneemt dat de uitbating van de ondergrond van aanzienlijk economische belang is voor Wallonië en het gebruik van materialen uit het Gewest in de bouwsector aanmoedigt;

Overwegende dat de uitvoeringsbeginselen bepaald in het geldend structuurplan inzake de uitbating van ondergrondse rijkdommen bepalen dat de opneming van een ontginningsgebied op het gewestplan voorafgegaan wordt door een onderzoek naar de aard, het volume en het zeldzaam karakter van de afzetting, alsmede naar de behoeften van de gemeenschap op middellange termijn; dat deze behoeften beoordeeld moeten worden op een duurtijd van dertig jaar;

Overwegende dat de aanvraag tot opneming van een ontginningsgebied tussen de bedding van de voormalige NMBS-spoorlijn en de rue du Touquet voorafgegaan werd door een geofysisch onderzoek naar de chemische samenstelling en het volume die in de ondergrondse rijkdommen aanwezig zijn;

Overwegende dat de aanvrager, ten opzichte van het ontginningsritme, acht dat de aangevraagde uitbreiding de uitbating van de kleiafzetting mogelijk zal maken over een periode van een tiental jaren; dat hij na afloop van die termijn voorziet dat het aandeel van de recyclage en de opwaardering van secundaire materies de vermindering van natuurlijke kleivolumes mogelijk zal maken in de aanmaak van vervaardigde producten; dat daaruit een vermindering zou moeten voortvloeien van de te ontginnen volumes en van de arealen opgenomen als gebied nodig als aanhorigheden van ontginning of als ontginning;

Overwegende dat het milieueffectenverslag waaraan huidige ontwerp-herziening van het gewestplan zal worden onderworpen onder andere zal dienen te voldoen aan de opdracht van de beoordeling van de bruikbaarheid van de kleiafzetting in de bodem van het gebied van aanhorigheden van ontginningen dat reeds in het gewestplan is opgenomen benoorden de chemin de la Blanche en de chemin du Bon Coin; dat de conclusies die daaruit getrokken dienen te worden wat betreft de instandhouding van het gebied of de herbestemming ervan geheel of gedeeltelijk niet beperkt zullen blijven tot de behoeften van de onderneming, maar dat ze in perspectief zullen dienen te worden geplaast met de behoeften van de gemeenschap voor deze materialen op een termijn van 30 jaar;

Overwegende dat het structuurplan een spaarzame ontginning van de ondergrondse rijkdommen oplegt, zonder verspilling en met een gepaste benutting; dat de bedrijfsvergunning de maatregelen moet vastleggen om deze optimale uitbating van de afzetting te garanderen;

Overwegende dat het ontwerp-plan, in aanmerking genomen bij dit besluit, samengevat betrekking heeft op de opneming :

- van een ontginningsgebied en de bestemming ervan als natuurgebied na afloop van de uitbating ;
- van een gebied van aanhorigheden van ontginningen ;
- van een natuurgebied als planologische compensatie bij de opneming van het overwogen gebied van aanhorigheden van ontginningen ;

Overwegende dat het aldus opgemaakte ontwerp-plan niet te verwaarlozen effecten zou kunnen hebben op het leefmilieu wegens de kenmerken van het gewestplan, van de effecten en van de gebieden die aangetast zouden kunnen worden ;

Overwegende dat de milieueffectenrapportage bijgevolg vereist is, waarvoor een milieueffectenverslag van het ontwerp-plan dient te worden opgesteld ;

Overwegende dat het milieueffectenverslag van het ontwerp-plan de zowel positieve als negatieve effecten van de opneming van elk bestanddeel van het ontwerp-plan van het gewestplan Moeskroen-Komen zal onderzoeken ;

Overwegende dat de informatie die in dat rapport moet worden opgenomen, dient te worden bepaald ;

Overwegende dat artikel D.VIII.33, § 3, van het Wetboek de minimuminhoud van het milieueffectenverslag vaststelt ; dat de omvang en de nauwkeurigheid van de informatie die moet worden verstrekt bepaald dient te worden om de specifieke kenmerken van het ontwerp-plan op die wijze in rekening te kunnen nemen ;

- Omvang van de te verstrekken informatie

Overwegende dat geen enkel onderdeel van het ontwerp-plan vrijgesteld is van het milieueffectenverslag ;

Overwegende dat de opsteller van het milieueffectenverslag zal de gezamenlijke sociaal-economische en technische gegevens, opgeworpen in huidige ontwerp-herziening van het gewestplan, met inbegrip van de elementen uit het door de aanvrager voorgestelde basisdossier, zal dienen na te gaan ;

Overwegende dat het milieueffectenverslag volgens de trechterformule zal dienen te werken, namelijk dat de analyse van de onderdelen van het ontwerp-plan, volgens de aard van de behandelde aspecten, verricht zal worden van de grootste schaal naar de plaatselijke schaal van de omtrek van de aan herziening onderworpen gebieden ;

Overwegende dat de analyse van de behoeften die de opnemings van een nieuw ontginningsgebied op het gewestplan Moeskroen-Komen beperkt zal moeten worden tot de markt voor klei, neven- en vervangingsproducten als materiaal bestemd voor het vervaardigen van baksteen. De aanvraag zal geïntegreerd en beoordeeld moeten worden in de context van België, het Waals Gewest en de naburige streken en landen.

Overwegende dat het areaal dat voor het ontginningsgebied zal moeten dienen ten opzichte van het actueel aanbod van het gewestplan voor de overwogen activiteiten (en de eventueel in onderzoek zijnde activiteiten), van de behoeften van de activiteit en van de herinrichtingsprojecten beoordeeld zal dienen te worden ;

Overwegende dat deze beoordeling – met name – een verificatie zal inhouden van het ontginbaar karakter van de afzetting benoorden de chemin de la Blanche en de chemin du Bon Coin ; dat daaruit conclusies getrokken zullen moeten worden over zowel de gepastheid van de huidige herziening van het gewestplan voor de opnemings van een nieuw ontginningsgebied als voor over de instandhouding van het gebied van aanhorigheden van ontginningen of de herbestemming ervan, in het kader van een eventuele latere planherzieningsprocedure ten opzichte van artikel D.I.1, van het Wetboek, en van de daarin verwoorden noden van de gemeenschap ;

Overwegende dat de alternatieven overwogen voor de verschillende onderdelen van het ontwerp-plan overeenkomstig artikel D.VIII.33, § 3, lid 1, 10°, van het Wetboek, betrekking zullen hebben op zowel de ligging als de afbakening, de bestemming of de beschermingsomtrekken en eventuele in overdruk aan te brengen bijkomende voorschriften, die in aanmerking genomen zullen moeten worden bij de definitieve aanneming van de herziening van het gewestplan ;

Overwegende dat het MER de niet te verwaarlozen effecten van de ontwerp-herziening op het leefmilieu op Frans grondgebied en op het grondgebied van de Vlaamse Gemeenschap zal moeten omschrijven ;

- Omvang van de te verstrekken informatie

Overwegende dat het verslag rekening zal houden :

- met de specifieke economische, technische en leefmilieukennmerken van het ontwerp ;
- met de adviezen uitgebracht op het basisdossier en/of de inhoud van het verslag ;
- met de bemerkingen die het publiek geopperd zal hebben bij de voorafgaandelijke informatievergadering.

Overwegende dat uit het onderzoek van de aanvraag, de bemerkingen en de suggesties van het publiek en de overgemaakte adviezen blijkt dat het milieueffectenverslag van het ontwerp-plan meer in het bijzonder aandacht moet besteden aan het onderzoek naar :

- de impact op de omwonenden (geluidshinder, schadelijke fauna, waterputten, toestand van afzondering voor sommige woningen...) en de afzonderingsomtrek of -regeling die vastgesteld dient te worden overeenkomstig artikelen D.II.28 en 41 van het Wetboek, in het bijzonder langs de grenzen met het woongebied ;

- de kwaliteit van de afzetting in het gebied van aanhorigheden van ontginningen, opgenomen benoorden de « chemin de la Blanche » en de « chemin du Bon Coin » en de gelegenheid, met name gelet op de drukfactoren vastgesteld in het basisdossier en de noden van de gemeenschap, om een gebied van aanhorigheden van ontginningen in stand te houden op de nog beschikbare onontgonnen gronden ;

- water : met name :

WW de impacten van het project op de grondwaterlaag, de waterpunten en de bebouwing in de omgeving ;

WW het beheer van opgepompt en regenwater ;

WW de overstromingsrisico's ;

- de impact op de zachte mobiliteit (RAVeL-project, wandellus), de eventuele noodzaak om de geschrapte buurtwegen te herstellen en de mogelijkheid om weg nr 35 om te leiden ;

- de noodzaak voor een afzonderingsomtrek langs de N58 en zijn voorzieningen ;

- de impact op de activiteit en de landbouwkrijddommen, de identificatie van de mogelijkheden tot herlokalisering van de verloren gegane landbouwarealen en de begeleidingsmaatregelen die ingevoerd kunnen worden ten opzichte van de betrokken landbouwbedrijven, het belang voor de landbouw om het landbouwgebied in stand te houden buiten de omtrek van het ontginningsgebied om ;

- de nabijheid van biologisch zeer waardevolle gebieden (Natura 2000, RNOP, ZHIB...) en de significante effecten van het ontwerp-plan op de woningen en de beschermde soorten, aanwezig in deze gebieden ; het belang op biologisch vlak van het voorstel tot planologische compensatie en de optie tot herbestemming op termijn van het ontginningsgebied ;

Overwegende dat de gelegenheid om een nieuw ontginningsgebied op te nemen langs bewoonde straten zal gevalideerd dienen te worden ten opzichte van met name de impacten ervan op de stabiliteit van de bouwwerken, die aangeduid zullen dienen te worden in een daartoe dienende specifieke (met name geotechnische) studie van de grondwaterlaag en de niveauschommelingen ;

Overwegende dat de beoordeling van het uitbaar karakter van de afzetting benoorden de « chemin de la Blanche » en de « chemin du Bon Coin » zal met name inhouden dat de geofysische analyses gegrond op minstens drie boringen worden uitgevoerd ;

Overwegende dat de conclusies van het MER over de ontginbaarheid van het gebied van aanhorigheden van ontginningen, heden opgenomen op het gewestplan benoorden de « chemin de la Blanche » en de « chemin du Bon Coin » eveneens gebaseerd zullen worden op de mogelijkheden tot vervoer van de rijkdom naar de plaats van verwerking, rekening houdend met de hypothesen die daarvoor in aanmerking zullen worden genomen ;

Overwegende dat het beheer van de geluidshinder, de trillingen en zelfs het stof, als er hinder is, hoofdzakelijk valt onder de vergunningen in verband met de uitbating van de groeve en de daaraan verbonden voorwaarden ; dat deze aspecten niettemin in overweging dienen te worden genomen in het milieueffectenverslag van het

Overwegende dat de gronden beoogd bij de ontwerp-herziening van het gewestplan gelegen zijn in de onmiddellijke nabijheid van de Natura 2000-locatie BE32001 « Vallée de la Lys » waarvan het vogelreservaat Ploegsteert deel uitmaakt (RNOP) ; dat, hoewel ze geen bijzonder rechtsstatuut kregen toegewezen inzake instandhouding van de natuur of een aanwijzing als Natura 2000-locatie, de landbouwvlakte waarin ze plaats nemen gebruikt wordt door de avifauna die niet noodzakelijkerwijs gebruik maakt van de watervlakken en de ruimtes betrokken bij het vogelreservaat ;

Overwegende dat er een specifieke evaluatie uitgevoerd dient te worden van de effecten van het ontwerp-plan op de beschermde soorten en habitats van EU-belang in en buiten de Natura 2000-locatie ; dat deze beoordeling zal beantwoorden aan de type-inhoud vastgesteld door de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu ; dat dit zal voldoen aan de versieten van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud (geschikt genoemde beoordeling) ; data ls die beoordeling zou moeten wijzen op een risico van een significant effect voor een beschermde soort, nagegaan zal dienen te worden of de voorwaarden voor de toekenning van de afwijking in toepassing van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud ter zake vervuld zouden kunnen worden ;

Overwegende dat de uitgevoerde beoordeling van de effecten eveneens de vereiste elementen zal diienen te bevatten voor de vergunningsaanvraag (artikel D.II.54, § 2, tweede lid, van het Wetboek) ;

- Voorstel tot raadplegingen

Overwegende dat de ontwerp-inhoud van het milieueffectenverslag, evenals het ontwerp-plan, ter advies voorgelegd dienen te worden van de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening en van de Beleidsgroep Leefmilieu overeenkomstig artikel D.VIII.33, § 44, van het Wetboek ;

Overwegende dat het, daar het een procedure betreft beoogd in artikel D.II.54 van het Wetboek, vereist wordt dat de adviezen van de gemachtigd ambtenaar en van de technische ambtenaar eveneens in dit stadium van de procedure worden ingewonnen ;

Overwegende dat er daarnaast een bijzondere aandacht moet uitgaan naar het onderzoek van de gevolgen van het ontwerp-plan op wilde fauna en flora, op de landbouw, op de ecologische doorgangsgebieden, op de oppervlaktewateren en het grondwater, evenals op de keuze van de bestemmingen die vastgesteld dienen te worden voor het ontginningsgebied na afloop van de uitbating ervan ; dat het bijgevolg nuttig is dat de ontwerp-inhoud van het milieueffectenverslag ter advies wordt voorgelegd aan de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu ;

Overwegende dat de locatie gelegen is op minder dan één kilometer van de Franse grens en in de nabijheid van het Vlaams Gewest ; dat de ontwerp-herziening van het gewestplan niet te verwaarlozen grensoverschrijdende effecten heeft op die gebieden ; dat het dus relevant is om de bevoegde overheden van het Vlaams Gewest en van Frankrijk vragen voor te leggen in overeenstemming met artikel D.VIII.33, § 4, lid 4, van het Wetboek ;

IV. Ter conclusie

Overwegende dat huidige gewestplanherziening Moeskroen-Komen ertoe strekt, de voorzetting van de ontginning van klei voor de werking van de fabriek voor de vervaardiging van producten in gebakken aarde van de firma « Briqueteries de Ploegsteert » mogelijk te maken ;

Overwegende dat dit ontwerp, om hogervermelde redenen en onder voorbehoud van de conclusies van het milieueffectenverslag waaraan het onderworpen zal worden, het meest geschikt is om dit doel te bereiken en tegelijk de noden van gemeenschap als verwoord in artikel D.I.1 van het Wetboek te kunnen vervullen, in het bijzonder de noden inzake maatschappelijk en economisch leven en leefmilieu ;

Overwegende dat bijgevolg tot de herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen dient te worde besloten en dat het ontwerp-plan met het oog op de opnemng dient te worden aangenomen ;

- van een ontginningsgebied dat een natuurgebied zal worden na afloop van de uitbating op de gronden gelegen te Komen-Waasten (Ploegsteert) tussen de bedding van de voormalige NMBS-spoorlijn, de rue du Touquet, de route de Frelinghien en de N58 ;

- van een gebied van aanhorigheden van ontginningen in het verlengde van het bestaande gebied benoorden de voormalige bedding van de spoorlijn, op de gronden waarop de transportband van het bedrijf gevestigd is ;

- en van een natuurgebied, op gronden ingesloten in het natuur- en vogelreservaat van Ploegsteert, als compensatie voor de opnemng van het ontworpen gebied van aanhorigheden van ontginningen ;

- op het laten uitvoeren van een milieueffectenverslag daarvan ;

Overwegende dat de ontwerp-inhoud van het milieueffectenverslag bijgevoegd bij dit besluit de draagwijdte van artikel D.VIII.33, § 2, van het Wetboek verduidelijkt door de omvang en de nauwkeurigheid van de informatie die het moet bevatten ten opzichte van de specifieke kenmerken van het ontwerp-plan te bepalen,

Besluit :

Artikel 1. Het gewestplan Moeskroen-Komen (blad 36/2) dient te worden herzien om de voortzetting mogelijk te maken van de ontginningsactiviteit van de firma N.V. Briqueteries de Ploegsteert op het grondgebied van de gemeente Komen-Waasten (Ploegsteert).

Art. 2. De ontwerp-herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen betreffende de inschrijving te Ploegsteert op het grondgebied van de gemeente Komen-Waasten

✓ van een ontginningsgebied dat na afloop van de uitbating een natuurgebied wordt ;

✓ van een gebied van aanhorigheden van ontginningen ;

✓ van een natuurgebied als planologische compensatie ;

wordt aangenomen overeenkomstig bijgevoegd plan.

Art. 3. Er dient een milieueffectenverslag van het ontwerp-plan te worden uitgevoerd.

De ontwerp-inhoud van het milieueffectenverslag van het ontwerp-plan, bijgevoegd, wordt aangenomen.

Art. 4. De Directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Gebiedsontwikkeling, Wonen, Erfgoed, Energie wordt belast met de uitvoering van dit besluit en met het voorleggen van de ontwerp-inhoud van het milieueffectenverslag evenals het ontwerp-plan ter advies aan de Beleidsgroep Leefmilieu, de Beleidsgroep Ruimtelijke Ordening, aan de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpmiddelen en Leefmilieu, aan de gemachtigd ambtenaar, aan de technische ambtenaar evenals aan de bevoegde overheden van het Vlaams Gewest en van Frankrijk.

Namen, 8 maart 2022.

Bijlage bij het ministerieel besluit van 8 maart 2022 tot herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen (blad 36/2), tot aanneming van het ontwerp-plan tot opneming, op het grondgebied van de gemeente Komen-Waasten (Ploegsteert), van een ontginningsgebied dat aan het einde van de exploitatie een natuurgebied zal worden en van een gebied van aanhorigheden van ontginningen, om de voortzetting van de kleiwinning en een natuurgebied als planologische compensatie mogelijk te maken, een rapport over de milieueffecten van het ontwerp-plan te laten opstellen en de ontwerp-inhoud vast te stellen}

ONTWERP-INHOUD VAN HET MILIEUEFFECTRAPPORT

De ontwerp van herziening van blad 36/2 van het gewestplan Moeskroen-Komen betreft de opneming, op het grondgebied van Komen-Waasten (Ploegsteert):

- van een ontginningsgebied van 23,5 ha, dat aan het einde van de exploitatie een natuurgebied zal worden, op gronden gelegen te Komen-Waasten (Ploegsteert) tussen de voormalige NMBS-lijn, Touquetstraat, Frelinghienweg en de N58;
- een gebied van aanhorigheden van ontginningen met een oppervlakte van 2,13 ha, als uitbreiding van het bestaande gebied, op de gronden waar de transportband van de exploitatie zich bevindt;

De opneming van het gebied van aanhorigheden van ontginningen gaat vergezeld van de volgende voorlopig gehandhaafde planologische compensatie:

- de opneming van een natuurgebied aangrenzend aan het huidige natuurgebied en het uitbreiden ervan naar het oosten, op gronden die deel uitmaken van het natuurgebied en vogelreservaat van Ploegsteert;

Het milieueffectrapport (MER) heeft betrekking op dit ontwerp van herziening van het gewestplan, zoals aangenomen door de overheid, dat gevalideerd dient te worden (of niet), en niet op de aanvraag tot herziening van het gewestplan zoals ondersteund door het basisdossier dat door de aanvrager is ingediend. Iedere verwarring tussen de twee documenten dient vermeden te worden.

A. Omvang

Geen enkel onderdeel van het ontwerp-plan is vrijgesteld van het milieueffectrapport (MER).

Het is aan de opsteller van het milieueffectrapport om alle sociaaleconomische en technische gegevens te verifiëren die in dit ontwerp van herziening van het gewestplan zijn opgenomen, met inbegrip van de gegevens uit het door de aanvrager ingediende basisdossier.

In het milieueffectrapport zal het beginsel van een "trechter"-benadering worden gevolgd, d.w.z. dat de analyse van de onderdelen van het ontwerp-plan, afhankelijk van de aard van de behandelde kwesties, zal worden uitgevoerd vanaf de breedste schaal tot de lokale schaal van de omtrek van de te herziene gebieden.

De analyse van de behoeften die de opneming van een nieuw ontginningsgebied in het gewestplan Moeskroen-Komen rechtvaardigen, moet beperkt blijven tot de kleimarkt, de nevenproducten en

vervangproducten daarvan, als materiaal voor de productie van bakstenen. Die zal het verzoek moeten situeren en evalueren in de context van België, het Waalse Gewest en de aangrenzende regio's of buurlanden.

De oppervlakte die voor het ontginningsgebied moet worden bestemd, moet worden beoordeeld in het licht van de huidige voorzieningen in het gewestplan voor de beoogde activiteiten (en die welke eventueel nog wordt beoordeeld), de behoeften van de activiteit alsook de herinrichtingsprojecten.

Deze beoordeling omvat onder meer een verificatie van de exploitierbaarheid van de afzetting ten noorden van "Chemin de la Blanche" en "Bon Coin". Conclusies dienen te worden getrokken zowel ten aanzien van de opportuniteit van een herziening van het huidige gewestplan voor de opneming van een nieuw ontginningsgebied, als ten aanzien van het behoud of de herbesteding van het gebied van aanhorigheden van ontginningen, in het kader van een eventuele toekomstige planherzieningsprocedure, in het licht van artikel D.I.1. van het Wetboek en de daarin vermelde behoeften van de gemeenschap.

De voor de verschillende onderdelen van het ontwerp-plan overwogen alternatieven zullen, overeenkomstig artikel D.VIII.33, §3, eerste lid, 10°, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, zowel betrekking hebben op de ligging als op de afbakening, de toewijzing of de eventuele bijkomende beschermingsperimeters en voorschriften in overdruk die bij de definitieve aanneming van de planherziening moeten worden weerhouden.0}

In het MER zullen de belangrijke milieueffecten van het ontwerp van herziening op het Franse grondgebied en dat van de Vlaamse Gemeenschap worden aangegeven.

B. Nauwkeurigheidsgraad van de gegevens

De inhoud van het milieueffectrapport van het plan dat hieronder weerhouden is vormt een modeldocument waarvan de elementen a priori toereikend worden geacht in het licht van de artikelen D.VIII.29 tot en met 37 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. Dit ontslaat de auteur van het verslag niet van de verplichting te voldoen aan de bepalingen van artikel D.VIII.33, §3, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, waaraan hij nog steeds moet voldoen. In dit verband zal de geselecteerde aanpassing bijzonder zorgvuldig worden gemotiveerd om te voldoen aan artikel D.I.1 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

De auteur van het milieueffectrapport zal rekening houden met wat volgt:

- de economische, technische en milieutechnische specificiteiten van het project;
- de adviezen over het basisdossier en/of de inhoud van het verslag;
- de opmerkingen van het publiek tijdens de voorafgaande voorlichtingsbijeenkomst.

Onverminderd de kwaliteit en de zorgvuldigheid die aan het milieueffectrapport in zijn geheel moeten worden besteed, blijkt uit de analyse van de aanvraag, de opmerkingen en suggesties van het publiek en de ingediende adviezen dat in het milieueffectrapport van het ontwerp-plan bijzondere aandacht moet worden besteed aan de analyse van:

- de gevolgen voor de buurtbewoners (lawaai, schadelijk wild, artesische putten, afzondering van bepaalde huizen, ...) en de overeenkomstig artikelen D.II.28 en 41 van het Wetboek van Ruimtelijke

Ontwikkeling vast te stellen isolatieperimeter of -voorziening, met name langs de grenzen met de habitatzone;

- de kwaliteit van de afzetting in het gebied van aanhorigheden van ontginningen ten noorden van de "chemins de la Blanche et du Bon Coin" en de mogelijkheid, met name gelet op de in het basisdossier vermelde beperkingen en de behoeften van de gemeenschap, om een gebied van aanhorigheden van ontginningen geheel of gedeeltelijk te handhaven op de nog beschikbare niet ontgonnen gronden;
- water: met name:

de gevolgen van het project voor de grondwaterlaag, de artesische putten en de omliggende gebouwen;

- het beheer van bemalings- en afvloeiingswater;
- het overstromingsgevaar;
- de gevolgen voor de zachte mobiliteit (RAVeL-project, wandellus), de eventuele noodzaak om de geschrapte buurtwegen te herstellen en de mogelijkheid om pad nr. 35 om te leggen;
- de noodzaak van een afzonderingsmarge langs de N58 en de voorzieningen ervan;
- de gevolgen voor de landbouwactiviteit en -hulpbronnen, de identificatie van mogelijkheden om verloren landbouwgrond te herplaatsen en de begeleidingsmaatregelen die ten behoeve van de betrokken landbouwers kunnen worden getroffen, het belang voor de landbouw om landbouwgebied buiten de perimeter van het ontginningsgebied te behouden;
- de nabijheid van gebieden van groot biologisch belang (Natura 2000, RNOP, ZHIB,...) en de gevolgen van het ontwerp-plan voor de habitats en beschermde soorten die in deze gebieden aanwezig zijn, het belang van de voorgestelde planologische compensatie en van de mogelijkheid van een eventuele herbestemming op termijn van het ontginningsgebied.

Deze lijst is niet limitatief.

De mogelijkheid om een nieuw ontginningsgebied op te nemen aan de rand van bewoonde straten zal moeten worden gevalideerd, met name wat betreft de gevolgen ervan op de stabiliteit van gebouwen, dat moet worden vastgesteld op grond van een passend specifiek onderzoek (met name geotechnisch) van het grondwaterpeil en de niveauverschillen daarvan.

De beoordeling van de ontginbaarheid van de afzetting ten noorden van de "chemins de la Blanche" en "du Bon Coin" zal - met name - geofysische onderzoeken op grond van tenminste drie boringen omvatten.

De conclusies van het MER over de exploitatiebaarheid van het thans in het gewestplan opgenomen gebied van aanhorigheden van ontginningen ten noorden van de "chemins de la Blanche" en "du Bon Coin" zullen ook gebaseerd zijn op de mogelijkheden om de hulpbron naar de verwerkingslocatie te vervoeren, rekening houdend met de hypothesen die voor deze laatste zullen zijn gemaakt.

Hoewel het beheer van geluids-, trillings- en zelfs eventueel stofoverlast hoofdzakelijk afhangt van de ontginningsvergunningen en de voorwaarden die daarin zijn opgenomen, moeten deze aspecten in het deel van het milieueffectrapport met betrekking tot het ontwerp-plan in aanmerking worden genomen om de haalbaarheid ervan te verifiëren.

De gronden waarop het ontwerp van herziening van het gewestplan betrekking heeft, bevinden zich in de onmiddellijke nabijheid van Natura 2000-gebied BE32001 "vallée de la Lys", waarvan het ornithologisch natuurreservaat van Ploegsteert (RNOP) deel uitmaakt. Hoewel die geen bijzondere juridische status hebben inzake natuurbehoud of aanwijzing als Natura 2000-gebied, wordt de

landbouwvlakte waarin die zich bevinden, gebruikt door de avifauna die niet noodzakelijk de watervlakken en ruimten verbonden aan de "RNOP" bezoekt.0}

Daarom moet een specifieke beoordeling uitgevoerd worden van de gevolgen van het ontwerp-plan voor de beschermde soorten en habitats van communautair belang binnen en buiten Natura 2000-gebieden. Deze beoordeling zal voldoen aan de standaardinhoud bepaald door de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en zal in overeenstemming zijn met de eisen van de wet van 12 juli 1973 inzake natuurbehoud (de zogenaamde "gepaste beoordeling"). Indien uit deze beoordeling blijkt dat er een risico bestaat van significante gevolgen voor een beschermde soort, moet worden nagegaan of in casu mogelijk wordt voldaan aan de toekenningsvoorwaarden van de afwijking overeenkomstig de wet op het Natuurbehoud van 12 juli 1973.

De uitgevoerde effectbeoordeling moet ook de elementen bevatten die vereist zijn voor de vergunningsaanvraag (artikel D.II.54, §2, lid 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling).

FASE 1

Inleiding

Doel van de inleiding is het milieueffectrapport van het ontwerp-plan in de juiste context te plaatsen en met name de procedure voor het publiek te verduidelijken.0}

1. **Herinnering aan de procedure voor de herziening van een gewestplan** - artikelen D.II.48 tot en met 50 (procedure) en boek VIII (inspraak van het publiek en effectbeoordeling) van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.
2. **Voorstelling van het** door de Waalse Regering aangenomen **ontwerp-plan**, met inbegrip van de verzachtende maatregelen met betrekking tot de uitvoering van het project (art. D.VIII.33, §3, lid 1, 1°).
3. **Actoren van de herziening van het gewestplan**

3.1. Beleidsmaker: *Waalse Regering, vertegenwoordigd door de minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening.*

Initiator van het verzoek: promotor van het project, vennootschap of natuurlijke persoon die de groeve uitbaat. *Organogram van de vennootschap (meer bepaald wanneer er meerdere filialen, of meerdere vennootschappen in een groep zijn). De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.*

3.2. Opsteller van het milieueffectrapport: erkend studiebureau: vermeld de categorieën en de duur van de erkenningen, de verschillende personen die aan het rapport hebben meegewerkt en hun vaardigheden. *De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.*

4. **Potentiële drukfactoren vermeld in het besluit tot goedkeuring van het ontwerp-plan**

Het betreft de drukfactoren vermeld in het besluit tot goedkeuring van het ontwerp-plan op grond van de analyse van de feitelijke en de rechtstoestand en van de verschillende adviezen die in dit stadium van de procedure ontvangen zijn (Gemeenteraad, gemeentelijke adviescommissie ruimtelijke ordening en mobiliteit, gemachtigd ambtenaar, de beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening", de beleidsgroep "Leefmilieu", en andere personen of instanties die de Regering nuttig acht om te raadplegen).

Hoofdstuk I. Omschrijving van het ontwerp-plan

1. Doel van de herziening van het gewestplan (art. D.VIII.33, §3, lid 1, 1°)

Ligging en oppervlakte van de zone(s) van aanhorigheden van een ontginning en/of ontginningszone(s) (of andere beschermingszones en/of -omtrek(ken) en bijkomende voorschriften voorzien in artikel D.II.21 van het Wetboek) opgenomen/geschrapd in het ontwerp-plan.

- 1.1. Exacte lokalisatie:** (provincie, gemeente(n), plaatsnaam, straat, bladnr. NGI, Lambert-coördinaten) en afbeelding op wegen- en topografische kaarten (1/50 000 en 1/10 000) + orthofotoplan op 1/10 000;
- 1.2. Kadastrale percelen betrokken bij de gewestplanherziening** op de NGI-kaart aangebracht met schaal 1/10 000e en 1/25 000e, de totale oppervlakte van de eigendom van de aanvrager opgeven, afschrift van de akkoorden in verband met de terbeschikkingstelling van de gronden, ...enz. ;
- 1.3. Huidige en geplande bestemmingen in het gewestplan** (kaarten 1/10.000e en 1/25.000e), de oppervlakten van de zones waarvan de bestemming verandert nader bepalen. In voorkomend geval de bedoelde bijkomende voorschriften nader omschrijven (zie artikel D.II.21, §3, van het Wetboek).
- 1.4. Geologische omschrijving van de afzetting** bedoeld in de herziening van het gewestplan:
 - Regionale toestand (structureel bekken of massief);
 - afzetting (lithologie, ouderdom, formatie, lid, totaal en gevaloriseerd vermogen, structuur van de lagen (helling en richting), aard en dikte van de bedekking... ;
 - geotechnische drukfactoren (karst, tectonische accidenten (breuken en verschuivingen), hydrogeologie, voormalige ondergrondse mijnwerkzaamheden;
 - afzettingsreserves (de berekeningsmethoden nader omschrijven) : een beschrijving van de beschikbare reserves binnen het toekomstige ontginningsgebied, uitputtingstijden aan het huidige uitbatingstempo en in geval van groei.Een uittreksel bijvoegen van de meest recente geologische kaart met ten minste:
 - een geologische dwarsdoorsnede ter hoogte van de toekomstige exploitatie;
 - De bevindingen van de boringen en/of van de geofysische prospectie, de bevindingen van de fysisch-chemische analyses of van elk ander gegeven in verband met de kwaliteit van de te ontginnen afzetting.
- 1.5. Gepland exploitatieproject:**
 - Productie (de producten van de groeve nader omschrijven en de hoeveelheden opgeven (in ton of kubieke meter), een eventuele voorziene groei, de huidige en/of overwogen valoriserings (nieuwe producten) aangeven, ook voor de steriele gesteenten (gebruiksvormen, toepassingen, opgeslagen volumes uitleggen);
 - Ontginningstechnieken en behandeling van de rots (flowsheet van de ontginning);
 - fasering van de ingebruikneming (inclusief het beheer van steriele gesteenten, van bemalingswater, bijgebouwen en herinrichting), waarbij wordt gespecificeerd wat nodig is in het gebied van aanhorigheden van ontginningen of het

ontginningsgebied;geplande infrastructuuren (in de omtrek van het ontwerp en daarbuiten);

4.1. bereikbaarheid van de site, beheer van de mobiliteit en vervoer van de producten.

2. Identificatie en uitleg van de doelstellingen van de herziening van het gewestplan (art. D.VIII.33, §3, lid 1,1°)

Het milieueffectrapport zal de doelstellingen nagestreefd door de Waalse Regering, zoals vermeld in het besluit tot aanneming van het ontwerp-plan, onderstrepen en analyseren. Het is geen kopieerwerk en ook geen interpretatie.

De argumenten die de noodzaak rechtvaardigen om het gewestplan te herzien met het oog op de uitvoering van het project dat ten grondslag ligt aan de herziening, zullen nader toegelicht worden.

3. Kritische analyse van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het ontwerp-plan ten opzichte van relevante plannen en programma's (art. D.VIII.33, §3, lid 1, 1°)

Die analyse dient onder andere de controle te bevatten van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het ontwerp-plan met de belangen voorgesteld in de regelgevende en beleidsbepalende documenten van het Gewest, met name het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, alsook de verschillende plannen en programma's (zoals het ruimtelijk ontwikkelingsplan (SDT), het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, ...).

De doelstellingen van bedoelde gewestelijke documenten moeten niet samengevat worden. Wat wel gedaan moet worden, is de doelstellingen van het ontwerp-plan analyseren ten opzichte van die documenten.

Hoofdstuk II. Sociaal-economische verantwoording van de opneming van gebieden van aanhorigheden van ontginningen en van ontginningsgebieden in het gewestplan

In dit hoofdstuk wordt nagegaan of de gronden opgenomen als gebied van aanhorigheden van ontginningen en als ontginningsgebied in het gewestplan binnen een relevant gebied (nader te bepalen) op de vraag kunnen ingaan en de relevante aspecten van de sociaal-economische toestand (de belangrijkste sociaal-economische gevolgen van de herziening van het gewestplan) en de vermoedelijke evolutie bij niet-uitvoering van het plan kunnen aanduiden.(art. D.I.1 et D.VIII.33, §3, lid 1, 2°).

1. Evaluatie van de behoefte

Producteigenschappen: Specifieke kenmerken, toegevoegde waarde en gebruiksvormen van het product, benoeming van de concurrerende of vervangingsproducten en van de voor- en nadelen in vergelijking met het overwogen product ten opzichte van de concurrerende producten, het soort vervoer dat gebruikt wordt en het aandeel van het vervoer in de kostprijs van het product.

1.1. Beoordeling van de aanvraag: Hier worden de perspectieven inzake de productie door de exploitant ten opzichte van de marktperspectieven van de ontgonnen stof geëvalueerd.

1.1.1. Globale markt van de stof, huidige toestand en ontwikkelingsperspectieven:

- De huidige (daadwerkelijke en potentiële) afzetmogelijkheden van de ontgonnen stof evalueren ten opzichte van de verschillende gebruiksvormen (in voorkomend geval het belang van de ontgonnen rotsgesteenten op erfgoedvlak aangeven), alsook de schaal van de markt (afzetkring), van het lokale naar het internationale vlak. De voornaamste ondernemingen die heden (daadwerkelijk en potentieel) klant zijn, vermelden en op een kaart aangeven, alsook aangeven welk belang zij kunnen halen uit de inbedrijfname van de site. De afzetkring in kaart brengen en nader omschrijven.
- Marktontwikkeling in de komende 30 jaar: er zal met name rekening worden gehouden met de evolutie van de gebruiksvormen van het product, de ontwikkeling van vervangingsproducten en de vermoedelijke evolutie in de vervoerskosten.
- Analyse van andere methodes om de afzetting terug te winnen en te gebruiken.

1.2.2. Plaats die de onderneming bekleedt op de (huidige en toekomstige) markt:

- Omschrijving van de concurrentie, zowel regionaal als internationaal, die dezelfde stof ontgint en dezelfde afzetkring bespeelt (elke concurrerende site op een kaart aanduiden).
- Raming van het relatieve marktaandeel van de onderneming (zie bovenaan).

- Groeiperspectieven van de onderneming afhankelijk van de marktevolutie en de productieperspectieven van de concurrerende ondernemingen (eveneens de verzoeken om herziening van gewestplannen in overweging nemen).

1.2.3. Conclusie

- over de productieperspectieven van de onderneming over dertig jaar;
- over de daaruit planologische behoeften, zowel in een gebied van aanhorigheden van ontginningen als in een ontginningsgebied.

1.2. **Beoordeling van het potentieel van het gewestplan**

De bedoeling is na te gaan in hoeverre het huidige gewestplan in staat is te voldoen, zowel kwantitatief als kwalitatief, aan de vraag die in punt 1.2.3 beoordeeld is.

Die evaluatie gebeurt in twee stappen:

- in eerste instantie zal men het gebied van aanhorigheden van ontginningen dat momenteel wordt geëxploiteerd onderzoeken (en de mogelijkheid om bepaalde delen van het bestaande gebied van aanhorigheden van ontginningen van zijn bestemming te onttrekken);
- In een volgende stap worden de gebieden van aanhorigheden van ontginningen en de ontginningsgebieden onderzocht die overeenstemmen met een gelijkaardige afzetting, opgenomen op het gewestplan in de hierboven aangegeven afzetkring, die niet overeenstemmen met de ontwikkelingsvooruitzichten van de in punt 1.2.2. genoemde concurrerende ondernemingen.

Voor elk van deze sites, die op een kaart worden aangegeven, moeten de kenmerken van de afzetting worden gespecificeerd: kwaliteit van het gesteente (beschikbare fysisch-chemische onderzoeken of kwaliteitslabels), geraamde reserves (berekenningsmethoden toelichten) en exploiteerbaarheid.

De toegankelijkheid van de site en de aanwezigheid van de nodige infrastructuur, de exploitatiemogelijkheden ten opzichte van de voornaamste vormen van grondgebruik (effecten van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met andere vormen van grondgebruik en menselijke activiteiten) alsook de locatie van de site ten opzichte van de bestaande exploitatie en de huidige en toekomstige afnemers moeten eveneens worden gecontroleerd.

1.3. **Conclusie over de evaluatie van de behoeften**

Er moet beslist worden over de behoefte om een gebied van aanhorigheden van ontginningen en/of een ontginningsgebied in het gewestplan uit te breiden of te creëren binnen de bepaalde afzetkring.0} De behoeften in gebieden van aanhorigheden van ontginningen zullen worden onderscheiden van de behoeften in ontginningsgebieden.

2. Sociaal-economische impact

Hier wordt de daaruit voortvloeiende economische activiteit geschat (zowel voor als na de ontginning) door de uitbating, rechtstreekse en onrechtstreekse huidige en toegevoegde werkgelegenheid, de financiële impact (belastingen, retributies, ...) op de nationale en gewestelijke economische activiteit, de geproduceerde toegevoegde waarde, het effect op de bestaande economische activiteiten, enz.

In dit deel worden ook de sociaaleconomische gevolgen op korte, middellange en lange termijn beoordeeld van de andere activiteiten die zich, onafhankelijk van het project van de aanvrager, op deze locatie kunnen ontwikkelen, zoals voorgeschreven in artikelen D.II.28 en 33.

3. Vermoedelijke evolutie van de economische toestand indien het plan niet wordt uitgevoerd

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling nader omschreven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden indien het project niet uitgevoerd wordt.

Hoofdstuk III. Verantwoording van de locatie van het ontwerp-plan. Identificatie en analyse van de liggingsvarianten

De bedoeling is hier om de locatie van het ontwerp-plan al dan niet te rechtvaardigen op de schaal van de afzetkring:

- ***ten opzichte van de gewestelijke opties die op dit grondgebied van toepassing zijn;***
- ***in functie van de in punt 1.3. van hoofdstuk II vermelde liggingscriteria ;***
- ***en, indien nodig, mogelijke alternatieven voor de locatie binnen dat grondgebied voor te stellen*** (art. D.VIII.33, §3, lid. 1, 10°)

1. Ruimtelijke overschrijving van de grote gewestelijke opties

De bedoeling is om de opties die bij gewestelijke beleidsdocumenten bepaald worden, met name het ruimtelijk ontwikkelingsplan (“SDT”), over te schrijven op het grondgebied dat de afzetkring uitmaakt.

2. Toelichting van de belangrijkste locatiecriteriën die voldoen aan de doelstellingen van het ontwerp-plan, zoals vastgesteld en toegelicht in punt 2 van hoofdstuk 1

Volgende gegevens worden in ieder geval onderzocht:

- 2.1. Kenmerken van de afzetting:** kwaliteit van de gesteenten (beschikbare fysisch-chemische analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekenningsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.
- 2.2. Ligging van de site tegenover bestaande uitbating en tegenover huidige en toekomstige afnemers**
- 2.3. Toegankelijkheid en beheer van de mobiliteit**
- 2.4. Aanwezigheid van de nodige infrastructuur.**
- 2.5. Uitbaatmogelijkheden in functie van de voornaamste bodembezettingen** (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten).

3. Verantwoording van de locatie van het ontwerp-plan en van de relevantie van de keuze van de op te nemen gebieden

Hierbij wordt nagegaan of de locatie van het ontwerp-plan en de keuze van de zones (gebied van aanhorigheden van ontginningen en/of ontginningsgebied) niet in strijd zijn met de in punt 1 genoemde gewestelijke opties, de in punt 2 genoemde locatiecriteriën in acht nemen en rekening houden met de kenmerken van het project van de aanvrager, de eisen in verband met de exploitatie van de afzetting en de mogelijkheden van de site, met name aan het einde van de exploitatie.

Opzoeken en voorstelling van alternatieve locaties voor het ontwerp-plan

De bedoeling is om alternatieve locaties voor het ontwerp-plan te zoeken door de in punt 2 vastgestelde locatiecriteriën toe te passen op het grondgebied van de afzetkring, rekening houdend met de in punt 1 vastgestelde gewestelijke opties.

Deze alternatieve locaties worden beknopt voorgesteld.

4. Selectie van alternatieve locaties

Hier wordt de vergelijking gemaakt tussen het ontwerp-plan en de alternatieve locaties wat betreft:

- de gewestelijke opties,
 - de liggingscriteria,
 - de menselijke, sociaal-economische en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van het grondgebied van de afzetkring,
 - de kostprijs van de uitvoering voor de gemeenschap,
- en worden één of meer alternatieve locaties uitgekozen.

Als er geen enkele alternatieve locatie beter aan de liggingscriteria beantwoordt dan het ontwerp-plan, hoeft er geen wisseloplossing uitgekozen te worden.

Hoofdstuk IV. Onderzoek van de compensaties
(art.D.VIII.33, §3, lid 1, 9° en D.II.45, §3, van het Wetboek)

De bedoeling van dit hoofdstuk is om de toepassing van het beginsel bedoeld in artikel D.II.45, §3 te verifiëren en na te gaan of het passend is voor de ene of de andere vorm van compensatie te kiezen.

(VIII.33, §3, lid 1, 9°).

Bovendien moet hij voor de planologische compensaties:

- de ligging en afbakening ervan rechtvaardigen ten opzichte van de economische, sociale, ecologische en erfgoedbehoeften, als van de bestaande feitelijke en wettelijke situatie;
- de coherentie ervan te beoordelen in het licht van de plaatselijke geologie, de kenmerken van de sites en de bestemmingen van de aangrenzende gebieden;
- alternatieven voorstellen, indien nodig;

FASE II***Hoofstuk 5.- Identificatie en analyse van de drukfactoren en mogelijkheden van de bestanddelen van het ontwerp-plan en van de liggingsvarianten*****1. Omschrijving van het regelgevend verband****1.1. Inrichtingsgebieden en –omtrekken conform de regelgeving:**

1.1.1. Gewestelijk niveau: *gewestplan, gewestelijke stedenbouwkundige handleiding, saneringsplan per onderstroomgebied, Saneringsplannen (PASH), enz.*

1.1.2. Gemeentelijk niveau: *gemeentelijk ontwikkelingsplan, gemeentelijke stedenbouwkundige handleiding, lokaal beleidsontwikkelingsplan, gemeentelijk milieuplan voor duurzame ontwikkeling, gemeentelijk natuurbevorderingsplan, enz.*

1.2. Goederen waarvoor een bijzondere regelgeving geldt:

1.2.1. Fauna en flora: *rechtsstatuut van de bossen en wouden, natuurpark, natuurreservaten, Natura 2000-omtrekken, ruimten van gemeenschapsbelang, natuurlijke habitats (decreet van 06/12/2001) en soorten van gemeenschapsbelang, enz.*

1.2.2. Menselijke activiteiten: *rechtsstatuut van de wegen en verkeerswegen, wegen, paden, autonoom net voor traag verkeer, industrieën en uitrusting met een hoog SEVESO-*risicogehalte, ...*) (art. D.VIII. §3,§3, eerste lid, 4°).*

1.2.3. Bodem: *eventuele gegevens voor de gronden opgenomen in de gegevensbank van de bodemtoestand bedoeld in de artikelen 11 en 12 van het decreet bodembeheer of bij ontstentenis de best beschikbare gegevens van de Waalse Overheidsdienst of andere instellingen (SPAQUE – Walsols, enz.)*

1.2.4. Water: *gewestelijk schema voor de waterrijdommen, waterwinningen, voorkomings- en bewakingsgebieden van de waterwinningen, saneringsplan per onderstroomgebied (PASH), onbevaarbare waterlopen (categorieën), kwetsbare gebieden, wateringen, enz.*

1.2.5. Economische activiteiten: *wettelijke ruilverkaveling van landelijke goederen, economische erkenningsomtrekken, stedelijke en landelijke vrije zones.*

1.2.6. Mobiliteit: *gemeentelijke en intergemeentelijke mobiliteitsplannen.*

1.2.7. Natuurrisico's: *overstromingsrisicogebied, afvloeiende assen, beheersplan voor overstromingsrisico's (PGRI), karst, enz.*

1.3. De vergunningsomtrekken met beperking van de burgerlijke rechten: *(bestaande bebouwingsvergunningen, omtrekken waarvoor het rampenfonds is tegemoetgekomen, onroerende goederen onderworpen aan het recht van voorkoop, onroerende goederen onderworpen aan de onteigening ten algemenen nutte, enz.).*

- 1.4. Omtrekken die blijvend deel uitmaken van operationele inrichtingsmaatregelen:** landelijke of stadsruilverkavelingsomtrekken, stadsheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden, herin te richten sites, sites met landschappelijke en milieuhelopwaarderingen, enz.
 - 1.5. Erfgoed- en archeologische sites:** monumenten en sites die als monument zijn beschermd, met inbegrip van archeologische opgravingen, beschermde architectonische sites en gehelen, beschermingszones, archeologische kaart, goederen die zijn opgenomen in de inventaris van het gewestelijk erfgoed, het Belgisch monumentenerfgoed, goederen opgenomen in de gemeentelijke inventaris, beschermingslijsten, uitzonderlijk erfgoed, werelderfgoed, waardevolle bomen en heggen, ... enz.
 - 1.6. Natuurlijke rijkdommen:** ondergrondse holten van wetenschappelijk belang, vochtig gebieden met een biologisch belang, riviercontracten, gevoelige natuurgebieden, biologisch zeer waardevolle gebieden, speciaal beschermde gebieden voor avifauna, oppervlakte met een landschappelijke waarde, dichtbijgelegen en afgelegen preventiegebieden, toezichtsgebieden op waterwinningen, kwetsbare gebieden met de voornaamste waterhoudende lagen, ecologische doorgangsgebieden, met name regionale doorgangsgebieden, enz.
 - 1.7. Regelgevingstoestand van het bedrijf:** vergunningen en toelatingen voor de huidige site, lopende verzoeken, eventuele overtredingen op het gewestplan of de vergunning(en), enz.
- 2. Omschrijving van de menselijke en leefmilieukenmerken van het betrokken grondgebied evenals diens vermoedelijke evolutie indien het plan niet ten uitvoer wordt gebracht; (art. D.VIII.33, §3, lid 1, 2° en 3°)**

De uitgestrektheid van dat grondgebied wordt aangepast volgens de in het vooruitzicht gestelde kenmerken. Ze wordt nader bepaald en punt voor punt beargumenteerd door de auteur van het onderzoek.

2.1. Menselijke kenmerken:

- 2.1.1. Bebouwing – Materiële goederen en erfgoederen:** *stedenbouwkundige structuur en architecturale morfologie van de bebouwing en de openbare ruimten, cultureel erfgoed (beschermde sites en goederen, beschermde gebieden,...), archeologische sites, dichtheidskaarten en ontwikkelingspolen, aanwezigheid van onroerende goederen op de site, enz.*
- 2.1.2. Boven- en ondergrondse openbare infrastructuren, toegankelijkheid en uitrustingen:** *wegen (netwerk, breedte, capaciteit, huidige verkeerssituatie op de toegangswegen), de spoorwegen (lijnen, stopplaats, frequentie), de trage wegen, TEC, de waterwegen (breedte, uitgeruste kades), de hoogspanningslijnen en zeer hoge spanningslijnen, telefoonlijnen, grondleidingen, ondergrondse leidingen (met inbegrip van de opvang en behandeling van afvalwater), enz + cartografie en evolutie van de capaciteiten.*

- 2.1.3. Menselijke activiteiten:** *(aard en kenmerken van de huidige en potentiële activiteiten waaronder landbouw en bosbouw (oppervlakte, landbouwers, productie, toestand van de uitbaters), gemengde economische activiteiten en/of (Seveso) industriële activiteiten, toerisme, gevoelige sociaal-culturele uitrustingen zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, ziekenhuizen, andere gevoelige menselijke bezigheden, enz.*
- 2.1.4. Verrichte activiteiten en verontreinigingen:** *geëxploiteerde mijnbouwafzettingen, gemeentelijke stortplaats, industriële afvalstoffen, enz.*

2.2. Leefmilieukenmerken:

- 2.2.1. Geologie:** *diepgaande geologische studie binnen de zone die momenteel door de uitbating wordt bezet – in het bijzonder als de afzetting niet valoriseerbaar is – en/of in de gevraagde zone. De bevindingen van de boringen bijvoegen en/of van de geofysische prospectie, fysische en chemische eigenschappen van het gesteente, de bevindingen van de fysisch-chemische analyses of van elk ander gegeven in verband met de kwaliteit van de te ontginnen afzetting... De nadruk leggen op de kwaliteit en/of kwantiteit van het te ontginnen gesteente, de bekende tectonische accidenten of de aanwezige ondergrondse holtes beschrijven.*
- 2.2.2. Pedologie:** *karakterisering van de bodemsoort, kwaliteit en zeldzaamheid, een uittreksel van de pedologische kaart bijvoegen, enz.*
- 2.2.3. Hydrologie en hydrogeologie:** *stroomgebieden, deelstroomgebieden, categorie van de waterlopen, watervlakken, hydrogeologische kaart, waterhoudende laag (soort opgeven), piëzometrie, waterwinningen, kwetsbare gebieden, beschermings- en bewakingsgebieden, gebieden onderhevig aan drukfactoren vanwege het leefmilieu, enz.*
- 2.2.4. Topografie en landschappen:** *geomorfologie en landschappelijk waardevolle omtrekken, ADESA-vergezichten, uitzicht op het landschap vanaf de site en op de site vanuit een afgelegen punt in de omtrek + foto's, atlas van het landschap van Wallonië, enz.*
- 2.2.5. Lucht en klimaat - geluids- en geuromgeving – luchtkwaliteit en stof:** *beschikbare gegevens over de luchtkwaliteit recht tegenover de woningen en de woon-, de recreatiegebieden, de gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, plaatsing van Owen-meetinstrumenten, klimaatgegevens, overheersende windrichting, op grond van de gegevensverwerking van het dichtstbij gelegen weerstation, luchtmonsters en –analyses, natuurschermen, ingebedde valleien, bijzondere situaties, enz.*
- 2.2.6. Geluidshinder en trillingen huidige bronnen en niveaus (akoestisch onderzoek)** *recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, bestaande of gemeten gegevens, de plaatsen van de metingen aangeven, alsook data en uren, enz.*

- 2.2.7. Fauna en flora:** *inventaris en omschrijving van de soorten en de habitats, de bijzondere biotopen, de aquatische en moerasbiotopen, eventuele aanwezigheid van soorten en beschermde milieus, ecologische doorgangsgebieden, met name regionale doorgangsgebieden, enz.*
- 2.2.8. Natuurrisico's en geotechnische drukfactoren:** overstromingen, afvloeiende as, karstverschijnselen, mijnrisico's, instortingen, aardbevingen, aardbevingsgevaar, enz.

Waarschijnlijke evolutie van de leefmilieukenmerken bij niet-uitvoering van het plan (art. D.VIII.33, al. 1, 2°)

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukenmerken opgegeven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden indien het gewestplan niet herzien wordt.

- 3. In voorkomend geval, de vermoedelijke niet te verwaarlozen specifieke effecten wanneer de opnemingsvoorziening is van een gebied waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een hoog risico vertonen voor de personen, de goederen of het leefmilieu (in de zin van richtlijn 96/82 EG.) of wanneer de opnemingsvoorziening is van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructuur die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden (art. D.VIII.33, §3, lid 1er, 4°)**

4. Conclusies over de analyses van de drukfactoren en mogelijkheden van de sites

De conclusie beschrijft in welke mate elk thema van de bestaande situatie al dan niet een troef, zwakte, kans of bedreiging vormt (SWOT-tabel) als de herziening van het gewestplan wordt uitgevoerd. Elementen die geen verband houden met het ontwerp-plan worden niet ontwikkeld.

Hoofdstuk VI. Aanduiding van de waarschijnlijke gevolgen van de uitvoering van het ontwerp-plan op mens en leefmilieu

Doel is de niet-verwaarloosbare waarschijnlijke drukfactoren en effecten (cumulatieve secundaire synergetische, korte-, middellange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) van het ontwerp-plan op mens en leefmilieu duidelijk te maken. (art.D.VIII.33, lid 1, 6°)

Er moet een onderscheid worden gemaakt naargelang het gaat om een gebied van aanhorigheden van ontginningen of een ontginningsgebied, rekening houdend met alle mogelijke bestemmingen van deze gebieden.

Wanneer de uitvoering van het gebied van aanhorigheden van ontginningen en/of het ontginningsgebied gefaseerd verloopt, dienen de effecten bepaald te worden in de verschillende stadia van die uitvoering.

Bij deze analyse van de effecten moet een onderscheid worden gemaakt tussen de effecten op de sites van het ontwerp-plan en van de alternatieve locatie(s) (als omschreven in punt 4 van hoofdstuk III) en op de respectieve aangrenzende gebieden ervan.

1. Impact op de leefkwaliteit (gezondheid, veiligheid, hygiëne, ...)

- 1.1. Bebouwing:** *verband van het project met de bestaande agglomeratie en de aangrenzende eigendommen, verenigbaarheid met eventuele ontwikkelingsschema's, met de bestaande uitrustingen en infrastructuur.*
- 1.2. Effecten op materiële goederen en cultureel erfgoed:** *beschermd monumenten en sites en archeologische opgravingen, barsten in gebouwen, aantasting van de stabiliteit van de gebouwen, verdwijning of verslechtering van gemeentepaden en wegen (openbare erfgoedplaatsen en buurtwegen), ondergrondse leidingen (water, elektriciteit, gas, telefoon,...), elektrische lijnen, enz.*
- 1.3. Verkeer:** *rechtstreeks en onrechtstreeks – aantal vrachtwagens per dag, reisweg (oorsprongbestemming), nuttig laadvermogen, voertuigen van leveranciers, bezoekers, personeel, voertuigen in verband met de inrichting van de site, uitzonderlijk vervoer, effecten op het snelwegnet, infrastructuur en mobiliteitsstromen, spoorvervoer, waterwegvervoer, landbouwverkeer, actieve vervoerswijzen, enz.*
- 1.4. Mijnschoten:** *trillingen recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, site-effecten, enz.*
- 1.5. Geluid:** *recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra.*

1.6. Lucht en klimaat: stof – installatie van Owen-meetinstrumenten, mistvorming, geurhinder, ...)

1.7. Topografie en landschappen: tijdens en na de ontginningsactiviteit, synthesesfoto 's maken.

2. Effecten op de menselijke activiteiten: toeristische activiteiten, SEVESO-activiteiten, land- en bosbouwbedrijvigheid, enz. (art. D.VIII.33, lid, 7°).

3. Effecten op bodem en ondergrond: karst, mijnwerkzaamheden, grondverschuiving, erosie, of andere geotechnische drukfactoren, verontreiniging, enz...)

4. Effect op hydrogeologie en hydrologie

4.1. Wijziging van het hydrogeologisch stelsel: verlaging van de grondwaterstand, grondverzakking, invloed op de waterwinningen en het hydrografisch stelsel, terugwinning van mijnwater, enz.

4.2. Wijziging van het hydrologisch stelsel: debiet en vuilvracht van de waterlopen, overstromingen na lozing van bemalingswater, verdwijning/ontstaan van vochtige gebieden,

4.3. Inzet van tot drinkwater verwerkbare watervoorraden.

5. Effect op de fauna, de flora, de biodiversiteit

Tijdens en na de uitvoering van het ontwerp-plan, verslechtering en verlies van faunistische habitats en ecosystemen, potentiële impact op soorten en habitats van soorten met een gemeenschapsbelang, Natura 2000-omtrekken, ecologische doorgangsgebieden, met name regionale doorgangsgebieden, enz. (wetgeving op het natuurbehoud en Europese richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG).

Er moet een specifieke beoordeling worden gemaakt van de gevolgen van het ontwerp-plan voor de natuurlijke habitats van gemeenschapsbelang en op de beschermde soorten in de zin van de Wet op het natuurbehoud en hun habitats die in het gebied aanwezig zijn.

6. Interactie tussen die verschillende factoren

7. Kenmerken van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (art. D.VIII.33, lid 1, 5°)

De bedoeling is om ten opzichte van de bovenvermelde punten 1 tot en met 6, de gebieden aan te duiden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden, de leefmilieukenmerken van die gebieden aan te geven en erop te wijzen hoe die kenmerken door het ontwerp-plan gewijzigd dreigen te worden.

Hoofdstuk VII. Onderzoek naar de uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van de uitvoering van het ontwerp-plan of de liggingsvarianten

1. Voorstelling van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten (art. D.VIII.33, lid 1, 10°)

De afbakeningsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van de gebieden.

De bedoeling is om de geschiktheid van de contouren te controleren, zodat de grenzen overeenkomen met "feitelijke" geografische grenzen, d.w.z. grenzen die op het terrein zichtbaar zijn: wegrand, randen, waterlopen, heg boomrijen, boomlijnen, grote taluds... : zichtbare grenzen op de IGN-kaart (idem - het feit dat ze op de kaart staan, getuigt van hun belang voor hagen, rivieren...); rechte rijen tussen 2 punten zichtbaar op de IGN-kaart; een hoogtelijn van de IGN-kaart of een breedtecirkel op X meter van een zichtbare grens; kadastrale grenzen.

De uitvoeringsvarianten beantwoorden bijvoorbeeld aan:

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van de gebieden;
- een fasering van de bezetting;
- technische uitrustingen of bijzondere inrichtingen.

Op schaal van het invloedsgebied zijn de grondslagen voor de aanduiding van de afbakeningsvarianten en de uitvoeringsvarianten:

- beantwoorden aan de doelstellingen van het ontwerp;
- beantwoorden aan het bepaalde van het Wetboek (artikel D.I.1) en andere gewestelijke regelgevende of beleidsbepalende documenten;
- zo goed mogelijk gebruik maken van de mogelijkheden en de dwingende omstandigheden van het gebied: negatieve effecten tot een minimum te beperken en positieve sociale, economische en milieueffecten te bevorderen.

Gelet op de kenmerken van het terrein moet worden nagegaan of kan worden voldaan aan de verplichting om aan de binnenrand van het gebied van aanhorigheden van ontginningen en het ontginningsgebied een voldoende grote omtrek of isolatievoorziening aan te brengen.

2. Uit te voeren maatregelen (art. D.VIII.33, lid 1, 8°)

De uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering, verzachting of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten op het leefmilieu dienen voor elke variant aangeduid te worden.

Als dergelijke maatregelen in het ontwerp-plan aanwezig zijn, dient nagegaan te worden of ze afgestemd zijn op de doelstellingen van de herziening en de bijzonderheden van de omgeving. Indien nodig kunnen nieuwe voorschriften worden toegevoegd.

2.1. Aanpassing van de regelgevende zonering (met inbegrip van de beschermingsomtrekken bedoeld in artikel D.II.21 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling).

2.2. Opstellen van bijkomende voorschriften

De eventuele bijkomende voorschriften zijn de volgende (artikel D.II.21, §3 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling):

- 1° de nadere bepaling of de specialisering van de bestemming van de gebieden;
- 2° de fasering van hun ingebruikname;
- 3° de omkeerbaarheid van de bestemmingen;
- 4° de verplichting om een plaatselijk beleidsontwikkelingsplan voorafgaand aan hun uitvoering uit te werken.

De bijkomende voorschriften wijken niet af van de gebiedsomschrijvingen.

2.3. Aanduiding van technische uitrustingen en bijzondere inrichtingen

2.4. Geschatte doeltreffendheid van die niet-herleidbare maatregelen en residuele effecten

3. Opmeten in hoeverre de doelstellingen die relevant zijn voor de bescherming van het menselijk en natuurlijk milieu in het kader van de herziening van het gewestplan in rekening zijn gebracht (art. D.VIII.33, lid 1, 5°).

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu slaan minstens op volgende onderwerpen : de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren. De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu slaan minstens op volgende onderwerpen : de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren.

Het betreft de doelstellingen inzake milieubescherming die “relevant” zijn voor bedoeld plan. De relevantie van een doelstelling wordt beoordeeld naar de waarschijnlijke aanzienlijke effecten van het plan op het leefmilieu zoals hierboven omschreven.

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu zijn de doelstellingen die vastgesteld zijn op internationaal, communautair of lidstatenniveau van de Europese Unie.

Wat het communautaire niveau betreft, kunnen die doelstellingen afgeleid worden uit meer bepaald het zesde milieuactieprogramma, maar eveneens uit de verschillende Europese richtlijnen zoals de kaderrichtlijn voor het waterbeleid.

Bij opname van de internationaal of Europees vastgestelde doelstellingen in nationaal, gewestelijk of lokaal vastgestelde doelstellingen hoeven enkel laatstgenoemden in overweging te worden genomen.

4. Vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd_ (art. D.VIII.33, lid 1, 2°)

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukenmerken opgegeven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (zie hoofdstuk VI, punt 7) als het ontwerp-plan niet uitgevoerd wordt.

Hoofdstuk VIII. Onderzoek van de compensaties

Alleen de elementen van vorige hoofdstukken die als relevant worden beschouwd, moeten geanalyseerd worden.

De negatieve en positieve effecten moeten geïdentificeerd worden.

De auteur van het onderzoek kan verzachtende maatregelen of een afbakeningsvariant voorstellen.

Hoofdstuk IX. Verantwoordingen, aanbevelingen en opvolging van de uitvoering van het ontwerp-plan

1. Verantwoording en vergelijking van het ontwerp-plan en van de verschillende afbakenings- en uitvoeringsvarianten (art. D.VIII.33, lid 1, 10°)

De verantwoording gebeurt op grond van artikel D.I.1 van het Wetboek en de analyse van de voorgaande hoofdstukken.

In tabelvorm is de vergelijking ten minste gebaseerd op de volgende elementen: effecten (zowel positieve als negatieve) op de omgeving, voorgenomen maatregelen om aanzienlijke nadelige milieueffecten van het ontwerp-plan te vermijden, te beperken en, voorzover mogelijk, te compenseren, resteffecten.

Erop wijzen welke de voornaamste mogelijkheden en drukfactoren van het ontwerp-plan zijn.

Conclusies over de aanvraag en, in voorkomend geval, aanbevelingen formuleren.

2. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de uitvoering van het gewestplan (art. D.VIII.33, lid 1, 12°)

De bedoeling is om **de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen**, alsook de wijze van berekening of vaststelling ervan, de gebruikte gegevens en de bron ervan, evenals de grenswaarden ervan.

De auteur kan raad geven over punten die in het vergunningsaanvraagdossier en het effectonderzoek van het ontwerp uitgewerkt moeten worden.

Hoofdstuk X. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden

1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden (art. D.VIII.33, lid 1, 11°)

De bedoeling is om de specifieke elementen van de evaluatiemethode te omschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de evaluatiemethodes van de behoeften ondervonden zijn.

2. Beperkingen van het verslag (art. D.VIII.33, lid 1, 11°)

De auteur van het verslag geeft aan op welke punten hij niet dieper is kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige milieubeoordelingen.

Bibliografie

Lexicon

Bijlagen

(met inbegrip van afschriften van studies die zijn uitgevoerd en/of gebruikt bij de opstelling van het milieueffectrapport van het ontwerp-plan)

Niet-technische samenvatting (art. D.VIII.33, lid 1, 13°)

Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van het nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).

De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. Met een kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.

Dat document moet het milieueffectenrapport van het ontwerp-plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners. De bedoeling is de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek te bevorderen.

De voorgestelde positieve en negatieve gevolgen en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattingstabel gepresenteerd.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 8 maart 2022 waarbij besloten wordt:

- tot herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen (blad 36/2);
- tot goedkeuring van het ontwerp-plan dat er op gericht is een ontginningsgebied op het grondgebied van de gemeente Komen-Waasten (Ploegsteert) op te nemen dat aan het einde van de exploitatie een natuurgebied wordt en een gebied van aanhorigheden van ontginningen, teneinde de voortzetting van de kleiwinning, alsmede een natuurgebied als planologische compensatie mogelijk te maken;
- tot opstelling van een milieueffectenrapport van het ontwerp-plan en tot vaststelling van de ontwerp-inhoud.

Namen, 8 maart 2022.

De Minister van Ruimtelijke Ordening,

W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/31978]

25 AVRIL 2022. — Arrêté ministériel relatif à l'établissement des zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine dénommés « Henri-Moulin I et Henri-Moulin II » sis sur le territoire de la commune de Trois-Ponts

La Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles D.172 à D.174, modifiés par les décrets du 31 mai 2007 et du 7 novembre 2007 ;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, notamment les articles R.151 alinéa premier, R.152 § 1^{er}, R.153, R.168 à R.170 modifiés en dernier lieu par arrêté du gouvernement wallon du 16 mai 2019 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, en vue d'améliorer la protection des prises d'eau de surface potabilisable et des prises d'eau souterraine et diverses dispositions en la matière, notamment l'article 8 ;

Vu le contrat de gestion du 22 juin 2017 conclu entre la Région wallonne et la Société publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.);

Vu le contrat de service de protection de l'eau potabilisable entre l'exploitant des prises d'eau, à savoir l'Administration communale de Trois-Ponts, et la S.P.G.E. signé le 3 mars 2008 ;

Vu la lettre recommandée à la poste du 22 juin 2021 de l'Inspecteur général du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement du Service public de Wallonie accusant réception du dossier complet à l'Administration communale de Trois-Ponts ;

Vu le programme d'actions proposé par l'exploitant et approuvé par la S.P.G.E. en date du 2 mars 2016 ;

Vu la dépêche ministérielle du 22 juin 2021 adressant au Collège communal de Trois-Ponts le projet de délimitation des zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine potabilisable dénommés « Henri-Moulin I et Henri-Moulin II » sis sur le territoire de la commune de Trois-Ponts pour l'ouverture de l'enquête publique requise ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 5 juillet 2021 au 6 septembre 2021 sur le territoire de la commune de Trois-Ponts, duquel il résulte que la demande a rencontré deux oppositions mais qui ne concernent pas le présent dossier mais bien la prise d'eau « Rochelival Village » ;

Considérant que le dossier a été déposé avant le 1^{er} octobre 2019 ;

Considérant que le projet de délimitation des zones de prévention concerne des prises d'eau souterraine en nappe libre,

Arrête :

Article 1^{er}. Les zones de prévention rapprochée et éloignée en vue de protéger les ouvrages de prise d'eau souterraine potabilisable définis ci-après sont établies dans les limites fixées à l'article 2 du présent arrêté.

Commune	Nom de l'ouvrage	Code ouvrage	Parcelle cadastrée ou l'ayant été		
Trois-Ponts	Henri-Moulin I	49/8/8/004	div. 1	sect. A	n° 520D
Trois-Ponts	Henri-Moulin II	49/8/8/005	div. 1	sect. A	n° 520D

Art. 2. § 1^{er}. La zone de prévention rapprochée commune (zone IIa) aux ouvrages de prise d'eau est délimitée par le périmètre tracé sur le plan intitulé « Captage de Henri-Moulin – codes ouvrages : 49/8/8/004, 49/8/8/005 », consultable à l'Administration.

Cette délimitation est établie conformément à l'article R.152 § 1^{er} alinéas 1 et 2 du Code de l'Eau, sur base de la distance forfaitaire.